

Sabine Barles, *L'invention des déchets urbains. France, 1790-1970* Seyssel, Champ Vallon, 2005, 297 p.

Jean-Baptiste Fressoz

DANS **ANNALES. HISTOIRE, SCIENCES SOCIALES** 2011/1 66e année , PAGES XLIX À XLIX
ÉDITIONS **ÉDITIONS DE L'EHESS**

ISSN 0395-2649

ISBN 9782713223099

Date de mise en ligne : 05/05/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-Annales-2011-1-page-XLIX?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

**Edmund Burke III
et Kenneth Pomeranz (éd.)**

The environment and world history

Berkeley, University of California Press,
2009, 361 p.

Cet ouvrage s'inscrit à la croisée de deux préoccupations croissantes de l'historiographie contemporaine : l'histoire mondiale ou globale d'une part, l'étude de l'environnement et des interactions entre nature et société de l'autre. Plus qu'aucun autre champ d'investigation, l'environnement se joue en effet des frontières habituelles et implique un décloisonnement des objets d'étude. Dans la préface et l'introduction, Edmund Burke et Kenneth Pomeranz – deux figures importantes de l'histoire mondiale aux États-Unis – insistent avec beaucoup de pertinence sur les perspectives prometteuses qui se dégagent de l'alliance de ces deux champs nouveaux qui ont émergé ces trente dernières années. L'histoire globale et l'histoire environnementale partagent la même ambition de reconceptualiser le devenir historique. Il est d'ailleurs surprenant, compte tenu des développements historiographiques et des enjeux planétaires actuels, qu'une histoire environnementale globale ait été si longue à se structurer. Tout en étant conscients de la dimension holiste et globale de la science écologique, la plupart des historiens se sont attachés à une région ou à une niche écologique singulière. Peu ont cherché à établir des connexions plus larges et à les relier aux forces historiques mondiales. Les éditeurs affirment en tout cas l'urgence et la nécessité d'un tel projet et cet ouvrage entend offrir une première synthèse des outils et des connaissances actuelles sur l'histoire environnementale mondiale des cinq derniers siècles.

Les onze chapitres de ce volume peuvent se regrouper en deux ensembles principaux : trois contributions transversales sont réellement « mondiales » (E. Burke sur l'énergie, K. Pomeranz sur le projet développementaliste et John Richard sur l'État et les droits de propriété) et huit essais de synthèse et de mises au point focalisent le regard sur divers espaces (Moyen-Orient, Chine, Asie du Sud-Est, Afrique, bassin du Rhin, Russie, Amérique latine). On peut noter d'emblée que l'ouvrage opère une provincialisation indéniable de l'Europe, assez peu présente hormis sous l'angle de la colonisation ou à travers l'essai sur le Rhin. Par ailleurs, certains espaces majeurs comme l'Amérique du Nord ou le Japon sont absents. Conformément à la nouvelle histoire mondiale, il s'agit bien de sortir des récits centrés sur l'Europe et l'Occident pour élaborer une histoire partagée dans laquelle les Asiatiques, Africains et Sud-Américains deviennent des acteurs de plein droit.

Dans son chapitre introductif, K. Pomeranz propose comme ligne directrice et comme thème unificateur de la réflexion la notion de « projet développementaliste ». Il la définit comme une ambition très large qu'on retrouve dans une grande diversité de sociétés, à des époques très variables, et pas seulement dans le monde occidental. Ce projet se caractérise par un triple processus de construction de l'État, de sédentarisation des populations et d'intensification de l'exploitation des ressources naturelles. La synthèse la plus influente de ce projet développementaliste est sans doute le libéralisme, mais d'autres idéologies possédaient des buts et des formes d'action très proches. Ce concept doit fournir la matrice pour repenser sur la longue durée les interactions entre activités humaines et environnement à l'échelle globale.

Les implications théoriques et méthodologiques d'un tel programme sont nombreuses : il étend le regard au-delà de l'Europe occidentale, il relativise la prépondérance du mode de production capitaliste en en faisant un projet parmi d'autres, il renoue surtout avec une certaine centralité du rôle de l'État là où la tradition de l'histoire économique et sociale des *Annales* insistait sur les structures agraires et reléguait le politique du côté de l'« événementiel ». Ce dernier point apparaît nettement dans la contribution de J. Richard qui détecte une convergence globale des régimes de propriété de la terre dans le sens d'une exploitation accrue des ressources naturelles.

Plusieurs contributions soulignent les parallèles et les similarités entre les divers « projets développementalistes ». Ainsi, dans sa contribution sur la transformation de l'environnement au Moyen-Orient, E. Burke observe que la politique ottomane possède de nombreux points communs avec celle menée par la France au Maghreb. De même, K. Pomeranz souligne la proximité entre les visées de développement en Chine et en Europe à l'époque moderne, même s'il existe de fortes spécificités culturelles qui colorent différemment ces « projets développementalistes ». Il insiste notamment sur la spécificité du modèle chinois dans la longue durée. Car si la Chine doit affronter les mêmes problèmes environnementaux que l'Europe et les États-Unis, elle dispose pour cela d'un outillage intellectuel différent. En Chine, le souci permanent de maintenir une forte population rurale modèle les choix en matière d'environnement jusqu'à aujourd'hui.

Il va de soi qu'une telle proposition théorique pose également un certain nombre de difficultés et devra être approfondie et discutée. Les notions de « développement » et de « développementalisme » sont très larges, peut-être trop, elles ont aussi une histoire et mériteraient une analyse et une historicisation précises. En insistant sur le rôle et le poids décisif de l'État – ce qui est totalement légitime dans le cas de la Chine, de la Russie ou de l'Europe moderne –, ne court-on pas le risque de rendre invisibles des configurations et des régions où l'État était plus faible au début de l'époque moderne et avant la colonisation ? De même, la faible place de l'Europe et l'absence des États-Unis dans

l'ouvrage amènent à s'interroger sur le fonctionnement et la réalité du développementalisme dans ces territoires si influents.

Le désir d'aller au-delà des contraintes écologiques et environnementales est donc au cœur du projet développementaliste qui caractérise l'époque moderne. Mais cette ambition a un coût que montrent parfaitement la vaste synthèse d'E. Burke sur les mutations des régimes énergétiques mondiaux et ses apories actuelles, celle de Mark Cioc sur les transformations irréversibles du Rhin et les limites des tentatives de préservation-restauration, ou celle de Douglas Weiner sur l'histoire environnementale en Russie. Ce dernier insiste sur les projets industrialistes et scientifiques démesurés de l'ère soviétique, mais il note que ceux-ci ne sont pas seulement liés à l'idéologie modernisatrice de l'URSS du XX^e siècle, ils s'enracinent dans un passé bien plus lointain et sont la forme la plus récente – et aussi la plus virulente – d'un « État prédateur ». Au vu de ces contributions, l'histoire environnementale apparaît également comme un laboratoire pour penser le rôle social de l'historien ; la plupart des contributions enracinent leur propos dans le présent et proposent des éléments d'analyse pour penser l'avenir de la société industrielle. Est-il possible d'inventer une stratégie durable alternative aux énergies fossiles s'interroge par exemple E. Burke au terme de son article ? Dans l'ensemble, il faut admettre que le pessimisme domine.

Quatre chapitres sont plus spécifiquement consacrés à la question décisive de l'impact de l'expansion coloniale européenne. Il s'agit en effet d'un aspect majeur de la réflexion, qui a suscité quelques-uns des travaux fondateurs de l'histoire environnementale mondiale à la suite de l'ouvrage classique d'Alfred Crosby, *Ecological imperialism*¹. En dépit des inévitables singularités régionales, la réflexion se concentre sans surprise sur la question de l'impact et des conséquences de l'expansion européenne, sur les changements et les continuités entre les sociétés précoloniales et les sociétés colonisées. Dans son enquête sur la culture du riz en Asie du Sud-Est, Michael Adas insiste ainsi sur les continuités par-delà l'expérience de la colonisation. Même si les ruptures sont plus nettes dans les cas africains, indiens et sud-américains

étudiés respectivement par William Beinart, Mahesh Rangarajan et Lise Sedrez, les auteurs soulignent également la complexité des situations et les continuités dans les pratiques. Ces essais d'une très grande richesse offrent au lecteur des synthèses à visée historiographique très claires qui s'avéreront également très précieuses pour les enseignants et les chercheurs soucieux de développer le champ de l'histoire environnementale en France.

FRANÇOIS JARRIGE

1 - Alfred W. Crosby, *Ecological imperialism: The biological expansion of Europe, 900-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

Alf Hornborg, John R. McNeill et Joan Martinez-Alier (éd.)

Rethinking environmental history: World-system history and global environmental change

Langham, AltaMira Press, 2007, xi-408 p.

L'ambition de ce second livre collectif consacré à l'histoire environnementale dans une perspective globale diffère sensiblement de celui dirigé par Edmund Burke et Kenneth Pomeranz. Alf Hornborg, professeur d'anthropologie et d'écologie humaine, dirige le volume avec deux autres figures majeures de l'environnementalisme contemporain : John McNeill, président de l'American society for environmental history, et Joan Martinez-Alier, tenant d'une économie écologique nourrie des apports de l'anthropologie et théoricien de l'écologie des pauvres. Les objectifs du livre sont d'emblée politiques, ils visent moins la synthèse que l'élaboration d'un schéma théorique globale.

Dans son introduction intitulée « L'histoire environnementale comme écologie politique », A. Hornborg part du constat que la manière la plus commune d'écrire l'histoire des problèmes environnementaux est de les présenter comme des effets pervers inévitables de « notre » succès planétaire global. Contre ce « nous » englobant et trompeur, l'enjeu est de penser les changements environnementaux à partir de leurs distributions inégales dans le cadre d'un « système-monde » emprunté aux travaux d'Immanuel

Wallerstein. L'expression de « système-monde » a été avancée dans les années 1970 pour désigner l'évolution du système capitaliste depuis l'ère moderne, elle postule l'existence de fortes disparités et d'une distribution inégale du pouvoir et du capital entre le « centre » et les « périphéries », inégalités qui ne sont pas de simples résidus destinés à s'effacer mais qui forment le cœur même de la dynamique du capitalisme. Ce livre entend prolonger ce schéma d'ensemble en y intégrant les enjeux environnementaux et écologiques. Il s'agit d'analyser, à travers des discussions théoriques et des analyses de terrain empiriques, comment les dommages à l'environnement ont été spatialement distribués dans le passé.

Si le concept de « système-monde » et l'étude des distributions inégales des dégradations de l'environnement offrent un cadre théorique commun, les vingt chapitres qui composent le livre ne reprennent pas tous cette terminologie. Comme c'est souvent le cas, l'ensemble des contributions est plutôt hétérogène, elles relèvent de disciplines variées, scrutent des terrains et des époques très diverses. Mais loin d'être une faiblesse, cette diversité semble ici une force, faisant de ce livre un vaste laboratoire où s'expérimentent des manières de penser à partir d'une conception « matérialiste » de l'histoire environnementale, c'est-à-dire en étant attentif aux interactions entre les constructions sociales, les imaginaires et les propriétés du monde physique. L'ouvrage propose ainsi de repolitiser l'histoire environnementale, il fait le pari qu'une approche de l'« écologie politique » des sociétés humaines aboutira à un tableau très différent de l'évolution historique, à mille lieux de la *success story* globale qu'on trouve dans l'historiographie dominante. Cette ambition théorique participe en même temps d'un projet politique : c'est seulement en reconnaissant le pouvoir des inégalités et l'importance des conflits dans le façonnement du passé qu'il sera possible de produire une vision plus réaliste des possibilités de développement « durable » (*sustainable*) dans le futur. Le livre opère donc un double déplacement : il propose à la fois de politiser l'approche de l'environnement et d'écologiser l'étude du « système-monde ».

Les dix études qui composent la première partie du livre offrent un vaste panorama des

dynamiques environnementales du « système-monde » de l'Antiquité à nos jours. S'il est impossible d'en présenter ici tous les aspects, tant les méthodes et les terrains sont divers, on peut néanmoins mettre en avant quelques lignes de force. L'historien J. Donald Hughes offre ainsi une synthèse de ses travaux sur les impacts environnementaux de l'économie méditerranéenne de la Rome impériale, il suggère à la fois que l'économie esclavagiste fut particulièrement néfaste pour l'environnement et que les problèmes environnementaux ont contribué au déclin des civilisations grecque et romaine. Robert Marks nous transporte ensuite dans le Sud de la Chine pour étudier la dégradation de la biodiversité à partir des récits d'attaques de tigre. Il montre surtout comment la disparition du tigre est étroitement liée aux processus socio-environnementaux comme l'intensification des échanges et des cultures, la croissance démographique, et à l'ensemble des mutations du « système-monde » de l'époque moderne. L'historien de l'économie Janken Myrdal étudie ensuite l'expansion militaire de l'« empire suédois » du XVII^e siècle. Il montre que si ce petit État a construit un « empire » en absorbant ses périphéries, c'est d'abord pour affronter la stagnation de l'agriculture et la surexploitation des ressources locales. La contribution de J. McNeill s'efforce de même de relier la géopolitique globale avec les conditions environnementales locales en montrant comment la maîtrise du milieu a permis aux populations des Caraïbes de s'imposer sur les armées du colonisateur espagnol au début du XIX^e siècle¹.

Les conséquences écologiques des mutations du commerce mondial constituent l'un des fils rouges de l'ouvrage. Le géographe Michael Williams propose ainsi une synthèse de l'évolution des déforestations parallèlement au processus d'intégration du « système monde ». Il suffit de rappeler ici que le commerce du bois à grande échelle s'est développé très tôt : dès le XVI^e siècle, presque tous les bateaux portugais étaient réalisés avec du bois indien et brésilien. L'auteur présente une analyse intéressante de l'évolution concomitante du système terre et du « système monde ». De même, le géographe Jason Moore explique le déplacement des mines d'argent de l'Europe centrale vers le Nouveau

Monde (mines de Potosí) comme la conséquence des nuisances provoquées par une industrie particulièrement dangereuse et polluante. L'anthropologue Thomas Håkansson nous transporte vers les savanes de l'Afrique de l'Est pour étudier l'impact du commerce de l'ivoire sur l'écologie locale et les utilisations de la terre. Comme l'argent, l'ivoire est une matière précieuse dont l'extraction ne se réalise pas sans coût écologique. Alors que l'usage de l'ivoire s'accroît aux États-Unis et en Europe au XIX^e siècle dans le cadre d'une économie monde de plus en plus intégrée, la diminution qui en résulte dans la population d'éléphants a des conséquences sur tout l'écosystème local. L'auteur parvient à relier de façon éclairante les transformations globales des échanges et les évolutions locales de la faune et de la flore.

La seconde partie du livre réunit un ensemble de contributions à visées plus théoriques : pour relier l'écologie et l'analyse du « système monde », il convient en effet d'apprécier si la distribution globale des atteintes à l'environnement est déterminée – d'une façon ou d'une autre – de manière structurelle. Ces différents textes s'attachent à des périodes plus récentes et travaillent à partir de données statistiques globales, ils offrent des propositions intéressantes pour conceptualiser les échanges écologiques inégaux entre les centres industriels et leurs périphéries. J. Martinez-Alier retrace d'abord le dialogue entre le marxisme et les sciences naturelles. Karl Marx n'était pas pessimiste comme Thomas Malthus, il croyait dans les pouvoirs de la technique pour résoudre les flux négatifs de matières. Mais si Marx et Engels avaient accordé plus d'attention aux travaux de Sergei Podolinsky sur la thermodynamique, les premiers marxistes auraient pu développer une analyse des échanges écologiques inégaux. A. Hornborg propose de son côté de relire la « révolution industrielle » en insistant sur le rôle moteur des échanges inégaux de terre et de main-d'œuvre entre le centre et la périphérie. À partir d'un examen de la structure du commerce international, les sociologues Andrew Johnson et James Rice montrent comment les pays industriels tendent à externaliser leurs problèmes environnementaux vers la périphérie. Les économistes Roldan Muradian et Stefan Giljum examinent de même le processus par

lequel les économies avancées externalisent leurs rejets polluants vers les pays les plus pauvres ; ils rappellent de façon salutaire à quel point l'idée selon laquelle les économies dématérialisées seraient moins polluantes représente l'une des grandes illusions de notre temps.

Dans son texte intitulé « The economy and the ecology: What is rational? », I. Wallerstein conclut finalement le volume en rappelant quelques-uns des enjeux actuels. Face aux changements environnementaux globaux, un « développement durable » peut-il voir le jour dans le système capitaliste ? La question centrale du monde dans lequel nous sommes inscrits est celle de la trajectoire en train d'advenir, pourrait-elle être plus démocratique et égalitaire ? Ce livre foisonnant montre clairement comment fonctionnent les échanges écologiques inégaux, depuis l'économie de la Rome ancienne jusqu'à la mondialisation contemporaine. S'il n'offre pas réellement de pistes pour sortir des incertitudes actuelles, il parvient du moins, à partir d'observatoires et d'outils analytiques variés, à intégrer plus nettement les enjeux environnementaux dans l'étude des dynamiques du « système monde » et du capitalisme.

FRANÇOIS JARRIGE

1 - Ce texte présente les premiers résultats d'un travail qui a depuis été publié : John R. McNEILL, *Mosquito empires: Ecology and war in the Greater Caribbean, 1640-1914*, New York, Cambridge University Press, 2010.

Joachim Radkau

Natur und Macht. Eine Weltgeschichte der Umwelt

Munich, C. H. Beck, [2000] 2002, 472 p.

Joachim Radkau est une figure majeure de l'histoire environnementale, champ qu'il a contribué à faire émerger en Allemagne grâce à ses travaux sur l'histoire du nucléaire, de la forêt, des mouvements environnementalistes, à côté de nombreux autres domaines de recherches. *Natur und Macht* est certainement son ouvrage le plus connu ¹.

Comme l'indique son titre, l'ouvrage propose une histoire globale de l'environnement. Il ne faut pourtant pas s'attendre à une vaste

synthèse des travaux en histoire environnementale des trente dernières années : il s'agit plutôt d'une réflexion générale, d'une exploration comparative à partir d'un certain nombre de thèmes (la gestion de l'eau, de la forêt, des sols, etc.) ; la dimension globale étant comprise ici moins comme une question d'échelle des phénomènes étudiés que comme un outil de comparaison entre des études régionales, dans le but de dégager des similarités et des spécificités. On peut sans trop exagérer considérer l'ouvrage tout entier comme une série de réflexions méthodologiques.

L'attention portée aux récits est particulièrement importante en histoire environnementale. Plutôt que d'opposer classiquement des récits de déclin et de progrès, J. Radkau préfère insister sur la « monotonie » de ces histoires environnementales, qui se présentent comme un retour incessant d'un nombre limité de problèmes toujours identiques, généralement sous la forme de « cercles vicieux » (p. 17). C'est dans les détails que chaque histoire s'avère différente, d'où pour J. Radkau l'importance de se pencher de très près sur les « trivialisés techniques » (p. 18) – il emprunte d'ailleurs à l'histoire des techniques une vision assez instrumentale de l'environnement, qui n'existe que dans une gestion humaine, par des procédés techniques, des comportements et des pratiques dont il convient de saisir les impacts à long terme. Mais il ne repousse pas pour autant les processus idéaux-typiques, qui apparaissent comme des outils d'exploration de première importance.

Cela se retrouve dans l'organisation même du livre. J. Radkau se concentre sur un certain nombre de grands thèmes environnementaux qui dominent (et permettent donc dans une certaine mesure de délimiter) des périodes, même si l'auteur admet que certains traits caractéristiques peuvent persister par la suite, et dont l'unité permet surtout d'explorer les spécificités d'une multitude de cas particuliers : les économies de subsistance comme symbioses originelles entre l'homme et la nature ; l'eau et la forêt comme principaux lieux du pouvoir ; les colonialismes comme ruptures ; les révolutions agronomiques, industrielles et nationales ; et enfin la multiplication et la globalisation des problèmes, donnant naissance à l'environnement tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Cet esprit se retrouve aussi dans la discussion approfondie de thèses très générales, comme celle des sociétés hydrauliques de Karl August Wittfogel, qui associe le développement d'une centralisation administrative et celui des travaux hydrauliques à grande échelle. De nombreux travaux se sont attachés à montrer que cette thèse était factuellement fautive, en particulier dans plusieurs des exemples étudiés par Wittfogel. J. Radkau la réhabilite pour en faire un usage heuristique remarquable : Wittfogel devient ici un outil pour analyser les différentes formes de gestion de l'eau et permet de distinguer des contextes où le lien entre hydraulique et pouvoir centralisé est pertinent, d'autres où la gestion de l'eau reste manifestement une affaire locale. Il s'agit moins de juger une thèse comme vraie ou fautive que de l'utiliser comme un repère, un moyen de s'orienter et de réfléchir. La question de Wittfogel a en effet pour J. Radkau une portée plus générale : dans quelle mesure les problèmes environnementaux (et leurs possibles solutions) se complexifient et s'intensifient à mesure que les unités économiques et politiques impliquées grandissent (et auxiliairement que l'expertise se professionnalise et s'éloigne des pratiques locales) ? J. Radkau articule toute une série de questions similaires – il reprend en particulier son travail (polémique) sur l'intervention des États dans la régulation forestière en Europe à l'époque moderne –, questions qui ont une forte cohérence et donnent d'ailleurs son titre au livre.

Dans l'exemple de Wittfogel comme dans bien d'autres, J. Radkau s'avère très sensible aux dimensions idéologiques et politiques de certains débats en histoire environnementale, où des histoires singulières sont mises en avant pour défendre des positions politiques très générales : supériorité de l'intervention de l'État ou du marché, de la propriété privée par rapport à des formes de propriété collective, etc. J. Radkau se montre dans la plupart des cas très nuancé : s'il n'hésite pas à poser des questions générales, il excelle à confronter différents cas particuliers (ou différentes études sur un même sujet) et à laisser son lecteur suspendu dans l'indécision ou la nuance, concernant les effets de telle ou telle pratique agricole ou forestière par exemple, et s'il constate la durabilité d'un certain système de culture en ter-

rasse chinois, ce n'est pas sans spécifier les conditions matérielles et historiques précises qui ont permis cette stabilité, et contraster celle-ci avec d'autres contextes dans lesquels les cultures en terrasses se sont révélées désastreuses.

Car si nuance il y a, J. Radkau n'est pas sans positions. Il assume un certain anthropocentrisme face à des « fondamentalistes » qui rêvent d'une nature vierge à protéger contre l'action des hommes, alors qu'il n'y a partout que processus hybrides : on ne peut sans cynisme, affirme-t-il, défendre une protection de la nature séparée de conditions de vie humaine dignes et durables. Si les valeurs sont rarement explicitées en histoire environnementale, celles de J. Radkau sont des plus claires : ce qu'il convient d'examiner à travers l'histoire, c'est comment chaque société a géré son environnement et si cette gestion s'est révélée durable ou destructrice. Pour cela, J. Radkau privilégie la longue durée, d'où une insistance sur la période pré-industrielle qui occupe près des deux tiers de l'ouvrage et des questions principalement agricoles, hydrauliques et forestières : il s'agit de saisir comment les comportements et les pratiques sont inscrits dans le passé et sont, dans une certaine mesure, « pré-programmés » (p. 28).

FRÉDÉRIC GRABER

1 - Il a été traduit et publié en anglais sous le titre *Nature and power: A global history of the environment*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

William Beinart et Lotte Hughes

Environment and empire

Oxford, Oxford University Press, 2007,
395 p.

L'ouvrage de William Beinart, spécialiste de l'histoire environnementale de l'Afrique du Sud, et de Lotte Hughes, dont les travaux ont porté sur l'Afrique de l'Est, se présente comme une synthèse des recherches les plus récentes en histoire environnementale de l'empire britannique. À partir d'une immense bibliographie, et de quelques exemples originaux, les auteurs ont construit un ouvrage au statut hybride, entre le manuel et la compilation d'études de cas

précises et détaillées. Il s'insère dans la série des suppléments à la prestigieuse *Oxford history of the British Empire*, venant combler un manque dans l'histoire impériale britannique, alors même que les études sur les diverses parties de l'empire se sont multipliées depuis les années 2000.

L'ouvrage est constitué d'une série d'études de cas et de micro-histoires qui s'agencent selon un ordre discrètement chronologique, allant de la question des effets environnementaux du commerce des esclaves à la mise en place contemporaine d'ONG de défense des droits indigènes sur la nature. Le récit n'est pas linéaire, et loin d'être exhaustif, mais la mise en miroir de ces études de cas se révèle *in fine* d'un grand intérêt. Le fil directeur est la tension permanente entre la question de l'exploitation de la nature et celle de sa conservation, tension dont les auteurs rappellent qu'elle est présente dès les débuts de la conquête, les colonisateurs ayant à cœur de protéger des ressources dont ils savent avoir besoin sur le long terme : préserver le bois pour pouvoir continuer à construire des voies ferrées en Inde, ou maintenir des espaces de pâturage en Australie pour assurer les revenus de l'élevage du mouton.

Dans les premiers chapitres, les auteurs insistent sur les facteurs matériels qui ont façonné les relations entre l'expansion impériale et la nature : chasse, pêche, exploitation minière, modifications dans les systèmes agraires ont provoqué des bouleversements dans les écosystèmes et dans l'organisation sociale, bouleversements parfois destructeurs, et dont l'héritage est toujours visible aujourd'hui. De fait, l'économie capitaliste, les besoins métropolitains et la mise en place d'infrastructures pour répondre à ces besoins ont largement dévoré les ressources naturelles des pays colonisés. Les auteurs rappellent cependant de manière très nuancée que la seule perspective de la « dégradation » n'est pas toujours pertinente pour expliquer les modifications des relations de l'homme à son environnement, et reviennent sur le mythe d'un âge d'or pré-colonial dans lequel l'homme aurait vécu en harmonie totale avec la nature. Les ravages de l'impérialisme sur la dégradation des ressources et de l'écologie, largement décrits par toute une historiographie très novatrice dans les

années 1980 (Alfred Crosby, John Mackenzie), sont ici replacés dans une réflexion plus large sur le rapport de l'homme à la nature dans le temps long.

L'intérêt de l'ouvrage réside essentiellement dans la volonté de ne pas retracer une histoire linéaire et globale de ces dégradations, mais de s'attacher à des études de cas, de comparer les situations, pour mieux mettre en valeur la complexité du rapport de l'homme à la nature en situation coloniale. L'exploitation des ressources, majoritairement dévastatrice, a eu parfois des résultats inattendus. Le bilan environnemental totalement négatif de l'économie sucrière dans les plantations caribéennes n'est pas remis en question, mais les auteurs présentent le commerce des fourrures au Canada comme un exemple divergent, dans la mesure où certaines populations locales ont su tirer bénéfice de ce commerce. Comme le rappellent W. Beinart et L. Hugues, c'est en prenant en compte non seulement l'impact écologique mais aussi l'impact social que l'on parvient à distinguer les formes d'exploitation des ressources naturelles et à mieux évaluer leurs effets dans les différentes parties de l'empire.

Les thèmes traités, toujours géographiquement situés, permettent ainsi de dresser un tableau complexe de cette histoire environnementale impériale : de la question forestière en Inde à celle de l'irrigation en Égypte, du problème de la croissance urbaine à celui des maladies, de l'exploitation de la gomme malaise à celle du pétrole au Koweït, c'est une histoire transnationale qui s'élabore, avec ses spécificités régionales sans cesse rappelées. Cette approche est aussi rendue possible par une attention aux acteurs impliqués dans l'histoire de l'environnement : on suit ainsi les itinéraires de savants comme Alfred Russel Wallace, de voyageurs comme Marianne North, d'architectes comme Sir Herbert Baker, qui, avec beaucoup d'autres, participent à la construction de ce rapport à la nature dans l'espace impérial. Enfin, les auteurs rendent compte des études sur les voyages et les cultures visuelles grâce à nombreux exemples qui mettent en avant la variété des regards portés sur les paysages naturels de l'empire, et les réappropriations de certains médias, comme la photographie, par les populations locales, qui donnent alors à voir encore une autre nature.

Les quatre derniers chapitres de l'ouvrage sont plus spécifiquement consacrés à la période postcoloniale. Les questions qui se posent aujourd'hui sont naturellement étroitement liées aux politiques de conservation mises en place pendant la colonisation et réinterprétées par les gouvernements indépendants. La question des résistances locales aux politiques de conservation de la nature se révèle un champ d'enquête très riche, comme l'ont montré d'ailleurs les travaux de Christopher Bayly ou de Ramachandra Guha sur l'Inde. Dans une logique propre à l'écologie actuelle, les questions des parcs nationaux, de l'environnement urbain ou des revendications sur les terres apparaissent intrinsèquement liées à l'héritage des politiques coloniales, et les auteurs soulignent ici les nouvelles divisions sociales et les nouvelles exclusions que génèrent parfois les problèmes environnementaux et leur gestion.

Les choix de W. Beinart et L. Hugues pourront déstabiliser le lecteur et les 19 chapitres du livre semblent parfois s'accumuler plutôt que s'agencer, mais il n'en reste pas moins que l'ouvrage constitue, au moins pour le lecteur français, une somme tout à fait passionnante de l'éventail des recherches possibles en matière d'environnement et d'empire. Par la mise en regard de situations très diverses, tant du point de vue de l'exploitation que de la conservation ou de la représentation de la nature, ce livre donne à voir la possibilité d'une histoire transnationale – certes ici inachevée –, indispensable en toute matière impériale. Plus qu'une compilation de monographies, l'ouvrage est aussi une invitation pour les historiens des régions de l'empire à mettre en écho et en perspective leurs conclusions, et à refuser de fait une interprétation univoque des interactions entre l'homme et la nature en situation coloniale.

HÉLÈNE BLAIS

Diana K. Davis

*Resurrecting the granary of Rome:
Environmental history and French colonial
expansion in North Africa*
Athens, Ohio University Press, 2007,
xv-296 p.

encore peu retenu l'attention¹. L'ouvrage de Diana Davis vient combler un manque évident. Fondé sur l'analyse des discours, il rappelle que les récits sur le déclin environnemental, la déforestation et la désertification en Algérie, construits à l'époque coloniale et qui ont perduré jusqu'à nos jours chez les experts des organisations internationales, correspondaient peu à la réalité comme l'ont montré les recherches les plus récentes en écologie et en paléoécologie. Il ne s'agit pas ici de dresser un bilan écologique de la colonisation, mais d'analyser les discours sur la nature en partant de l'hypothèse qu'ils ont des effets sur les politiques de préservation et de conservation menées aux époques coloniale et postcoloniale. C'est donc à une histoire des représentations des usages de la nature que nous convie D. Davis, en reprenant le fil chronologique de la colonisation française au Maghreb, et plus particulièrement du XIX^e siècle algérien.

La thèse de l'auteur est qu'un discours sur le déclin environnemental a été réinventé au début de la colonisation française de l'Algérie pour ôter toute légitimité aux usages arabes des ressources, et ce afin de mieux justifier la mission coloniale. Ce discours aurait permis d'assurer à la fois l'appropriation des terres et des ressources, une forme de contrôle social et la transformation d'une économie de subsistance en économie capitaliste.

D. Davis insiste tout d'abord sur la nécessité de mettre en question ce qui a toujours été considéré comme une évidence scientifique, à savoir le déclin environnemental de l'Algérie, déclin attribué aux Arabes, et tout spécialement aux nomades. Le lien entre ce discours et le projet colonial est ici fortement souligné, et l'auteur insiste sur cette construction et ses effets politiques, au premier rang desquels la légitimation des expropriations coloniales. L'on passe ainsi d'un simple discours sur la paresse des « indigènes » à un acte d'accusation qui va bien au-delà de la négligence, mettant en cause non seulement leur aptitude à tirer parti des ressources, mais aussi leur action négative et destructrice sur ces ressources.

Confirmant ce qui a été montré dans d'autres domaines de l'histoire de l'Algérie coloniale, l'auteur rappelle que la période 1830-1848 est celle où les discours sont le moins tranchés.

Dans le champ de l'histoire environnementale, le Maghreb et les colonies françaises ont

Les Français parlent alors d'un pays qui n'est pas suffisamment mis en valeur et ressassent à l'envi le thème de la fertilité du territoire à l'époque romaine, sans accuser pour autant directement les Arabes. Cependant, les premiers jugements de valeur apparaissent rapidement avec la question de l'usage des forêts : les pratiques traditionnelles de brûlage sont totalement incomprises, et les besoins de l'armée en bois augmentent la pression sur cette ressource considérée comme mal exploitée, et surtout gâchée. De 1848 à 1870, le discours sur le déclin de la nature s'étoffe, mettant davantage en cause les nomades, alors que l'économie capitaliste pousse à une exploitation des ressources forestières de plus en plus intenses. Il triomphe dans les années 1880-1919, en lien avec les politiques agraires et foncières entreprises sous la III^e République. L'époque est aussi celle des utopies environnementales, et du rêve d'une colonisation du désert qu'illustre par exemple l'introduction de l'eucalyptus, venu d'Australie. Mais, malgré le succès de l'adaptation, il fait l'objet de critiques dès les années 1890, et on lui préfère des espèces utiles et d'une plus grande valeur commerciale, comme le pin d'Alep ou le chêne-liège.

La période suivante voit se développer une forme d'institutionnalisation de ce discours du déclin, notamment à travers la publication de cartes de la végétation et le développement de la phytogéographie dans les années 1920. Le discours se fait alors savoir, et ce savoir justifie les contraintes exercées sur les nomades. Il est également transposé dans les protectorats tunisiens et marocains comme le montrent le code forestier marocain, copié du code algérien, et les pratiques administratives reproduites dans le protectorat. Une étude plus exhaustive de ces deux exemples permettrait sans doute de mettre en lumière des nuances et des adaptations. Dans le dernier chapitre, l'auteur montre que la rhétorique du déclin a laissé des traces indélébiles à la période post-coloniale, et qu'elle est utilisée par les gouvernements nationaux pour justifier leurs politiques envers les populations réputées « difficiles », en particulier les populations nomades. Ainsi, c'est en s'appuyant en grande partie sur les sources coloniales, et principalement sur le discours de la désertification, que fut érigé le « barrage

vert » au sud de l'Algérie dans les années 1970, qui se révéla rapidement une chimère. D. Davis rappelle que le discours du déclin environnemental n'a pas seulement servi à légitimer la domination coloniale, mais qu'il a eu aussi des effets sur les paysages et sur la dégradation des sols jusqu'à aujourd'hui, et continue à servir de justification à des politiques environnementales parfois néfastes.

Cet ouvrage, par la période qu'il embrasse, offre un regard neuf sur certains aspects très peu connus de l'histoire de l'Algérie coloniale. Quelques répétitions formelles en alourdissent la lecture, et de longs passages d'histoire politique générale, largement inspirés par Charles-Robert Ageron, auraient pu être résumés. On rappellera surtout que dans l'analyse des discours savants, les questions de la réception et de l'effectivité doivent toujours être posées : dans quelle mesure exactement les discours et les représentations du déclin environnemental ont-ils réellement influencé les politiques d'expropriation, qui trouvaient bien d'autres justifications par ailleurs ? La démonstration des effets immédiats d'un discours partagé par les militaires, les administrateurs, les savants et les colons est heureusement étayée de la mention de quelques voix divergentes : celle de Stéphane Gsell, par exemple, ou celles des botanistes du tournant du siècle, qui mettent en cause non pas les nomades mais les militaires français et suggèrent de ne pas essayer d'exploiter du bois dans les hauts plateaux, mais de s'en tenir à l'élevage traditionnel adapté à un écosystème particulier. Ces quelques développements sont bienvenus dans une histoire des représentations impériales qui risque toujours de passer à côté de la complexité des regards et des discours, de leurs contextes d'élaboration et de réception, et de leurs éventuelles contradictions internes. Il reste à évaluer l'impact et les effets de ces voix divergentes sur les politiques menées.

Au-delà de ces difficultés, inhérentes à l'histoire des représentations et des discours, on retiendra l'importance de l'enquête et l'apport de l'exemple algérien pour l'histoire environnementale impériale. Et parmi les pistes suggérées en conclusion, l'importance de la circulation de ce discours du déclin à l'échelle impériale mérite d'être soulignée. Le XIX^e siècle algérien,

on le sait, a servi de matrice en de nombreuses matières coloniales. Comment les arguments de la déforestation, du dessèchement ou encore de la désertification ont-ils été transposés dans les autres colonies françaises ? Comment prendre en compte l'expérience de ces forestiers britanniques envoyés en poste en Inde, après avoir été formés à l'école de Nancy par des professeurs français nourris de l'expérience algérienne ? Au-delà des discours, et à l'échelle impériale, c'est toute une histoire des pratiques et de leur circulation dans le domaine de l'environnement que le cas de l'Algérie ici développé incite à creuser.

HÉLÈNE BLAIS

1 - Si ce n'est dans le cadre très spécifique de la question forestière : Frédéric THOMAS, *Histoire du régime et des services forestiers français en Indochine de 1862 à 1945. Sociologie des sciences et des pratiques scientifiques coloniales en forêts tropicales*, Hanoi, Thê Giói, 1999 ; Jean-Yves PUYO, « Lyautey et la politique forestière marocaine (Protectorat français, 1912-1956) », in P. SINGARAVÉLOU (dir.), *L'empire des géographes. Géographie, exploration et colonisation, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Belin, 2008, p. 147-159. Dans le cadre de l'empire français, les travaux en cours de Caroline Ford sur la question de la protection de la nature font écho à ce livre.

Kenneth Pomeranz

La force de l'empire. Révolution industrielle et écologie, ou pourquoi l'Angleterre a fait mieux que la Chine

Alforville, Éditions è@e, 2009, 157 p.

Ce petit recueil, qui reprend les thèses développées il y a une dizaine d'années dans *The great divergence*¹, peut être considéré comme une réponse aux critiques formulées depuis par divers spécialistes de l'Occident et de l'histoire orientale. Kenneth Pomeranz reprend ici la comparaison entre l'Angleterre et les régions les plus développées de Chine, plus particulièrement la basse vallée du Yangzi, en insistant sur les aspects écologiques de la divergence constatée à partir du XIX^e siècle. Il s'élève contre l'image d'une rupture profonde avec le passé liée à un petit nombre d'innovations techniques dans divers secteurs de pointe tels

que l'industrie du coton, l'extraction du charbon, le traitement du fer et de l'acier ainsi que les transports, et qui serait survenue en Angleterre dès la fin du XVIII^e siècle, d'où elle se serait propagée en Europe puis dans le monde développé. Ainsi qu'il le souligne, en se référant aux travaux de Jan de Vries, l'industrialisation s'est réalisée par étapes et aurait été précédée par une « révolution industrielle », caractérisée par une augmentation du travail destinée à produire des biens vendus sur le marché dans le but d'acquérir des biens de consommation de diverses provenances. Cette « révolution industrielle » n'était pas limitée à l'Europe, mais affectait également les « régions centrales » d'Asie telles que le Bas Yangzi et le delta de la Rivière des Perles (Canton) en Chine, le Kantô (plaine de Tokyo) et le Kinai (région de Kyoto-Osaka) au Japon, ou encore le Gudjerat indien, dont les populations jouissaient dès les XVII^e et XVIII^e siècles d'un niveau de vie comparable à celui des Anglais du XVIII^e siècle.

Dans ces conditions, la question qui se pose est de savoir pourquoi seule l'Angleterre a connu une industrialisation. La réponse doit être recherchée dans l'écologie au sens large (la proportion du territoire affectée à la production de nourriture, de fibres textiles et de bois destiné au chauffage et à la construction). En cas de forte croissance démographique, cette proportion aurait pu rapidement excéder les ressources disponibles. C'était paradoxalement le cas de l'Angleterre, dont la population a fait plus que doubler entre 1750 et 1830, si elle n'avait pu profiter de deux avantages majeurs : la présence non loin de Londres de réserves houillères importantes, qui étaient utilisées pour le chauffage dès le XVIII^e siècle, et la possibilité d'importer l'essentiel des fibres textiles (coton) ainsi qu'une partie de sa nourriture (blé de l'Europe de l'Est et sucre de canne de ses colonies des Antilles), importations complétées à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle par de la viande et de la laine d'Australie et d'Amérique latine : une manière en somme de délocaliser ses productions. Cette constatation est renforcée par une critique de la notion de « révolution agricole », qui ne daterait pas, contrairement à ce que beaucoup d'historiens affirment, du XVIII^e siècle, mais bien du second tiers du XIX^e siècle, après la conversion du

royaume au libre-échange et le développement d'une agriculture capitaliste utilisant des engrais importés tels que le guano. L'Angleterre de la fin du XVIII^e siècle était encore dans une situation difficile et les petits agriculteurs exclus par la multiplication des enclosures ne trouvaient pas encore d'emplois dans l'industrie et demeuraient une charge pour l'État, justifiant les théories de Thomas Malthus qui s'inquiétait du poids des pauvres et ne percevait pas encore la révolution capitaliste.

Il en allait tout différemment des « zones centrales » de l'Asie orientale comme le Bas Yangzi et les centres japonais, qui, du fait d'un dynamisme démographique réduit, semblaient échapper en partie à la crise écologique qui menaçait l'Angleterre. La comparaison entre l'Angleterre et le Bas Yangzi, sur laquelle l'auteur s'étend, montre que cette zone souffre d'abord de la distance avec les réserves de charbon, exploitées depuis des siècles, et qu'elle est directement affectée par le développement de la moyenne vallée du Yangzi, dont la population s'accroît beaucoup plus fortement et qui dispose donc d'excédents de grains beaucoup moins importants alors qu'elle se met à produire elle-même des tissus et dépend moins des importations de tissus de la basse vallée qu'au XVIII^e siècle. Les relations commerciales entre le Bas Yangzi et les provinces en amont tendent à se réduire. Il n'en demeure pas moins qu'il serait abusif d'employer à son égard, comme le fait Philip Huang, le terme d'« involution », c'est-à-dire une croissance sans développement, mais il convient de noter que pour cet auteur le véritable développement consiste en une augmentation de la productivité du travail liée à l'augmentation du capital essentiellement.

Pour résumer, sans la présence à proximité de Londres de réserves de charbon de plus en plus exploitées, à laquelle il convient d'ajouter la possibilité d'importer l'essentiel des fibres textiles, puis une partie de la nourriture, l'Angleterre aurait été confrontée à une crise écologique doublée d'une crise malthusienne. Dans un sens, la situation anglaise aurait été plus défavorable que celle des zones riches de l'Asie, mais la divergence serait d'abord liée à la possibilité de délocaliser une part croissante de sa production de fibres textiles et de nourriture et donc d'échapper à une crise écologique.

La dégradation de la situation du Bas Yangzi s'expliquerait en revanche par des raisons extérieures à la région, et en particulier par la plus forte croissance démographique de la moyenne vallée, qui réduit l'excédent disponible de céréales et provoque un développement de la production des tissus de coton, donc une réduction des échanges commerciaux favorables au Bas Yangzi. Il était dans ces conditions beaucoup plus difficile d'envisager le passage de la proto-industrialisation, déjà réalisée dès les XVI^e et XVII^e siècles, à une véritable industrialisation centrée sur une industrie lourde pour des raisons aussi bien technologiques que géographiques (éloignement des zones productrices de charbon et de minerais). Il convient en même temps de noter que la rentabilité de l'agriculture restait supérieure à celle de l'artisanat textile dont les gains baissaient de 25 à 50 %.

Ce petit ouvrage très riche ne se borne pas à opposer la situation européenne, considérée comme la norme, aux situations asiatiques. L'auteur invite en même temps à regarder l'Europe à partir de l'Asie et en particulier à s'interroger sur les « valeurs asiatiques » remises à l'honneur depuis quelques décennies. L'échappée britannique apparaît liée à la technologie, aux institutions et à la prééminence du Royaume-Uni sur une large partie du monde. K. Pomeranz justifie sa comparaison avec le Bas Yangzi par une question d'échelle. Comparer la Chine à l'Angleterre aurait peu de sens puisque la Chine est beaucoup plus grande et couvre des zones climatiques variées. Selon lui, le Bas Yangzi avec ses 31,5 millions d'habitants en 1880 était de la taille de l'Angleterre. Nous noterons cependant que l'histoire de la population chinoise au niveau régional est assez mal connue et que l'auteur, dans sa reconstruction du commerce extérieur de la région, néglige d'aborder le rôle du sel, l'un de ses principaux produits d'exportation à destination du bassin moyen du Yangzi.

MICHEL CARTIER

1 - Kenneth POMERANZ, *The great divergence: China, Europe, and the making of the modern world economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000 : voir notre compte rendu dans *Annales HSS*, 61-6, 2006, p. 1494-1495.

Arun Agrawal

Environmentality: Technologies of government and the making of subjects
New Delhi, Oxford University Press, 2006, 325 p.

Pranab Bardhan et Isha Ray (dir.)

The contested commons: Conversations between economics and anthropologists
New Delhi, Oxford University Press, 2008, 289 p.

Amita Baviskar (dir.)

Waterscapes: The cultural politics of a natural resource
Ranikhet, Permanent Black, 2007, 374 p.

Ashwini Chhatre et Vasant K. Saberwal

Democratizing nature: Politics, conservation and development in India
New Delhi, Oxford University Press, 2006, 267 p.

Ghazala Shahaduddin et Mahesh Rangarajan (dir.)

Making conservation work: Securing biodiversity in this new century
Ranikhet, Permanent Black, 2007, 298 p.

Edward L. Webb et Ganesh P. Shivakoti (dir.)

Decentralization, forests and rural communities: Policies outcomes in South and Southeast Asia
New Delhi, Sage, 2008, 321 p.

En matière de biens communs, l'Inde apparaît exemplaire, comme terrain de recherche tout comme lieu de production de cette recherche, et ce pour plusieurs raisons. Comme dans beaucoup de pays du Sud, la population pauvre rurale tire un quart de ses revenus des communaux, or la colonisation britannique a précocement mis sous tutelle de l'État forêts, *tanks* (étangs) et canaux les plus importants ; les biens collectifs perdirent leur caractère « commun » *stricto sensu* pour devenir des biens publics d'État. La situation n'a guère changé à l'Indépendance ;

l'« invention de la tradition » fut particulièrement prolifique à propos d'une période pré-coloniale idéalisée : les prétendues « républiques de village » décrites par les fonctionnaires britanniques (Arun Agrawal, p. 110) furent reprises par Gandhi dans un objectif nationaliste et ruraliste. En est-ce le prolongement ? Un puissant courant écologiste insiste aujourd'hui sur les « savoirs environnementaux » des paysans (Centre for science and environment de Delhi), avec une branche féministe (Vandana Shiva). Autant d'arguments pour une « gestion participative » impliquant la population locale ; le double courant subalterniste et postcolonial fut développé en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, mais avec comme fers de lance des chercheurs d'origine indienne. Il souligne qu'a survécu à la colonisation la vision des ressources naturelles comme devant être gérées de façon « rationnelle » pour l'intérêt national, voire désormais planétaire (la lutte contre l'effet de serre), au détriment des populations locales, de leurs intérêts socio-économiques comme de leurs représentations. Il faut au contraire que l'historiographie de la gestion de ces ressources abandonne le point de vue des élites, proches de l'administration, du pouvoir politique ou des hautes castes, pour exhumer les formes d'action, les pratiques et les valeurs des populations « subalternes », souvent particulièrement dépendantes des biens communs (castes intouchables, femmes, ouvriers agricoles...).

Il n'est donc pas étonnant que les *common goods* ou *common property resources* restent l'objet de tant d'études en Inde. Qu'on en juge avec ces six ouvrages. Parmi eux, *Making conservation work* a le double intérêt d'avoir la plupart de ses auteurs à la fois membres d'institutions indiennes et de formation écologiste plutôt que *social scientist*. Ce n'est pas le cas des autres, illustrant sans doute une tendance de fond.

Ces six ouvrages posent la question des niveaux de gestion et de pouvoir : comment se combinent-ils, en un système plus ou moins harmonieux ou conflictuel qu'on pourrait qualifier de « gouvernance » ? D'un côté, les individus, avec leurs intérêts micro-économiques, mais aussi leur identité qui est éminemment « située » dans un contexte socioculturel. De l'autre, l'État, selon les cas propriétaire éminent,

acteur essentiel ou puissance lointaine, État central ou fédéré ou bien administration locale¹. Entre les deux, cette mystérieuse « communauté » gérant les biens « communs ». Comment ces trois niveaux s'articulent-ils ? L'affaire est en partie disciplinaire. Bien des économistes, en particulier de l'école orthodoxe de Mancur Olson, verront les choses à partir de l'individu et de ses choix rationnels. Bien des ethnologues se placeront à l'échelle « commune » pour analyser structures et normes sociales permettant la gestion de ce qu'ils renâcleront à appeler « biens » (une notion trop économique). Des sociologues, des politistes, parfois très inspirés par Michel Foucault, s'intéresseront sans doute davantage aux relations de haut en bas qui permettent à l'État de contrôler populations et territoires, à ces « techniques de gouvernement » qui, violentes ou subtiles, physiques ou cognitives, prolongent le bras du politique jusqu'au niveau des biens communs et des individus.

Les géographes, absents des six ouvrages, chercheront à combiner toutes ces échelles pour y faire apparaître les différents processus : à chaque niveau sa causalité, tel est en effet leur axiome. Quant aux historiens, dont l'empirisme permet souvent de casser les trop beaux modèles et les *a priori*, ils brillent eux aussi par leur absence. Ainsi le livre d'A. Agrawal pêche par une analyse temporelle trop réduite. Se cantonnant à mettre en miroir l'époque coloniale et le temps présent, il s'interdit d'expliquer les différences de gestion de la forêt entre les communes et les *panchayats* (conseils villageois) forestiers par les divers modes de gestion qui préexistaient à la colonisation : ces structures coutumières transparaissent pourtant assurément aujourd'hui dans les différentes dynamiques de gestion locale. Le livre co-dirigé par Mahesh Rangarajan, professeur d'histoire à l'université de Delhi, n'est pas notable par sa profondeur historique. Celle-ci est plutôt à chercher du côté d'anthropologues comme David Mosse, présent dans l'ouvrage dirigé par Pranab Bardhan et Isha Ray, et dont on avait tant aimé son *Rule of water*². Seule la prise en compte du temps et de l'espace, des héritages historiques et des différences de milieu (milieu naturel, mais aussi milieu sociopolitique) permet d'expliquer le fonctionnement de la gestion

des biens communs – et au-delà de proposer des politiques de gestion qui soient « durables ». Des modèles, des généralisations, sont évidemment souhaitables : mais ils doivent prendre en compte ces disparités de peur de se révéler dangereux. Le particulier doit pouvoir transparaître dans le général. Parmi bien d'autres, cinq thèmes se détachent des ouvrages recensés.

En premier lieu, l'alternative classique « conservation ou développement » : faut-il protéger l'environnement naturel ou améliorer le bien-être socio-économique des populations locales ? Ces propositions sont longtemps apparues comme antagonistes, étant donné que la fermeture des espaces protégés allait contre le maintien des utilisations « traditionnelles » (bois de chauffage, pâturage, etc.). Les « droits » ont été remplacés, au mieux, par des « concessions » tolérées. Il faut pourtant nuancer. Soulignons d'abord la polysémie des termes : « développement » peut impliquer un partage des ressources naturelles au profit de la population, mais aussi des projets « d'éco-développement » qui, au contraire, visent à détourner les villageois de la forêt en créant d'autres activités. De même, l'objectif de « conservation » peut opposer écologues scientifiques – qui prendront en compte l'impact environnemental de l'histoire et du milieu naturel, voire les actions anthropiques – et fonctionnaires du ministère des Forêts – qui partent du principe bureaucratique de chasser systématiquement toute population (Ghazala Shahaduddin et M. Rangarajan). Réconcilier les deux termes est ensuite devenu un idéal partagé (par tous ?) : depuis les années 1990 en Inde, la gestion « participative » est à l'ordre du jour pour l'irrigation de surface comme pour la forêt. Souvent adossée au processus de « décentralisation », elle est encouragée à la fois par les mouvements sociaux (qui y voient un gage de démocratie) et par les libéraux et les bailleurs de fonds (qui y voient un retrait de l'État). Les ouvrages recensés content à ce sujet quelques *success stories*, mais aussi beaucoup d'échecs et de trompe-l'œil.

Enfin, il apparaît que la conciliation des deux objectifs était déjà une réalité dans bien des cas. Pour le meilleur, dans le cas des forêts du Kumaon analysé par A. Agrawal, où la majorité de la population et l'État ont désormais les mêmes objectifs ; et pour le pire, dans le

compromis *de facto* qui se trouve conté par *Democratizing nature*. Cette excellente monographie sur le parc national du Grand Himalaya met en évidence le décalage qui font fonctionner de façon finalement point si imparfaite une gestion de parc dont les acteurs ont pourtant des représentations et des intérêts divergents. Tout est affaire de faux-semblants, pourrait-on dire : le parc a été délimité en 1999 *a priori* aux dépens des villageois, mais sa création a maintenu de fait la tolérance des usages paysans par l'administration forestière, sans parler de l'autorisation de projets hydro-électriques. C'est toute la différence entre rhétorique et pratique : les villageois ont réussi à utiliser leurs élus pour faire pression sur l'administration. Le pragmatisme des différents acteurs est qualifié de *conservation politics* – et non de *politics* – par les auteurs : le terme est révélateur. Il y a mieux : nulle dichotomie entre les intérêts de l'État et ceux des populations locales ; celles-ci ont tout à fait repris à leur compte l'idée d'un Himachal Pradesh « centrale électrique de la nation », et sont prêtes à accepter certaines nuisances si l'État fournit en contrepartie les infrastructures sociales de base, et encourage horticulture ou tourisme.

Le second thème qui ressort des ouvrages est la gestion des biens communs. Comment expliquer ce qu'il faudrait plutôt appeler « la comédie » plutôt que « la tragédie des communaux », le fait qu'entre propriété privée individuelle et propriété d'État, il reste même au XXI^e siècle une place pour les appropriations collectives ? Au moins deux obstacles sont à surmonter. Il faut maintenir les compromis dans les régions où les populations locales, d'origine « tribale », sont dans une situation sociale et politique d'infériorité qui les fait considérer parfois comme négligeables par les pouvoirs publics ? Partout également s'affiche l'ambiguïté de ce terme courant en anglais, heureusement plus rare en français : celui de « communauté ». La seconde partie de *Waterscapes*, intitulée « Imagining communities » en détournant l'expression de Benedict Anderson, est ainsi tout entière consacrée à la façon dont les populations locales se représentent et se transforment du fait de la gestion décentralisée, engendrant des dynamiques de caste, de

classe, de genre, de clan même (en témoigne l'étude de Navroz Dubash sur les *waterlords* accaparant les forages au Gujarat) : des exclusions sociales se renforcent, tout comme de nouveaux « pouvoirs d'accès » (*entitlements*). Il faut bien l'avouer, on est loin désormais des modèles économiques fondés sur les seules stratégies individuelles. Soit l'on passe dans le champ d'une économie institutionnelle faisant leur place aux normes sociales, soit il faut s'adresser à d'autres sciences sociales. Les économistes s'intéressant surtout aux « résultats » (et les anthropologues aux « processus »), ils tendent à sous-estimer la dimension du pouvoir (y compris du pouvoir symbolique) pour surestimer les supposés bénéfiques de la coopération (P. Bardhan et I. Ray). Comme le montre D. Mosse à propos des étangs du Tamil Nadu, la gestion de ceux-ci sert moins à maximiser l'utilité économique qu'à limiter les conflits sociaux et à augmenter le prestige des élites locales.

Aussi le troisième thème concerne-t-il les rapports entre ressources et représentations, entre matériel et idéal. Tout bien commun est, comme l'écrit Amita Baviskar dans *Waterscapes* à propos de l'eau, un « locus de l'action sociale » (p. 1), c'est-à-dire le lieu d'utilisations, de revendications et de représentations divergentes, qui doit donc être vu à travers une lentille culturelle, celle des *cultural politics*. Ce qui est appelé « hydropolitique » vaut aussi pour ce qu'on pourrait appeler la « sylvopolitique » de la forêt : la rareté est tempérée par l'action collective, mais aussi créée par l'État ou le marché – ajoutons, par l'action collective elle-même si elle est défectueuse. A. Agrawal, dans *Environmentalism*, relativise les déterminations sociales et laisse une forte place aux « subjectivités » individuelles, forgées par des pratiques qui dérivent bien sûr des institutions données par l'État, mais non directement, et seulement au bout d'un temps d'apprentissage. Le terme de « subjectivité » apparaît très riche puisqu'il inclut la polysémie du mot « sujet » – le sujet pensant et acteur, mais aussi le sujet du roi, le sujet de l'État. Même si ce n'est guère explicite dans la discussion, loin de s'opposer les deux conceptions peuvent s'épauler : l'individu « s'assujettit » en tant qu'acteur pour peu qu'il intériorise des représentations dominantes

(en l'occurrence, les conceptions d'un environnement à protéger selon les canons de la doxa officielle).

La place de l'État est donc la quatrième interrogation des ouvrages recensés. Que ce soit pour le « développement » (hydroélectricité, forêt de production de bois d'œuvre) ou pour la « conservation » conçue encore souvent en Inde comme une mise sous cloche des espaces concernés, l'État apparaît volontiers comme un « demiurge » (pour reprendre l'expression de Peter Evans) autoritaire, sacrifiant l'intérêt local à celui de la nation – ou de certains acteurs privés. Nombreux sont les textes à reprendre les thèses de Timothy Mitchell sur l'ambiguïté des grands projets de « développement » qui servent en fait au contrôle du territoire; ils montrent cependant qu'il existe une marge de manœuvre pour un mode d'intervention publique qui permette plus d'équité, mais aussi plus d'efficacité, si les populations locales sont impliquées – avec le risque toutefois que les élites de ces sociétés n'accaparent l'essentiel de ces processus. Rapprocher l'État du niveau local peut se faire de façon institutionnelle (par la cogestion participative et la décentralisation, qui représentent un type de « gouvernement à distance »), mais aussi par ce « gouvernement intime » que décrit A. Agrawal à propos des conseils villageois de la forêt, au Kumaon : ce qu'il appelle l'*environmentality* n'est rien d'autre qu'une gouvernementalité, au sens foucauldien, caractérisée par une conscientisation des populations à propos des problèmes écologiques, qu'elles se mettent à considérer selon les mêmes représentations que celles de l'État.

Cinquième question : que faire ? Au volet « diagnostique » s'ajoutent pour de nombreux chapitres des pages plus prescriptives cherchant à évaluer les modes de gestion collective pour connaître les facteurs de réussite et suggérer des politiques. À ce titre, *Decentralization, forests and rural communities* est particulièrement intéressant car il couvre plusieurs pays de l'Asie des moussons : l'Inde, mais aussi le Népal, le Bhoutan, l'Indonésie, la Thaïlande et le Viêt Nam. Bien sûr, ces chapitres ont de la valeur pour eux-mêmes : on notera par exemple le cas du Bhoutan, où la décentralisation de la gestion forestière apparaît peu poussée : en fait, la nationalisation de 1969 avait été peu effective,

le roi demeurant assez loin des communautés villageoises, l'intervention de l'État étant peu urgente vu le bon état général de la forêt. On pourra noter aussi le chapitre sur l'Inde, qui compare trois formes de décentralisation : « communautaire » (venue d'en bas), par l'intermédiaire d'une ONG locale, et par l'État (*Joint forest management*); sa conclusion est qu'il conviendrait de marier les trois formes pour en cumuler les avantages sans en avoir les inconvénients. Mais le livre ne vaut pas que pour la juxtaposition de ses chapitres : il existe en effet trois textes comparatifs à l'échelle de l'Asie qui, avec notamment Elinor Ostrom comme co-auteur, tentent de mettre en lumière les critères de succès d'une décentralisation « durable ». On en retiendra les conclusions très modestes : les structures économiques (action collective et intérêts individuels) ne sont pas déterminantes, ni les types d'institution ; jouent beaucoup plus les types de milieux écologiques et les histoires propres aux lieux.

Une leçon que pourrait tirer le lecteur est, outre les limites du comparatisme (si chaque cas est spécifique...), la place à donner aux historiens, aux géographes ou aux écologues pour un sujet peut-être trop laissé à d'autres disciplines en sciences sociales.

FRÉDÉRIC LANDY

1 - Les ouvrages recensés n'abordent guère le niveau international, parce que les enjeux « globaux » (fixation du carbone) étaient encore peu explicites à l'époque de leur recherche, mais aussi parce que bailleurs de fonds et ONG internationales sont relativement peu présents dans ce pays longtemps fermé et désormais puissant qu'est l'Inde.

2 - David MOSSE, *The rule of water: Statecraft, ecology and collective action in South India*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

Lukas Thommen

Umweltgeschichte der Antike

Munich, Beck, 2009, 188 p.

Cet ouvrage présente les résultats des recherches menées dans le cadre du cursus interdisciplinaire « Mensch-Gesellschaft-Umwelt » de l'uni-

versité de Bâle. Lukas Thommen y aborde les grandes questions qui intéressent l'histoire de l'environnement dans l'Antiquité, des IX^e-VIII^e siècles av. J.-C. aux IV^e-V^e siècles ap. J.-C. S'il ne rejette pas la vision traditionnelle d'un environnement qui sert de cadre au développement des sociétés humaines et qui en conditionne en partie l'évolution, la présentation de ce cadre, dont l'histoire est partiellement indépendante de celle de l'homme et se déroule sur une autre échelle de temps, ne le retient pas longtemps. Pour étudier les interactions entre les sociétés antiques et leur environnement, L. Thommen privilégie l'étude d'un certain nombre de pratiques, ainsi que celle des représentations.

Ce parti pris se donne à voir très clairement dans le plan de l'ouvrage. Après une introduction qui pose un certain nombre de définitions relatives au champ de l'histoire environnementale et qui présente pour la période antique un état de la recherche, la matière est classiquement distribuée entre monde grec et monde romain, à travers une série identique de rubriques qui facilite la comparaison : « L'espace géographique », « L'homme et la nature », « L'agriculture », « La forêt et l'exploitation du bois », « Les jardins », « Les animaux », « L'alimentation », « Le feu et l'eau », « Les tremblements de terre et les volcans », « L'exploitation minière », auxquelles s'ajoute, pour le monde romain, une section finale consacrée à la mégapole Rome et aux *uillae*. Cette distribution de la matière n'est cependant pas à l'abri de toute critique et témoigne des difficultés particulières posées par l'histoire de l'environnement. La partition adoptée entre monde grec et monde romain repose sur une division à la fois géographique – entre la Grèce et la péninsule italienne, et plus largement entre le bassin oriental et le bassin occidental de la Méditerranée – et chronologique, l'époque impériale étant tout entière du côté de Rome et de son empire. La conséquence en est que la section relative à l'agriculture grecque, par exemple, ne conduit pas le lecteur au-delà de l'époque hellénistique, comme si le critère chronologique prenait subitement le pas sur le critère géographique. On ne voit pas bien comment pourraient s'inscrire dans un tel cadre les données nouvelles fournies par l'étude exemplaire du site de Sagalassos.

Les effets de cette bipartition se font également sentir dans les développements consacrés à l'histoire des représentations que les Anciens se faisaient de leur environnement, car elle conduit à séparer artificiellement le témoignage des auteurs latins de celui des auteurs grecs, une séparation qui est particulièrement mal venue pour une bonne part de la littérature scientifique et technique antique.

Une telle bipartition entre la Grèce et Rome ne laisse pas d'étonner dans un ouvrage consacré à l'histoire de l'environnement. À aucun moment, L. Thommen ne s'interroge sur sa pertinence, pas plus qu'il ne cherche à penser l'histoire de l'environnement antique à l'échelle de la Méditerranée. On regrettera en particulier qu'il ne mentionne ni ne discute les thèses développées par Peregrine Horden et Nicholas Purcell dans *The corrupting sea*¹. Les travaux bien antérieurs de Fernand Braudel ne trouvent pas plus d'écho dans son livre.

Une autre faiblesse de l'ouvrage réside dans le morcellement des sujets abordés, qui sont insuffisamment articulés entre eux. Les données fournies par la climatologie sur la question difficile de l'évolution du climat à l'époque antique sont ainsi sèchement résumées, sans aucune discussion ni réserve sur leur degré de certitude. Elles n'interviennent pas non plus dans la discussion sur les différentes formes d'interaction entre l'homme antique et son environnement, et leurs possibles évolutions. De la même façon, la corrélation possible entre l'évolution du climat, les formes d'exploitation du sol, les déboisements et les inondations ne donne lieu qu'à des remarques dispersées. Les données paléoenvironnementales tirées de l'étude des sédiments sont ainsi évoquées, avec les exemples du golfe de Tarente, de l'Argolide et de l'Élide. L. Thommen discute plus loin le texte célèbre et fascinant du *Critias* de Platon (110c-112e) sur la façon dont le déboisement et l'érosion sont censés avoir modelé la physiologie de l'Attique de son temps, avant d'en venir à la conscience que certains auteurs romains auraient eu du lien causal unissant déboisements et inondations ; notons au passage que, parmi les témoignages invoqués, seul celui de Pline l'Ancien (*Histoire naturelle*, XXXI, 53) est véritablement probant.

En ce qui concerne l'histoire des représentations, L. Thommen est tributaire d'une

double tradition qui porte d'une part sur le « sentiment de la nature » des anciens Grecs et Romains et, d'autre part, sur l'histoire de l'idée de nature et plus largement des représentations scientifiques du monde. Les développements qu'il consacre aux représentations des Anciens relatives à l'environnement reproduisent les limites de ces travaux : schématisation excessive, prédilection pour les contrastes bien tranchés, contextualisation et intégration insuffisantes des témoignages, recours enfin à l'abstraction commode de l'homme antique, qu'il soit grec ou romain, qui prive de toute dimension sociale l'histoire des sensibilités et des idées.

En somme, l'ouvrage de L. Thommen représente une introduction honnête et bien informée à l'histoire des relations entre les sociétés antiques et leur environnement, qui met à la portée du lecteur les résultats d'une masse importante de travaux, lesquels vont des études paléoenvironnementales, archéobotaniques et archéozoologiques jusqu'aux recherches sur les représentations littéraires de la nature. On n'y trouvera pas, en revanche, une réflexion méthodologique approfondie sur l'histoire de l'environnement, pas plus qu'une reconfiguration du champ historique autour de cette notion. Dès lors qu'ils rencontrent les préoccupations écologiques et environnementales contemporaines, des pans entiers des recherches historiques sur l'Antiquité se retrouvent dans l'ouvrage de L. Thommen, mais ils y sont plus juxtaposés que véritablement articulés.

JEAN TRINQUIER

1 - Pour une discussion des thèses développées dans cet ouvrage, voir en particulier William V. HARRIS (éd.), *Rethinking the Mediterranean*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

William V. Harris (éd.)

Rethinking the Mediterranean

Oxford, Oxford University Press, 2005,
XXII-414 p., cartes.

Sous ce titre large et peu explicite sont rassemblées des communications issues du colloque organisé par le Center for the Ancient Mediterranean de l'université de Columbia en 2001.

Soit quinze textes, si l'on inclut l'introduction de William Harris, spécialiste de l'Antiquité classique, et les réflexions finales de Peregrine Horden et Nicholas Purcell. Le lecteur, déjà, perçoit une originalité, sinon une difficulté que le volume avait pour objet de résoudre : il constitue une mise à l'épreuve du monumental ouvrage de P. Horden et N. Purcell, *The corrupting sea*¹, un commentaire, en quelque sorte, de l'œuvre – au sens fort du terme – d'un historien de la médecine et d'un historien de l'Antiquité, qui a suscité enthousiasme et critiques acérées. C'est à lui qu'il faut, en quelques mots, d'abord revenir, car le commentaire ne peut guère se lire seul.

Il n'y a pas lieu d'insister sur l'expression de *corrupting sea*, qui renvoie à une vision de la Méditerranée comme lieu de corruption, comme maîtresse de vice, si l'on se réfère à Strabon qui citerait Platon. En fait, elle n'a guère à mon sens qu'une valeur décorative, n'encombrant pas le livre, suggérant seulement qu'en mettant en contact les peuples riverains elle entraîne des formes de subversion sociale ou de contamination morale. Ou, pour dire mieux, de contact, de connectivité, fil continu d'une démonstration dense et exigeante, fondée sur une documentation considérable et maîtrisée, en plusieurs langues, où toutes sortes de disciplines sont convoquées : histoire, archéologie, anthropologie, géographie. Comme il arrive souvent, plus la bibliographie est abondante, plus le lecteur s'interroge sur ses lacunes : il n'est guère fait appel à l'École géographique française (Jules Sion, Maximilien Sorre, Pierre George) ni à Élisée Reclus. Le résultat néanmoins est une somme, un peu vertigineuse, qui peut requérir plusieurs lectures de spécialistes différents.

Quelques idées, parmi d'autres, peuvent être retenues. La première est liée à des choix universitaires *de facto* : la Méditerranée de P. Horden et N. Purcell est une Méditerranée antique et médiévale principalement, et la part des derniers siècles est relativement faible. S'il est vrai que Fernand Braudel est comme par définition omniprésent, une question essentielle pourrait être la suivante : serait-il possible d'imaginer un ouvrage sur la Méditerranée si l'observatoire était autre que le XVI^e siècle de Philippe II ? Qu'en serait-il si un historien choisissait Alexandre le Grand ou Dioclétien ?

Quoi qu'il en soit, l'idée essentielle est que, entre les divers types de durée, il n'y pas seulement des emboîtements, mais des articulations, des formes de réversibilité, le temps court modifiant le temps long, comme le montrent des géographes d'aujourd'hui pour qui le temps immobile n'est pas immobile, la longue durée se prêtant à des inflexions et à des modifications, et l'homme contribuant à transformer ce qui était imaginé comme inaltérable. Par rapport à Braudel, il faut noter à la fois une plus forte historicisation et une extension de l'environnement sur toute la durée observée : les relations entre le milieu, l'histoire et les hommes sont totalement redistribuées, de l'amont à l'aval, sur trois millénaires, sans séquences schématiques, sans progression téléologique. Jamais universelle, la périodisation est flexible, variable suivant les points d'observation et les disciplines, différente selon qu'il s'agit d'archéologie, de culture politique ou de colonisation. Mais répétons-le : l'histoire dite moderne et contemporaine est peu représentée (un second volume a été cependant annoncé).

À défaut de temporalités, de périodisations convergentes et articulées, en quoi réside l'originalité du monde méditerranéen ? La question permet de passer du temps à l'espace. L'explication par le temps différentiel est étayée par l'importance attribuée à l'échelle spatiale, aux unités géographiques et aux identités locales. Dans l'analyse microrégionale, qui met en évidence des aires définies par des caractéristiques environnementales (sol, hydrologie, couverture végétale), par l'activité humaine et ses effets sur le paysage, l'affirmation centrale est que le changement global a une efficacité insignifiante sur les diversités locales. Un paysage est fragmenté et, pour cette raison, doté d'une remarquable faculté de résistance. Les désastres soudains sont amortis, les pressions absorbées. Ce paysage reste malléable, grâce au morcellement, si bien que les chocs et les crises ont des effets diminués sur les sociétés humaines. Dans le morcellement universel du monde méditerranéen, l'échange entre les alvéoles ou les niches écologiques, la complémentarité et la mobilité sont attestés par le cabotage, la route côtière, la fluvialisation du transport terrestre, la place des îles et

des vallées – sur lesquels prennent appui les commerçants, les pèlerins, les pirates même. Nulle part ailleurs, pas même au Japon, la trame du monde n'est aussi fine, écrivait le géographe Pierre Birot. La critique du déterminisme – géographique, climatique, environnemental, technique – laisse affleurer, par voie de conséquence, les débats vidaliens sur le possibilisme. Plus qu'un ensemble de connexions de fait, la connectivité est un principe, une disponibilité, une aptitude.

L'exemple des catastrophes illustre la fragmentation dans l'espace et l'instabilité par laquelle réapparaît la dimension chronologique. Toutes les microrégions changent avec le temps. En d'autres termes, ce ne sont pas les caractères physiques des unités méditerranéennes qui font d'elles des régions spécifiquement méditerranéennes, mais le degré auquel elles partagent une mutabilité commune. C'est, paradoxalement, par la différence qu'elles ont des traits de ressemblance. Et l'instabilité de l'environnement est une des principales sources de variabilité à travers le temps. Les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, à la différence de certains changements climatiques, ne sont pas universels. Une inondation, sans effets étendus, intensifie même la segmentation. Dans nombre de cas, se conjuguent les facteurs naturels et les travaux d'aménagement. La destruction par le feu peut avoir des effets positifs sur l'histoire du paysage méditerranéen en contribuant à la mosaïque des espèces. La diversité de celles-ci permet des réactions efficaces adaptées aux modifications environnementales, aux effets des maladies et du feu, aux destructions. Elle se renouvelle : les animaux d'élevage et les bêtes sauvages, la dissémination des graines, les insectes favorisent l'hybridation, tandis que les ponctions opérées par l'homme dans la forêt pour ses besoins domestiques ou artisanaux l'incitent à recourir à des essences de substitution, qui peuvent s'épuiser sans doute, mais qui se diversifient à leur tour. Plus que le catastrophisme définitif, les résistances du milieu naturel, la réactivité de l'homme, les liens de la microgéographie et du temps long, l'universel localisme en un mot l'emportent.

Rethinking the Mediterranean revient sur ces thèmes et sur beaucoup d'autres, en juxtaposant des communications de statut différent.

Avant tout, W. Harris offre une gerbe liminaire de réflexions critiques sur les concepts de *corrupting sea* : la Méditerranée antique et médiévale, de 3500 av. J.-C. à 1000 ap. J.-C., comme parente de l'orientalisme, la frontière orientale de la Méditerranée, la place de l'événement, la distinction entre une histoire *in* et une histoire *of* (dans la Méditerranée, de la Méditerranée), la ruralisation de l'histoire ancienne et médiévale, la portée et les limites des concepts de connectivité et de continuité, voire une certaine idée optimiste de l'ingéniosité humaine, le recours nécessaire à une ethnographie plus large. Une telle discussion est riche, organisée, suggestive : trop sans doute, comme le révèle la succession des multiples interrogations qui introduisent les développements.

Suivent trois ensembles, consacrés à la toile de fond, à des études de cas, à l'« archéologie » du savoir (titres approximatifs, sinon commodes). Mais certains de ces textes, originaux sans doute et de qualité, sont insuffisamment reliés à la problématique générale, malgré quelques rappels (« qu'est-ce que la Méditerranée ? », conclut, si l'on peut dire, un des auteurs, loin de *The corrupting sea* et plus près de *Rethinking the Mediterranean*). Il en est ainsi des études relatives aux savoirs et aux représentations du XVI^e au XX^e siècle : le lecteur s'instruit toujours, mais s'interroge sur le lien entre l'alvéole universelle et la circulation ultérieure des stéréotypes. Ailleurs, des auteurs ont choisi un thème : soit un « système méditerranéen » d'échanges et de circulation (le Proche-Orient du deuxième millénaire av. J.-C. pour des raisons politiques, économiques et culturelles, situation qui ne se retrouve pas au premier millénaire, selon Marc Van De Mieroop) ; soit la recherche de connectivités similaires dans des aires différentes, de la Baltique aux Méditerranées atlantique, américaine ou japonaise (David Abulafia) ; ou l'analyse critique de clichés méditerranéens, voire méditerranéistes (Michael Herzfeld). Mais une contribution essentielle est celle de N. Purcell, en ce que, analysant les systèmes fiscaux, il décale la perspective de l'environnement vers la taxation des échanges et les règles observées pour la circulation des marchandises, multiplie exemples et références, de l'Égypte du V^e av. J.-C. au littoral catalan médiéval : une morphologie fiscale

illustre la normalité, la régularité et l'ubiquité longuement développées dans *The corrupting sea*. Le cas égyptien, malgré l'apparence, entre parfaitement dans la discussion finale quand Roger Bagnall met en évidence l'absence de fragmentation terrestre, la place du trafic fluvial, les liens historiques et aussi disciplinaires entre l'Égypte et le monde gréco-romain : en somme l'Égypte est-elle méditerranéenne comme la France (ou le Portugal) ?

Le livre est hétéroclite, les études souvent ponctuelles, et l'ensemble des lignes directrices parfois s'efface. Il revenait à P. Horden et à N. Purcell de conclure sur le système en répondant – trois ou quatre ans seulement après *The corrupting sea* – aux critiques formulées jusqu'en 2003 dans une quinzaine de revues, anglo-saxonnes principalement (ce qui n'est pas totalement le cas dans *Rethinking the Mediterranean*). Les deux auteurs, en différé, expliquent leur méthode et leurs catégories – pluridisciplinarité, continuité, microécologie, fragmentation, connectivité, adaptabilité du modèle. Ils ne sont pas insensibles à l'absence regrettée du monde islamique. Ajoutons que l'étalon de 3 000 ans comme la séquence ancienne et médiévale ne paraissent pas parfaitement explicités. L'originalité et les limites du monde méditerranéen, les données écologiques et leurs effets économiques et culturels, l'exclusion de certains sujets en Méditerranée (l'iconoclasme byzantin, exemple limite des auteurs) sont encore des questions fondamentales, appelant maintenant, autant que des comptes rendus en spirale, des travaux combinant problématique générale et monographie.

DANIEL NORDMAN

1 - Peregrine HORDEN et Nicholas PURCELL, *The corrupting sea: A study of Mediterranean history*, Oxford, Blackwell, [2000] 2002.

Faruk Tabak

The waning of the Mediterranean, 1550-1870: A geohistorical approach
Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2008, 432 p.

Formé à Ankara, Binghamton et au Fernand Braudel Center de New York, avant d'être élu

à la chaire d'études turques modernes de l'université de Georgetown aux États-Unis, Faruk Tabak possédait des intérêts de recherche variés qui sont tous présents dans cet ouvrage.

Son titre rappelle celui du célèbre livre de Johan Huizinga, à qui F. Tabak veut rendre justice en se penchant sur les *forgotten centuries* de l'historiographie méditerranéenne, sur cet « automne » considéré comme un *afterglow* d'une Méditerranée sur le point de devenir une région périphérique par rapport à la façade atlantique. S'appuyant sur sa thèse de doctorat consacrée à l'évolution de l'agriculture dans l'empire ottoman à l'époque moderne, l'auteur souhaite mener une analyse des transformations économiques et écologiques de l'espace méditerranéen, du second XVI^e siècle au XIX^e siècle.

Les cadres conceptuels et héritages intellectuels de cette entreprise ambitieuse sont clairement désignés et posés, sans toutefois être toujours argumentés ou discutés : l'*environmental history* de John McNeill¹, la théorie du *world-system* d'Immanuel Wallerstein, et *La Méditerranée* de Fernand Braudel notamment. À l'instar de ce dernier, F. Tabak souligne l'unité profonde du monde méditerranéen qui « partageait un destin commun, vivait et respirait d'un même rythme » (p. 10). Il se situe à la même échelle englobante (*sur* et non pas *dans* la Méditerranée) que *The corrupting sea* de Peregrine Horden et Nicholas Purcell², mais dans une perspective interprétative opposée. Critiquant une approche holiste de la mer intérieure, F. Tabak vise à connecter une Méditerranée large, qui s'étend des mines de Bohême à celles de l'Afrique de l'Ouest, avec les grandes tendances, au niveau mondial, de l'évolution économique et écologique, celle-ci se produisant aux rythmes du *world-system* et d'une *world economy*, considérés tous deux sous l'angle des conséquences de l'expansion européenne.

Les « tendances générales » qui auraient caractérisé la Méditerranée et lui auraient conféré « une destinée commune à cet âge automnal » sont analysées et articulées dans une architecture argumentative appliquée de manière quelque peu redondante dans les deux parties du livre. Trois processus principaux sont soulignés par F. Tabak : le déplacement, pendant l'âge d'or médiéval, des plantes

orientales lucratives – la canne à sucre et le coton – vers l'ouest de la Méditerranée, puis, avec l'expansion européenne, vers les plantations du Nouveau Monde, et celui de la production de céréales vers le nord, la mer Baltique ; la ruralisation de l'industrie du textile due à la forte concurrence nordique ; enfin, la réorganisation du *locus operandi* des marchands vénitiens et des banquiers génois, au XVII^e siècle, vers le commerce lointain terrestre avec l'Europe du Nord.

C'est une lecture de l'histoire méditerranéenne classique du déplacement du centre de gravité vers la façade atlantique et de la création d'une économie globalisée asymétrique qui est retracée dans une vaste première partie. Les héros braudéliens de cette histoire sont les cités-États de Venise et de Gênes (et, dans l'Atlantique, d'Anvers et d'Amsterdam). Les cités républiques deviennent même les promoteurs de créations impériales qu'elles financent et guident : Gênes pour la Castille (vers l'Atlantique, pendant le « siècle des Génois »), Venise pour Byzance (vers l'océan Indien, concernant le redressement du commerce d'épices), Florence pour la France (devenue une puissance méditerranéenne importante). C'est une histoire assez attendue, et on peut considérer cette grille de lecture comme trop rigide, aux acteurs collectifs abstraits, sans parcours personnels ni exemples concrets, sans conflits, révoltes ou contingences de l'histoire.

Or ce serait faire injustice à ce livre que d'en rester là, car l'auteur ajoute aux temporalités qu'il appelle « world-hegemonic » (les cycles d'hégémonie, de la *Pax Neerlandica* vers la *Pax Britannica*) et « world-economic » (où l'on retrouve la crise du XVII^e siècle tant discutée) un temps plus profond, plus lent et plus long : le temps « géohistorique », l'« ecological pulse of the natural world » qui est au cœur du livre (p. 18). F. Tabak se réfère au long cycle agraire et aux transformations de l'agriculture méditerranéenne induites par le petit âge glaciaire entre 1550 et 1870. Cela ne signifia pas seulement un climat plus froid et humide mais aussi une plus grande variabilité, des pluies torrentielles provoquant des inondations, etc. Ces changements se seraient produits au détriment des plaines et des zones côtières et auraient

avantagé les collines et les régions de moyenne montagne (reprenant une autre opposition braudélienne). Ils auraient entraîné la réduction des terres arables dans les plaines, l'extension de zones marécageuses abandonnées (avec la menace de la malaria) et, au contraire, le développement dans les collines de l'économie pastorale, de la culture de la vigne et de l'olivier. L'introduction, par un *Columbian exchange*, du maïs, de la pomme de terre ou du tabac en Méditerranée aurait substitué une production céréalière en retrait. Ironiquement, aux XVII^e et XVIII^e siècles, se serait imposée la présence des plantes qu'on pense « typiques » de la « civilisation méditerranéenne ». F. Tabak suit ces transformations dans le détail dans une seconde partie plus brève. Il y mobilise ses compétences d'historien du monde rural et fait valoir ses travaux sur l'agriculture dans l'empire ottoman, pour une fois pleinement pris en compte. Par contre, l'Afrique du Nord ou les historiographies italienne et espagnole pourtant riches pour l'approche écologique apparaissent peu, ce qui crée des déséquilibres analytiques.

Un livre d'une telle ambition s'expose évidemment à des critiques qui concernent les déséquilibres régionaux, dans l'analyse englobante d'une Méditerranée dont l'unité est plus postulée que démontrée par rapport à un modèle qui renforce une perspective centrée sur une Europe dont la place a été largement relativisée par l'effort de la *global history*. Si l'on se libère d'une lecture déterministe reprise presque mot à mot dans la seconde partie, on peut lire des analyses concrètes et stimulantes des conséquences économiques, sociales et écologiques des changements climatiques et des retombées de l'ouverture européenne au monde. Il est tragique que la disparition de l'auteur ait brutalement mis fin à cet élan pour ouvrir de nouvelles pistes de recherche et nous a privés d'une discussion de vive voix avec lui.

WOLFGANG KAISER

1 - John R. McNEILL, *The mountains of the Mediterranean world: An environmental history*, New York, Cambridge University Press, 1992.

2 - Peregrine HORDEN et Nicholas PURCELL, *The corrupting sea: A study of Mediterranean history*, Oxford, Blackwell, 2000.

Paul Warde

Ecology, economy and state formation in early modern Germany
Cambridge, Cambridge University Press, 2006, XVI-392 p.

L'étude de Paul Warde entend se situer, comme son titre l'indique, à l'intersection de trois thématiques que l'historiographie a rarement liées : la formation de l'État à l'époque moderne, les pratiques économiques et la nature de l'économie d'Ancien Régime, et la gestion des ressources naturelles, en particulier le bois. Il s'agit en d'autres termes de comprendre la manière dont les institutions (la commune villageoise, l'État) ont tenté de réguler l'allocation et l'exploitation des ressources en bois, et la manière dont les pratiques des acteurs ont agi en retour sur ces institutions. Affirmant l'absence d'autonomie de l'histoire de l'environnement, l'auteur privilégie la notion d'écologie, qu'il définit comme un système modelé par des pratiques qui correspondent à des intérêts individuels ou collectifs précis, dans lequel les acteurs sont confrontés à des contraintes (notamment celle d'une économie organique dans laquelle la marge de croissance de la ressource bois est limitée) et à des incertitudes tenant entre autres aux aléas climatiques, aux fluctuations des prix ou à la conjoncture politique et militaire. Cette approche systémique, qui emprunte une partie de son armature théorique à Niklas Luhmann, implique une étude monographique, seule à même de permettre une saisie des interactions entre institutions, ressources et pratiques économiques des acteurs. Choissant une région, le Sud-Ouest de l'Allemagne, qui a déjà été labourée par des chercheurs germanophones (Achim Landwehr, André Holenstein) et anglosaxons (David Sabeau, Sheilagh Ogilvie), P. Warde choisit ici une échelle intermédiaire entre celles du village et de l'État territorial : celle du district forestier (*Forstamt*) de Leonberg, soit un espace d'environ 800 km² situé au nord-ouest de la capitale du duché du Württemberg, Stuttgart.

Organisé en cinq chapitres, ce travail aborde d'abord la dynamique paysanne à travers l'étude du système agraire marqué par la prédominance de la culture des céréales dans le cadre d'un assolement triennal avec jachère

et la présence d'une viticulture en déclin à partir de la fin du XVI^e siècle. Le deuxième chapitre, consacré aux structures sociales du *Forstamt*, met en valeur l'importance des institutions communales qui œuvrent à une redistribution des ressources au profit des populations paysannes les plus modestes. La régulation forestière de l'État ducal et l'interaction qu'elle implique avec les institutions et autorités communales sont ensuite examinées : P. Warde souligne que si elle est effective pour les forêts ducales, l'application de la législation étatique sur les forêts communales est soumise à la coopération des autorités et institutions villageoises, ce qui laisse la porte ouverte à des conflits, par exemple sur les droits de chasse du duc. Cette régulation étatique étant motivée par la référence permanente à une pénurie de bois – thème qui revient comme un leitmotiv dans les textes législatifs à partir de la seconde moitié du XVI^e siècle –, P. Warde procède à une estimation quantitative du rapport entre l'offre et la demande de bois dans le district de Leonberg, et souligne la réalité d'une telle pénurie dès la seconde moitié du XVI^e siècle, en particulier pour le bois de construction, les trois premières décennies du XVIII^e siècle constituant une autre période de tension de l'écologie forestière locale. Le dernier chapitre s'intéresse non aux stocks mais aux flux commerciaux de la ressource bois et aux discours produits par les différents acteurs concernés pour justifier leurs pratiques et leurs prétentions sur cette dernière : P. Warde rappelle ici à juste titre qu'une quantification de l'offre et de la demande de bois n'a de sens que si sont pris en compte plusieurs facteurs tels que les droits de propriété attachés à cette ressource ou les modes de transport et les coûts afférents.

Le principal mérite de ce travail est de mettre à distance des dichotomies longtemps prises pour argent comptant dans l'historiographie. La première oppose « économie naturelle » et « économie de marché » et fait du ménage paysan et du village des isolats auto-suffisants à l'écart des fluctuations et des pressions du marché. Or même dans un contexte de rareté et d'incertitude, le bois n'est pas seulement pour les paysans une valeur d'usage, mais aussi une valeur d'échange, comme en

témoigne la pratique fréquente (bien que prohibée) consistant à vendre le *Gaabholz* – quantité de bois distribuée gratuitement aux ménages par la commune – pour obtenir un surplus de numéraire. Au constat de la porosité de l'économie naturelle et de l'économie de marché, l'auteur ajoute une distinction entre les « deux écologies » selon lui à l'œuvre dans le Württemberg moderne : l'une (dite « écologie territoriale ») est fondée sur l'intégrité et la persistance de pratiques et de modes de gestion établis de la ressource bois, tandis que l'autre, dite « écologie transformationnelle » (*transformatory*), s'explique par des perturbations affectant les flux de ressources. Si la portée analytique de cette distinction n'est pas totalement exploitée, elle n'en permet pas moins de souligner un aspect essentiel, à savoir le poids croissant de l'échelle territoriale dans les pratiques et les conflits tournant autour de la régulation du bois comme ressource.

La prise en compte des échelles spatiales de la régulation et l'application du principe de variation d'échelles permettent à P. Warde de remettre en cause une seconde dichotomie, opposant la commune villageoise et l'État. Il montre qu'en réalité l'État territorial est parvenu pendant la seconde moitié du XVI^e siècle à se faire reconnaître comme acteur légitime de la régulation de la ressource bois, au-delà des divergences apparaissant sur le contenu de cette régulation, notamment parce que les populations villageoises étaient demandeuses d'une intervention de l'appareil étatique, parfois pour contrecarrer les initiatives prises par les autorités communales. Il est par conséquent simplificateur de voir dans la formation ou la construction de l'État territorial moderne une victoire de l'échelon central aux dépens de l'échelon local, à la fois parce que les interactions entre ces deux échelons sont permanentes et parce que ces entités – l'« État », la « commune » – sont loin de présenter la cohésion et l'homogénéité qui leur sont souvent attribuées.

Sur certains points cependant, le lecteur aurait souhaité des approfondissements. En premier lieu, la demande extérieure aux limites du *Forstamt* reste souvent imprécise, en particulier celle émanant des villes et des activités industrielles : les besoins de bois pour

la production de potasse en particulier sont à l'origine de nombreux conflits qui s'aggravent au XVIII^e siècle, comme l'illustre le cas de la Bavière étudié par Elisabeth Weinberger (dont l'ouvrage n'est malheureusement pas cité¹). En second lieu, si l'auteur s'attache à montrer des lignes de continuité entre le bas Moyen Âge et l'époque moderne (par exemple à propos des conflits autour des droits de chasse ducaux) et s'il souligne l'importance des années 1560-1610 et 1700-1740 comme périodes de tensions entre offre et besoins, la seconde moitié du XVIII^e siècle est relativement négligée, alors que les conflits autour de l'usage des ressources et des espaces forestiers gagnent en intensité et jouent un rôle majeur dans le déclenchement de plusieurs soulèvements populaires après 1789².

Au total, l'approche consistant à croiser construction de l'État, pratiques économiques et écologie des ressources permet à P. Warde de formuler des analyses à la fois neuves et stimulantes, qui reposent sur un effort marqué de contextualisation et une attention constante à la complexité des phénomènes étudiés.

GUILLAUME GARNER

1 - Elisabeth WEINBERGER, *Waldnutzung und Waldgewerbe in Altbayern im 18. und beginnenden 19. Jahrhundert*, Stuttgart, Franz Steiner, 2001.

2 - Pour des études de cas, voir Helmut BERDING (dir.), *Soziale Unruhen in Deutschland während der Französischen Revolution*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1988.

David Blackburn

The conquest of nature: Water, landscape and the making of modern Germany

Londres, Pimlico, 2007, 497 p.

Comment faire du Rhin une frontière quand son cours ne cesse de se modifier ? Cette question, qui fut au centre des préoccupations des ingénieurs en hydraulique de Napoléon, met en lumière combien déjà à cette époque les formes de l'environnement naturel étaient conçues en termes de problème politique. Les débats de ce début du XIX^e siècle sur la rectification du cours du Rhin supérieur excédaient en ce sens largement le cadre des discussions

techniques, car les représentations touchant aux « frontières naturelles » renvoyaient de manière élémentaire aux identités nationales de l'Allemagne et de la France. Rien d'étonnant en conséquence que les Badois et les Français aient âprement bataillé sur la question du cours « naturel » du fleuve lors des négociations sur la correction du Rhin.

Dans l'ouvrage qu'il consacre à la « conquête de la nature », l'historien de l'université d'Harvard David Blackburn ne se contente pas de nous dévoiler combien notre regard sur l'environnement est chargé de représentations nationales depuis le XVIII^e siècle. D'autres auteurs l'ont d'ailleurs montré avant lui. Le dessein de D. Blackburn est plus ambitieux : il veut mettre au jour le fait qu'avec leurs idéaux les hommes de ce siècle sont non seulement intervenus sur les contours du paysage, mais qu'ils ont ainsi modelé les formes de « l'Allemagne moderne ». L'environnement de l'Allemagne qui nous paraît aujourd'hui « naturel » s'avère donc être à maints égards le fruit de l'histoire. L'ouvrage le démontre par le biais du génie hydraulique et de ses ingénieurs qui, par la rectification des cours d'eau, l'assèchement des marais, la construction de digues et de barrages entrepris ces 250 dernières années, ont largement contribué à changer radicalement le paysage dans de nombreuses régions d'Allemagne.

Le récit de D. Blackburn débute au XVIII^e siècle avec la grande opération d'assèchement des marais prussiens sous Frédéric le Grand. L'auteur est toutefois assez historien pour reconnaître que les interventions de l'homme sur l'environnement naturel n'ont commencé ni à cette époque ni avec la technique moderne. Il souligne la désertification de contrées entières d'Europe centrale, consécutive aux ravages de la guerre de Trente Ans. En beaucoup d'endroits, la « conquête de la nature », à l'instar du grand projet initié par Frédéric II dans l'Oderbruch à l'est de Berlin, équivalait ainsi en réalité à défricher des terres, redevenues incultes après l'abandon des activités agricoles et forestières. Nonobstant, l'assèchement des marais des bords de l'Oder et d'autres régions de Prusse requit d'énormes moyens. Sous la menace perpétuelle d'inondations, cette entreprise que le roi avait méthodiquement planifiée ne put être menée à terme que grâce au soutien de l'armée.

La construction de digues et la consolidation de berges faisaient partie d'un programme monumental de poldérisation que Frédéric le Grand avait initié à l'intérieur des frontières prussiennes. Pour être durablement utile à l'économie du pays, la terre rendue arable devait être cultivée de façon adéquate. Les fonctionnaires caméralistes, qui mirent en œuvre le projet pour le compte du roi, accélèrent par conséquent le peuplement des surfaces asséchées par des colons, souvent des réfugiés confessionnels en provenance de France, du Sud de l'Allemagne, de Suisse et d'Autriche. C'est uniquement grâce à cette politique que les terres agricoles prussiennes devinrent fertiles et servirent de tremplin à l'essor économique du pays au XIX^e siècle.

D. Blackburn consacre un second chapitre aux interventions massives sur le paysage qui découlent de la rectification du Rhin et de la construction de « routes fluviales » pour la navigation à vapeur, avant de s'intéresser à « l'âge d'or » de la domination technique de la nature, et en particulier à la construction du port de Wilhelmshaven, à l'ouest de Brême, dans l'Allemagne septentrionale, créé de toutes pièces pour la marine prussienne. Ces exploits techniques ont la plupart du temps été réalisés au prix d'un travail extrêmement pénible, parfois inhumain. De plus, la malaria faisait encore rage dans les marais d'Europe centrale laborieusement asséchés. Dans ces premiers chapitres, D. Blackburn se montre à la hauteur de sa force analytique et narratrice d'historien, et, grâce à des exemples bien choisis, parvient à dresser un tableau aussi évocateur que précis des exigences techniques mais aussi des immenses revendications sociales qui ont permis la profonde transformation du paysage dans les États allemands.

Son récit est plus problématique lorsque, dans la deuxième partie du livre, il tente de transformer son incursion dans cette histoire technique et sociale en une histoire politique. Au-delà de l'aménagement du paysage, D. Blackburn aimerait en effet retracer les balbutiements et l'évolution d'un mouvement de protection de la nature qu'il pense typiquement allemand. Selon l'auteur, ce mouvement est né sous l'effet de la nostalgie d'un paysage « traditionnel » et « authentique » qui animait

certains contemporains. Cette critique s'est muée ultérieurement en une force politique de plus grande envergure : le mouvement régionaliste à caractère patriotique (*Heimabewegung*) de la fin du XIX^e siècle. Ce dernier s'est ensuite transformé tout au long de l'histoire allemande au XX^e siècle. De manière tout à fait révélatrice, la pensée d'une protection de la nature s'est cristallisée pour la première fois dans l'opposition à la construction d'un funiculaire qui devait transporter les touristes sur le Drachenfels, le rocher du dragon situé sur le Rhin et transfiguré en emblème de la nation. Les détracteurs de ce projet souhaitaient préserver les symboles nationaux de toute influence de la technique moderne. Or, D. Blackburn passe complètement sous silence le fait que ce mouvement de protection du paysage de la fin du XIX^e siècle s'inscrit dans un mouvement européen, ainsi que Danny Trom et d'autres l'ont établi – sans doute parce que cela ne s'intègre pas à son idée d'une évolution spécifiquement allemande.

Son ambitieux sous-titre, retracer l'histoire de la « construction de l'Allemagne moderne », ne tient ainsi pas ses promesses. Bien au contraire, les contradictions intrinsèques à sa tentative d'établir un parallèle entre une histoire politique du XX^e siècle et une histoire de l'environnement ressortent avec toute leur acuité dans son chapitre sur le nazisme, intitulé « Race and reclamation ». D. Blackburn évoque ici un épisode particulièrement sordide de l'histoire du III^e Reich, l'assèchement des marais du triangle frontalier entre la Pologne, la Biélorussie et l'Ukraine, effectué en grande partie par des travailleurs forcés juifs, dans une région occupée pendant la guerre que les nazis considéraient comme une partie de la « Grande Allemagne ». Aussi impressionnants que soient ces passages de l'ouvrage, ils ne parviennent pas réellement à convaincre que cet épisode puisse décrire à lui seul la multiplicité des conceptions nazies sur le « paysage allemand ». À cause de sa focalisation sur les eaux, D. Blackburn ne s'intéresse par exemple guère à l'importance de l'image de la ferme paysanne, sous-jacente aux théories du *Blut und Boden* (sang et sol), ou du mythe alpin, popularisé dans les années 1930 entre autres par des cinéastes comme Leni Riefenstahl, pour la politique environnementale du III^e Reich.

Ici, comme en d'autres passages du livre, cette « construction de l'Allemagne moderne » manque cruellement de montagnes, de champs, de prairies, tout comme de villes et de villages qui seuls permettraient de dresser un tableau exhaustif du « paysage ». Rainer Beck, professeur à l'université de Constance, l'a montré de manière magistrale mais aussi de façon beaucoup plus circonscrite dans son livre *Ebersberg oder das Ende der Wildnis*¹. Il y étudie l'évolution du paysage au XVIII^e et au début du XIX^e siècle en s'appuyant sur une petite région de la Bavière préalpine. Ce paysage, dans ses aspects contemporains, ne peut pas se prétendre plus « naturel » ou « originel » que les fleuves, les ruisseaux, les rivages et les marais placés au cœur des thèses de D. Blackburn. Cependant, au vu de l'extrême variété des paysages qui caractérise les « États allemands » du XVIII^e siècle comme l'Allemagne « moderne » du XX^e siècle, la tentative de D. Blackburn de corseter son histoire dans une narration centrée sur le politique se révèle être un écueil.

JAKOB VOGEL

1 - Rainer BECK, *Ebersberg oder das Ende der Wildnis. Eine Landschaftsgeschichte*, Munich, C. H. Beck, 2003.

Salvatore Ciriaco (dir.)

Eau et développement dans l'Europe moderne
Paris, Éditions de la MSH, 2004, 252 p.

Cet ouvrage analyse la relation entre la maîtrise et l'utilisation de l'eau et le développement des sociétés européennes à l'époque moderne. En croisant les recherches d'auteurs issus de différents milieux disciplinaires (histoire économique, histoire urbaine, histoire des institutions politiques et religieuses, histoire agraire, géographie), ce volume présente un ample panorama de cas d'étude qui retracent les liens de la culture de l'eau entre l'Europe du Nord et l'Europe méditerranéenne au travers des techniques employées, des conditions environnementales et de l'organisation des structures agricoles. Les treize essais qui le composent dévoilent, de manière locale et globale, les multiples enjeux liés à la gestion de l'eau dans une société où l'accaparement et le contrôle des ressources revêtaient une impor-

tance de premier plan en termes de production agricole et énergétique, d'approvisionnement de la ville et de développement de ses activités commerciales. Dans ce cadre, l'analyse de la circulation des savoirs prend une place importante. Elle s'attache à un courant d'études qui depuis les années 1980 a commencé à s'interroger sur le développement et la diffusion des compétences professionnelles et des inventions techniques, entraînant les progrès réalisés dans les différents domaines liés à l'aménagement de l'espace. L'ouvrage présente ainsi les deux écoles qui ont principalement marqué l'histoire de la maîtrise des eaux européennes : l'ingénierie hydraulique italienne (jusqu'au XVI^e siècle) et le modèle hollandais. Ce dernier, en particulier, est traité dans sa dimension interrégionale et interétatique, ce qui nécessite de penser le rapport entre gestion des ressources hydrauliques et développement économique en Europe.

Le livre se structure autour de deux parties principales. La première partie vise à analyser l'évolution des techniques de drainage selon une perspective de « bonification intégrale » qui réunit les pratiques d'irrigation et de bonification. Les six cas d'études présentés permettent de saisir, selon des approches de recherche différentes, les nombreux enjeux liés à ces pratiques : la mise en place de nouvelles techniques d'assèchement, de protection des crues et de creusement des canaux ; le financement des travaux, l'établissement d'institutions et d'associations pour l'exécution des projets et le contrôle de leur déroulement ; les contraintes sociales et juridiques auxquelles les entrepreneurs ont dû se confronter ; ou encore le débat théorique et scientifique sur les atouts et les défauts de ces opérations dans le cadre du développement des politiques commerciales et agricoles. Antonio Macías Hernández analyse par exemple l'évolution de la juridiction sur la propriété des eaux dans les îles Canaries entre 1480 et 1525. En rompant avec le modèle du droit médiéval espagnol qui concevait l'eau en tant que bien immeuble lié à la terre, les colons en renforcèrent le « caractère patrimonial, individuel et absolu » (p. 37) en la séparant, *de facto*, de la propriété de la terre. Cette transformation du cadre juridique traditionnel fut liée aux contraintes imposées par les logiques propres de production de la canne à sucre, et à l'essor

d'un « processus de privatisation par le biais de la simple appropriation » (p. 47) mené par les élites administratives qui géraient les concessions agricoles.

Le rôle joué par les élites bourgeoises et les communautés locales est aussi l'un des éléments principaux de l'analyse menée par Salvatore Ciriaco à propos des politiques d'assèchement des marais entreprises à partir du XVII^e siècle, au niveau national, par la couronne française. Dans son étude, S. Ciriaco prend en compte les différents facteurs qui, avec les contraintes sociales et institutionnelles, peuvent aider à comprendre les obstacles qui s'opposèrent à la croissance agricole du pays : des contraintes structurelles qui conduisirent à l'échec d'entreprises pourtant originales et novatrices comme l'Association pour le dessèchement des marais et lacs de France, sorte de holding financière *ante litteram* instituée par Henri IV à la fin du XVI^e siècle ; des rapports de force auxquels durent se confronter les entrepreneurs dans l'accomplissement des travaux ; la résistance des populations ; les coûts financiers imposants. Cette première partie se termine avec une étude de Franco Cazzola qui analyse les techniques utilisées pour l'assainissement et la gestion agricole de la basse vallée du Pô et les institutions mises en place par les différents États concernés par le contrôle et la conduite des chantiers.

La deuxième partie étudie le rôle joué dans le développement de l'économie pré-industrielle par le rapport entre l'agriculture, les modes de production, l'environnement et les institutions qui géraient les usages de l'eau, ainsi que les autres ressources de la nature. Susanna Grillo examine les politiques mises en place par le gouvernement vénitien pour garantir l'équilibre et la conservation de la lagune au XVII^e siècle, à l'aide de projets et de documents d'archives jamais analysés d'une manière systématique. Reflet du débat entre partisans de la « bonification » et partisans du développement du commerce maritime, ces politiques dévoilent les enjeux commerciaux et sociaux d'une phase cruciale du développement de la *Serenissima* qui se tourne vers l'exploitation agricole de la terre ferme. Davantage centré sur une dimension sociale, l'essai de Manfred Jakubowski-Tiessen présente une recherche qui reconstitue le cadre de vie, les usages et

les liens sociaux des fermiers de la *marsch*, les bas-champs en bordure de la mer du Nord, ainsi que leurs rapports avec les agriculteurs des zones sableuses de l'arrière-pays (*geest*) de la fin du XVI^e au début du XIX^e siècle. À partir d'une analyse systématique des modèles d'exploitation, de la gestion des eaux et de l'aménagement du paysage, il parvient à dévoiler les enjeux sociaux qui ont fondé les différences d'organisation des deux communautés.

Ce volume représente une contribution scientifique particulièrement intéressante pour l'histoire de la maîtrise des eaux à l'époque moderne. La pluralité des approches disciplinaires présentées ouvre de nouvelles pistes de recherche ; elle aide à construire des liens entre les différentes démarches scientifiques pour reconstituer la complexité et la longue durée des phénomènes étudiés et cette thématique représente aujourd'hui l'un des enjeux principaux pour la gestion et l'aménagement des paysages communautaires. Ensuite, la dimension européenne des essais, qui présentent des cas d'études relevant de réalités sociales et géographiques très différentes, pousse à dépasser les limites du localisme et à organiser la recherche autour d'une démarche par réseaux, dans une dimension transnationale.

CHIARA SANTINI

Marc Suttor

Vie et dynamique d'un fleuve. La Meuse de Sedan à Maastricht, des origines à 1600
Bruxelles, De Boeck, 2006, 695 p.

Jean-Loup Abbé

À la conquête des étangs. L'aménagement de l'espace en Languedoc méditerranéen, XII^e-XV^e siècles
Toulouse, Presses universitaires de Mirail, 2006, 331 p. et 16 p. de pl.

Remy Simonetti

Da Padova a Venezia nel Medioevo. Terre mobili, confini, conflitti
Rome, Viella, 2009, 253 p.

L'ouvrage *L'archéologie des fleuves et des rivières* parues en 2000 sous la direction de Louis

Bonnamour considérait le cours d'eau comme une archive, « le fleuve gardien de la mémoire », au même titre que des strates archéologiques. Largement ouverte à l'espace fluvial de l'Europe occidentale, la grande majorité des contributions abordait des problèmes d'ordre méthodologique et rendait compte des résultats de fouilles menées sur plusieurs années. Les études franchissaient les siècles, de l'âge du Bronze et de l'époque romaine à la période moderne, laissant largement de côté le temps médiéval, pourtant long, à l'exception des articles de Christophe Cloquier et de Nicole Plumettaz. La cause de ce hiatus ? Marc Suttor évoquait dans ce même volume la difficulté d'exploiter des sources antérieures à l'époque moderne, et ce pour plusieurs raisons : le caractère très lacunaire de la documentation pour les époques les plus anciennes ; des sources narratives qui retiennent uniquement les phénomènes météorologiques exceptionnels ; l'absence de sources iconographiques fiables qui confine l'analyse à la représentation et non à l'étude positive ; le manque de données sérielles avant le XII^e siècle ; un vocabulaire générique qui entretient souvent la confusion... l'échappatoire ne pouvant venir que d'une étude comparative qui s'appuierait sur les fouilles archéologiques, révélant pour les époques antérieures et postérieures à la période médiévale une certaine constante dans l'architecture des embarcations naviguant sur la Meuse.

Il est donc plutôt exceptionnel de lire une monographie historique sur un cours d'eau. M. Suttor a consacré 25 ans de recherches minutieuses à la Meuse, associant l'apport indispensable de plusieurs disciplines, notamment l'archéologie. Il débute *Vie et dynamique d'un fleuve* par une description hydromorphologique de la Meuse et de ses abords pour ensuite approfondir les infrastructures fluviales et la navigation. Puis, il décrit l'usage de la rivière d'un point de vue institutionnel : l'approche environnementale est surtout une étude sociétale qui prend en compte les rapports « entre les pouvoirs » et les enjeux de contrôle de cet espace. Il termine ce tableau par quelques remarques sur les aspects sociaux. L'analyse sur le temps long trahit les difficultés rencontrées par tout historien voulant aborder ce

sujet. La mobilisation des sources est extrêmement variable selon les périodes et de nombreux aspects que l'on souhaiterait voir développer sur plusieurs siècles ne prennent sens qu'à partir du moment où les sources éclairent un peu le tableau de la vie fluviale. Ainsi, l'étude des aspects sociaux et des « métiers du fleuve » permet de dégager quelques caractéristiques propres aux bateliers constitués en métier au cours du XIV^e siècle seulement.

Par la puissance de son courant et la largeur de son lit, la Meuse autorise la coexistence d'activités et d'équipements très variés. De fait, navigation, halage, débarcadères, trafic transversal, pêcheries, flottage se partagent le fleuve, en général sans conflit. C'est même pour M. Suttor un cours d'eau plutôt pacifique, si on le compare à de nombreux autres. Facile à vivre, il ne semble nécessiter aucun entretien. Les quelques travaux effectués visent essentiellement à régulariser la Meuse par l'amélioration du chenal navigable et la fixation des berges par des digues. Au demeurant, cette infrastructure répond parfaitement aux exigences et aux besoins d'un commerce important, mais encore de type préindustriel.

Le cours d'eau ne joue aucune fonction de frontière avant le XIII^e, voire le XIV^e siècle, lorsque l'intensification du peuplement et le renforcement de l'État entraînent une plus grande précision des limites, matérialisées par la pose de bornes dans le lit même du fleuve. L'emprise du pouvoir s'exerce à titre d'exemple sur l'attribution du tonlieu, prérogative régaliennne que les empereurs, dès la fin du X^e siècle, commencent à céder aux puissances riveraines, et tout d'abord à l'Église de Liège. Dès le deuxième quart du XI^e siècle, les princes territoriaux disposent pleinement de leurs péages, qu'ils aliènent en tout ou en partie. Aux XIII^e et XIV^e siècles, les comtes de Namur cherchent à renforcer leurs positions. Tandis qu'au XV^e siècle, ce sont les souverains qui accentuent leur surveillance sur les principaux péages. Les droits de nature économique (disposition des pêcheries, possession des rives, ponts...) et les droits de justice suivent globalement la même évolution.

Ce travail est l'aboutissement d'une enquête considérable à la croisée des sources et des disciplines. Si le fil conducteur est la naviga-

tion fluviale, le résultat est plus ambitieux : il donne à voir l'évolution de l'hydrographie fluviale et la capacité des riverains à s'y adapter pour en tirer le meilleur parti.

L'étude d'« espaces naturels », restée longtemps marginalisée, s'est progressivement imposée dans le milieu scientifique¹. Les historiens ont pris possession de ce nouvel objet et le récent Groupe d'histoire des zones humides fondé en 2003 en témoigne. Longtemps, les eaux stagnantes ont été rejetées dans les traités agronomiques, et également, par ricochets, dans les études ruralistes, qui se penchent sur ces espaces du *saltus* jugés infréquentables en raison de la peste. Pierre de Crescent, au début du XIV^e siècle, reprend ainsi quasi mot pour mot les arguments de Palladius et de Columelle. Dans *À la conquête des étangs*, Jean-Loup Abbé montre la distorsion entre les textes littéraires et les traités, qui décrivent les marais comme des lieux répulsifs et dangereux, et les documents de la pratique qui n'en font pas écho. Au contraire, les paluds sont des éléments du paysage à part entière. J.-L. Abbé observe comment la société languedocienne médiévale est intervenue pour transformer un paysage rural où les espaces humides s'intercalent entre les garrigues et les terres de labour.

Ce travail, qui se présente comme une enquête, dresse à la fois l'état des connaissances sur la gestion du milieu à l'époque médiévale, en particulier les zones humides, et propose des perspectives de recherche dans un champ qui s'est ouvert il y a peu. Le choix du Languedoc comme espace d'étude est judicieux à plus d'un titre : « paysage mobile, fruit du climat et des interventions humaines, les étangs continents, omniprésents, sont aujourd'hui tombés dans l'oubli » (p. 24). C'est le moyen de ressusciter l'histoire des Languedociens du Moyen Âge et de comprendre comment ils vécurent aux abords des étangs, comment ils ont profité de leurs ressources et fait en outre œuvre d'aménagement et de modelage de leur milieu.

En Languedoc comme dans le reste de l'Europe, le comportement des populations est conjoncturel. Autrement dit, leur interaction sur le milieu est conditionnée non seulement par des facteurs naturels, bioclimatiques

et hydrologiques, mais également par des choix différents selon les facteurs économiques et sociaux pris en compte. Le Moyen Âge est en cela non pas caractérisé par un comportement type et singulier mais paraît au contraire avoir fortement évolué, montrant au passage l'incroyable capacité d'adaptation et le pragmatisme des sociétés médiévales. Jusqu'au XI^e siècle, l'exploitation des eaux stagnantes l'emporte sans que soit profondément modifié l'environnement, à l'exception des drainages régulant la présence de l'eau, pratique connue depuis l'Antiquité.

De la seconde moitié du XI^e siècle au début du XIV^e siècle, l'attitude change profondément en Languedoc : les étangs continentaux sont perçus comme un espace à transformer et à intégrer dans un agrosystème qui privilégie la production céréalière. On assiste alors à une contraction du milieu aquatique pour répondre à la demande alimentaire. Le rôle de l'environnement ne doit pas être négligé dans la mise en place de ce nouveau paysage agraire : la période des XIII^e-XIV^e siècles, temps fort des assèchements, correspond à une humidification progressive qui remplit probablement plus rapidement qu'avant les cuvettes languedociennes. Alors que la population augmente en Languedoc – jusqu'à la grande crise démographique du XIV^e siècle –, les « milieux » seigneuriaux et urbains mettent en œuvre des actions concertées pour tirer de nouveaux profits. Moins nombreuses, les bonnes terres des étangs deviennent très attractives. Mais le financement des opérations de drainage nécessite (lorsque les étangs dépassent la centaine d'hectare) un partenariat entre bourgeois et seigneurs. Dans le contexte du Languedoc, l'entreprise de drainage est davantage bourgeoise et urbaine que seigneuriale et rurale. Le drainage des eaux stagnantes doit être perçu comme une réorganisation économique plutôt que comme une simple intégration de l'*incultum* à l'agrosystème, même si la dimension d'extension des surfaces agraires est présente.

Le nouveau paysage des zones humides bâties par les Languedociens révèle une technique tout à fait maîtrisée de la construction parcellaire et du lotissement agraire. Les rares exemples conservés, Fleury et Montady, aux-

quels s'est ajouté un temps celui d'Ouveillan, traduisent des régularités géométriques assimilables aux paysages agraires de certaines bastides, avec pour objectif de distribuer des lots de terre à mettre en valeur selon un barème fiscal uniforme lié à la superficie. Les parcelles de Montady, exceptionnelles dans leur configuration, rompent avec les parcellaires planifiés quadrillés ou lanières. Elles sont disposées selon un réseau rayonnant unique en Europe.

La richesse de cet ouvrage dense et concis tient d'abord à la clarté du propos, qui retient l'essentiel d'un ample travail d'investigation à la croisée des chemins méthodologiques et disciplinaires ; les travaux des historiens y rencontrent généralement ceux des géographes, des géomorphologues ou des archéologues, dans une indispensable confrontation de données. Il convient d'y ajouter les copieuses annexes précédées de pièces justificatives.

Le titre de l'ouvrage de Remy Simonetti sonne comme une invitation au voyage de Padoue à Venise. *Da Padova a Venezia nel Medioevo* est pourtant bien plus que la description du paysage qui se redessine de l'Antiquité au Moyen Âge dans le Nord-Est de la péninsule italienne. C'est le territoire dans sa mobilité permanente, au gré des stratégies politiques et également sous la pression d'enjeux économiques fondamentaux autour des cours d'eau et des zones humides, qui prend vie au cours de la lecture. De manière évidente, les racines de cette confrontation entre les biotopes terriens et aquatiques sont antiques ; aussi n'est-il pas surprenant que l'auteur engage son discours sur les notions de territoire et de frontière à l'époque romaine, pour rapidement en cerner les héritages sous l'installation lombarde. L'arpentage des Anciens sert de base aux conflits entre Padoue et Venise, avec des objectifs et des problématiques radicalement différents. Alors que Padoue cherche toujours plus d'eau en provenance de nombreuses rivières, en particulier de la Brenta, pour irriguer son *contado*, Venise regarde avec une certaine inquiétude les variations de niveau et l'invasement tant redouté de ses canaux. L'enjeu est donc de réussir une habile dispersion des eaux retenues par des marais et des étangs, générant au passage une économie (pisciculture, saline...) mais également des

conflits d'usage autour de la circulation fluviale et des modifications des écosystèmes en amont ou en aval qui reconditionnent les rapports avec le milieu, tant au plan stratégique qu'économique. Cela entraîne des rivalités frontalières entre Venise et Padoue du XIII^e au XV^e siècle ; c'est aussi un sujet sensible durant la guerre de Chioggia (1378-1380).

Si la démarche repose essentiellement sur l'étude d'un corpus de textes, il n'en demeure pas moins que les problématiques soulevées montrent à quel point la question de l'environnement touche autant au politique qu'à l'économie, et qu'elle ne saurait plus être reléguée chez les historiens au second plan, comme le décor des stratégies de maîtrise du territoire entre des entités politiques rivales. En appendice, l'analyse des caractéristiques géomorphologiques du bassin de la Brenta rappelle combien l'historien soucieux d'aborder sérieusement les questions touchant à l'environnement, même au plan de la représentation, se doit de confronter sa documentation aux données géohistoriques et paléophysiques. On pourra regretter par contre la pauvreté de la cartographie sur un tel sujet et une bibliographie un peu trop centrée sur l'historiographie italienne ; il aurait été intéressant de considérer les similitudes avec les travaux menés dans le Sud de la France notamment.

Les milieux hydriques, dans leur ensemble, sont pour de multiples raisons l'objet d'une grande attention de la part des archéologues et des historiens. L'histoire des interactions sociétés-milieu apparaît désormais à la lueur d'une nouvelle interdisciplinarité. La famille des naturalistes qui travaille sur le temps présent a aussi compris le poids de ces héritages.

FABRICE GUIZARD

1 - Voir en particulier les deux volumes d'actes de colloques organisés par le programme « Environnement, vie et sociétés » : Jean-Paul BRAVARD et Michel MAGNY (dir.), *Les fleuves ont une histoire. Paléo-environnement des rivières et des lacs français depuis 15 000 ans*, Paris, Errance, 2002, et Joëlle BURNOUF et Philippe LEVEAU (dir.), *Fleuves et marais. Une histoire au croisement de la nature et de la culture. Sociétés préindustrielles et milieux fluviaux, lacustres et palustres : pratiques sociales et hydrosystèmes*, Paris, CTHS, 2004.

Alice Garner

A shifting shore: Locals, outsiders, and the transformations of a French fishing town, 1823-2000

Londres, Cornell University Press, 2005, 286 p.

L'approche d'Alice Garner reste fortement marquée par l'intuition qui a été à l'origine de son projet : les côtes d'Europe lui étaient apparues comme des lieux privilégiés de l'invention de la tradition, selon la formulation d'Eric Hobsbawm ; l'esthétisation des usages dits traditionnels des plages, à travers les publications et la réédition de cartes postales anciennes, y était récurrente, remettant sous les yeux du public des vues prises au tournant du siècle. Les cartes postales mettent en scène, séparément ou ensemble, les oisifs et ceux qu'ils côtoient, le marin rentrant de la pêche, les femmes au travail sur les parcs à huîtres.

Ces images ont suscité deux premières interrogations : quand et comment la *romanticization* des pratiques traditionnelles est-elle advenue ? Comment le fait d'être un objet d'attraction pour les touristes était-il perçu par la population ? Plus largement, le questionnement porte sur les représentations de l'espace par différents groupes, et les conflits qu'entraînent les visées des uns sur l'espace vécu des autres.

Une figure se détache au premier plan de l'horizon historiographique, celle du philosophe Henri Lefebvre, notamment pour *La production de l'espace*¹. H. Lefebvre entendait faire valoir les pratiques de la vie quotidienne dans l'analyse de l'espace et faire reconnaître les savoir-faire des habitants en la matière. L'attention d'A. Garner aux pratiques et aux positions des habitants, marins, pêcheurs et pêcheuses, s'en inspire grandement, comme de l'approche d'Alain Cabantous². Elle retient des travaux de l'historien Alain Corbin et du sociologue Jean-Didier Urbain leur analyse des représentations construites par les voyageurs et les touristes, celles d'un espace vierge, support autant que source d'expériences émotionnelles renouvelées. *Quid* de la référence aux travaux de l'historien britannique John Walton, rapidement évoqués par l'auteur, et peut-être moins familiers que les précédents au lecteur francophone ? Pour J. Walton, la géographie

historique a contribué à la compréhension des transformations du littoral, en relation avec les évolutions des transports, de la propriété terrienne ainsi qu'avec les politiques des autorités locales. Son attention aux contrastes entre les pratiques de fréquentation bourgeoises et populaires, aux frictions qu'ils suscitent, trouve un écho dans l'enquête d'A. Garner. En revanche, leurs chemins se séparent quant à la perception des sociétés locales : J. Walton les juge selon leur esprit d'entreprise et leur capacité d'expertise à l'égard du développement des stations balnéaires ; l'opposition des fermiers, petits propriétaires, commerçants et pêcheurs, n'est mentionnée qu'en tant qu'obstacle à surmonter³. Pour A. Garner, les résistances des habitants, leurs relations à l'espace, leurs compétences et leurs modes de vie valent d'être pris en considération, et respectés.

Mais comment atteindre le point de vue de ceux qui n'écrivent pas, pêcheurs, ostréiculteurs, usagers des prés salés ? Leur parole est filtrée par les auteurs de pétitions, les délibérations des conseils municipaux et les rapports des fonctionnaires. La réponse apportée n'est ni inédite ni isolée : A. Cabantous est cité à propos des pêcheurs, qu'il a qualifiés d'« hommes de l'oralité ». La voix des habitants peut être approchée à travers les documents produits par ceux qui se disent leurs porte-parole, en tenant compte des préjugés et des objectifs de ces derniers. La démonstration tire parti des alliances nouées ponctuellement avec des hommes plus à même de se faire entendre, maires, ingénieurs, fonctionnaires.

L'enquête s'appuie sur une ample documentation, composée de publications contemporaines et d'archives locales, plus rarement parisiennes. Elle s'étend au-delà du processus de transformation d'un port de pêche en station balnéaire, amorcé au milieu du XIX^e siècle, et revient sur les projets de domestication de la nature qui l'ont précédé. Le bassin d'Arcachon offrait pour cela une opportunité particulièrement intéressante, par les caractéristiques du site, son histoire et la diversité des projets qui s'y sont inscrits. Situé sur le littoral du golfe de Gascogne, le bassin constitue une petite mer intérieure, l'unique abri pour les navires entre l'embouchure de la Gironde et Bayonne.

Il s'inscrit dans une région de landes, de sables et de pinèdes créées au début du XIX^e siècle pour fixer les dunes. Les prés salés sont l'objet depuis plusieurs siècles de contentieux entre les bergers et de grands propriétaires qui les enclosent pour les mettre en culture ou y créer des réservoirs à poissons. La pêche côtière, très active, se pratique au moyen de barques non pontées, mal équipées pour affronter l'océan ; les naufrages y sont meurtriers. Enfin, le bassin est l'un des sites où l'ostréiculture, au sens de la reproduction contrôlée de l'huître, a été expérimentée aux alentours de 1860 et rapidement étendue. Les enjeux liés à l'appropriation de la plage d'Arcachon s'inscrivent ainsi dans la continuité d'autres réalités qui possèdent leurs propres enjeux.

La première partie, intitulée « L'élan colonisateur », décline ce thème autour de la mise en valeur des landes, des projets de canaux reliant les étangs de l'intérieur, de la compétition pour les prés salés, des projets de stabilisation des chenaux d'entrée du bassin, enfin des propositions de modernisation des outils de pêche, entre 1830 et 1860. L'assimilation entre colonisation intérieure et extérieure reflète les représentations contemporaines à cet égard ; elles ont pour trait commun la qualification du territoire comme un espace hostile à maîtriser, et celle de leurs habitants, sinon comme sauvages, du moins routiniers et peu éclairés. Les projets de canaux et de réaménagement des passes, initiés par des saint-simoniens et des aristocrates repliés sur leurs terres après 1830, visaient exclusivement le développement de l'agriculture et la commercialisation de ses produits ; leur échec est imputé, pour partie aux oppositions, pour partie à la méconnaissance du terrain par les investisseurs, peu enclins à prendre en considération les savoirs des autochtones.

Les capitaux s'orientent alors vers la villégiature et le loisir balnéaire, auxquels s'attache la seconde partie de l'ouvrage, « Domestiquer le rivage ». L'assignation balnéaire du site s'affirme à partir des années 1840, peu après l'ouverture du premier établissement en 1823. La voie de chemin de fer Bordeaux-La Teste, réalisée en 1841, est prolongée en 1857 jusqu'à Arcachon, dont l'érection en commune, la même année, consacre et favorise à la fois l'orientation vers le tourisme et les bains de mer. La

clientèle fortunée, recherchée par les promoteurs de la station, contribue à forger son image. Ces visiteurs, en effet, écrivent beaucoup ; ils relatent leurs impressions, leurs émotions inspirées par la lecture de Walter Scott ou Chateaubriand devant le spectacle offert par le site et les façons de vivre des autochtones. À leur intérêt pour une population présumée innocente et pacifique s'ajoute le frisson que procurent les périls auxquels s'exposent les pêcheurs.

Mais les différenciations sociales s'exacerbent dans un site rendu encore plus exigu par l'érosion progressive de la plage. Les pêcheurs, soutenus par les autorités maritimes, persistent à faire sécher leurs filets sur la plage ; ancres et chaînes l'encombrent et les filets l'empuantissent. Dans les années 1880, le chemin de fer facilite les séjours à la journée depuis Bordeaux, pour lesquels la compagnie du Midi, propriétaire de la ligne, pratique des tarifs préférentiels ; cette nouvelle clientèle, bruyante et qui dépense peu, chasse les touristes aisés vers le quartier appelé « la ville d'hiver ». Puis la clientèle des curistes, attirée à l'initiative de médecins de la région, se raréfie après la reconnaissance du caractère contagieux de la tuberculose par le corps médical. La station peine à construire et conserver une image attractive pour la bonne société, à tirer le meilleur profit des vogues du romantisme, puis de l'hygiénisme.

La chronique des jetées promenades construites entre 1846 et 1902 relève de la dimension d'histoire urbaine de l'étude ; elle rejoint le propos initial à travers le jeu des regards qu'elles suscitent. Les jetées surplombant la mer ouvrent un nouvel espace, plus vaste et plus animé que celui des rues et de la terre ferme ; elles sont le lieu privilégié où les visiteurs se mettent eux-mêmes en scène, où ils sont à la fois acteurs et spectateurs ; l'auteur se réfère ici à Dominique Rouillard, qui souligne la symétrie entre ces deux rôles⁴. Pêcheurs et ouvrières des parcs à huîtres, représentés par les cartes postales, contribuent à l'attrait de la station, en tant qu'espace de loisir et de liberté qui a su maintenir son authenticité et ses traditions. Le rappel de l'intérêt du temps pour les types humains, les costumes traditionnels réintroduit l'assimilation entre colonisation

intérieure et extérieure. En présentant ces figures comme des types intemporels, en amalgamant à la tradition des pratiques récentes, comme par exemple l'ostréiculture, la carte postale nierait l'expérience vécue des personnes, et *a fortiori* la place qu'elles ont prise dans les changements.

Le titre pouvait laisser craindre un certain schématisme, un clivage simpliste entre *outsiders* et population locale. A. Garner évite cet écueil en donnant une large place aux conflits comme aux alliances entre personnes et groupes en présence, indépendamment de leurs attaches dans la région. Ainsi, sa recherche contribue à enrichir l'histoire du littoral européen aux XIX^e et XX^e siècles, et rend compte de sa complexité en tentant de contourner la discrimination opérée par les sources entre ceux qui écrivent et ceux qui n'écrivent pas.

DANIÈLE CLOSIER

1 - Henri LEFEBVRE, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, [1974] 2000.

2 - Alain CABANTOUS, *Les citoyens du large. Les identités maritimes en France, XVII^e-XIX^e siècles*, Paris, Aubier, 1995.

3 - John K. WALTON, *The English seaside resort: A social history, 1750-1914*, Leicester/New York, Leicester University Press/St. Martin's Press, 1983.

4 - Dominique ROUILLARD, *Le site balnéaire*, Liège, P. Mardaga, 1984.

Frédéric Graber

Paris a besoin d'eau. Projet, dispute et délibération technique dans la France napoléonienne

Paris, CNRS Éditions, 2009, 417 p.

Issu d'une thèse soutenue en 2004, l'ouvrage de Frédéric Graber prend pour objet d'étude une controverse qui s'est déroulée sous le Consulat, relative au projet d'alimenter Paris en eau au moyen d'une dérivation de la rivière d'Ourcq. En choisissant d'analyser une controverse, F. Graber s'inscrit dans un courant de recherche, développé en histoire des sciences notamment, qui a démontré tant la fécondité que la portée heuristique de ce type d'approche. En mettant le désaccord au cœur de l'étude et en priviliégiant des microanalyses circonstanciées, la

démarche vise notamment à remettre en cause l'étanchéité de la frontière qui sépare les pratiques savantes des autres activités humaines et sociales. Quelle que soit sa spécialité, l'historien a, par ailleurs, pris l'habitude de faire son miel de l'abondante documentation engendrée par le conflit, la dissension constituant un moment singulier où les manières de faire, les intérêts particuliers et les convictions s'expliquent.

Volonté de Bonaparte, le projet de donner davantage d'eau à la capitale déclenche une série de polémiques qui en font rapidement une affaire protéiforme dans laquelle interviennent tout à la fois des entrepreneurs, des usagers d'un ancien canal de l'Ourcq, des administrateurs de la Ville de Paris, du département de la Seine ou de l'État, et des ingénieurs des Ponts et Chaussées. C'est avant tout aux différentes querelles que se livrent ces derniers que s'intéresse l'ouvrage. Celles-ci se déroulent principalement à l'assemblée des Ponts et Chaussées, instance chargée d'examiner les projets de travaux publics et d'émettre des avis à l'intention du gouvernement. Cet organe collégial, présidé en principe par le directeur de l'administration des Ponts et Chaussées, est le lieu de discussions de nature essentiellement technique, mais qui se chargent également de multiples autres enjeux que les disputes mettent en évidence. Renonçant à un récit à la temporalité linéaire, le livre s'organise autour de neuf chapitres. Quelques pages intercalées entre les deux premiers viennent utilement rappeler au lecteur la chronologie des événements. Chacun de ces chapitres aborde une facette particulière de l'affaire, l'ensemble permettant de varier les perspectives et échelles d'observation des différents conflits enchevêtrés les uns dans les autres.

Avec cet ouvrage, F. Graber apporte une contribution importante à l'histoire du fonctionnement d'une administration publique et aux relations particulières qui se nouent entre pouvoirs et savoirs à l'époque du Consulat, mais aussi à l'histoire des pratiques et savoirs des ingénieurs d'État. Les discordes à propos du projet du canal de l'Ourcq permettent de mettre au jour les modalités de fonctionnement ordinaires de l'assemblée des Ponts et Chaussées et les règles de civilité tacites qui

régissent habituellement son activité. L'attention portée au contexte d'expression des désaccords rend compte, en outre, du moment charnière que constitue le Consulat pour un corps d'ingénieurs qui a survécu de justesse à la tourmente révolutionnaire. Les dissensions relatives se déroulent en effet à un moment de reconfiguration administrative, marquée à la fois par la création d'une direction générale des Ponts et Chaussées, placée sous la responsabilité spéciale d'un conseiller d'État au sein du ministère de l'Intérieur, et par la mise en place d'une organisation préfectorale. Dans les départements, l'ingénieur des Ponts et Chaussées se retrouve placé à partir de 1800 sous cette double tutelle. Ce contexte singulier exacerbe les tensions entre un corps d'ingénieurs soucieux de son indépendance et de ses prérogatives et le pouvoir politique, mais attise aussi les rivalités internes au sein d'une communauté hiérarchisée. La controverse suscitée par le projet du canal de l'Ourcq ne sera d'ailleurs pas étrangère aux nouvelles modalités d'organisation du corps des Ponts et Chaussées, fixées par la loi du 25 août 1804 qui restera en vigueur près d'un demi-siècle.

Le projet du canal de l'Ourcq est marqué par l'intervention personnelle de Bonaparte, qui décide d'en confier la responsabilité à Pierre-Simon Girard, un jeune ingénieur des Ponts et Chaussées qui l'avait accompagné dans l'expédition d'Égypte. La protection personnelle dont ce dernier bénéficie, ainsi que ses méthodes parfois hétérodoxes au regard des pratiques traditionnelles du corps, contribuent à ce que les discussions techniques autour du projet s'enveniment et que les tensions s'intensifient. Les désaccords entre hommes de l'art touchent tout à la fois au choix de la rivière à dériver, au tracé à adopter et à la possibilité de creuser un canal assurant à la fois l'adduction d'eau potable et la navigation. La quantité et la qualité de l'eau que pourra fournir la future voie d'eau sont en jeu. Mais les inimitiés personnelles, les intérêts individuels, les luttes de pouvoir et les conflits de génération s'invitent également dans les débats. En braquant le projecteur sur l'activité délibérative des ingénieurs, l'ouvrage de F. Graber met en évidence une composante forte du processus d'élaboration des projets et montre

comment ceux-ci se définissent à la fois collectivement et dialectiquement. Destinée à construire un consensus sur le jugement que l'assemblée des Ponts et Chaussées est appelée à prononcer, l'activité délibérative autour du futur canal fait apparaître également des savoirs hydrauliques encore trop incertains pour trancher véritablement les questions examinées. Les évaluations de la quantité d'eau qui pourra être fournie, fondées sur des opérations de mesure ou l'application des formules en usage, divergent et ne permettent pas de départager les tenants des différentes options qui s'affrontent.

Au terme de cette minutieuse étude de cas, on regrettera peut-être que certaines pistes d'investigation aient été négligées. Si la position sociale, la trajectoire professionnelle, les aspirations ou les stratégies de Girard, principal protagoniste de cette controverse, viennent utilement éclairer les enjeux des discussions, ses adversaires comme les personnages plus secondaires ne font pas l'objet d'analyses comparables. Cette asymétrie de traitement pose, me semble-t-il, problème. Par ailleurs, peu d'attention est portée aux modalités d'écriture des comptes rendus de séances de l'assemblée des Ponts et Chaussées, qui constituent pourtant la source centrale de l'étude. Qui rédige ces procès-verbaux ? Cette mise en forme des débats ne participe-t-elle pas, elle aussi, à l'élaboration du consensus recherché et à la dynamique de construction d'un accord ? Plus généralement, c'est le rôle stratégique que jouent dans la controverse les différents écrits mobilisés ici comme sources pour connaître la teneur des débats qui aurait probablement mérité d'être plus systématiquement examiné.

NATHALIE MONTEL

Chandra Mukerji

Impossible engineering: Technology and territoriality on the canal du Midi
Princeton, Princeton University Press,
2009, 304 p.

Sociologue et professeur à l'université de San Diego, Chandra Mukerji tente dans ce livre d'étudier la construction du canal du Midi

comme un cas exemplaire de la politique territoriale, fondement de tout État moderne. Souhaitant dépasser l'analyse de Max Weber qui limite le principe de l'État au monopole de la violence légitime, elle souhaite démontrer que la construction d'infrastructures constitue également un processus qui donne forme au pouvoir social, culturel, moral et symbolique de l'État. Par la transformation du paysage, l'ingénierie, ou ce qu'elle nomme aussi la logistique, domine la nature, comme la stratégie domine les hommes : parallèlement à la monopolisation de la violence, la maîtrise des éléments naturels participe de l'élaboration de la souveraineté.

Les deux premiers chapitres reconstituent les origines de ce projet à « l'ingénierie impossible ». La raison du canal ne réside guère dans des arguments économiques. Pour C. Mukerji, la construction d'une telle infrastructure dans cette province résulte avant tout de facteurs sociaux, militaires, idéologiques, culturels et politiques. Dans une province turbulente et partiellement acquise à la Réforme, où la noblesse a souvent fait preuve d'indépendance, la mobilisation de toutes les catégories de la population en faveur d'un projet étatique, dégagé des liens clientélares, crée une dynamique sociale favorisant l'émergence d'une autorité impersonnelle (*impersonnal rule*). De même, l'édification d'un artefact grandiose et infaisable à proximité de l'ennemi habsbourgeois est une façon de magnifier la grandeur du roi et d'une France, nouvelle incarnation de l'Empire romain. Car, au départ, l'ambition affichée est de relier, au cœur de la terre, les deux mers et de permettre le contournement du détroit de Gibraltar. La transformation effective de la nature par le gouvernement est en elle-même un acte créateur de pouvoir, une « politique territoriale » constitutive du fonctionnement étatique. Mais encore faut-il être scientifiquement et techniquement capable de le réaliser.

Or, cette expertise n'est possible que si l'on parvient à fédérer différents niveaux de savoirs techniques et à les faire collaborer. Le chapitre 3 met au jour la façon dont la commission présidée par Louis-Nicolas de Clerville, par la réunion de différents acteurs dépositaires de savoirs techniques hétérogènes, a permis de mettre en forme l'idée, jusqu'alors vague, de Pierre-Paul de Riquet et Jean-Baptiste Colbert.

En le rendant techniquement crédible et politiquement acceptable par la noblesse représentée aux états, la commission a légitimé le projet et enclenché sa mise en œuvre. Cet effort aboutissant à une intelligence collective impersonnelle fut d'autant plus tangible dans l'édification matérielle de l'aménagement.

Ainsi, les chapitres 4 à 7, cœur de l'ouvrage, dressent une histoire à la fois technique et sociopolitique de la construction du canal, de la pose de la première pierre en 1666 à la mort des principaux protagonistes : Clerville (1677), Riquet (1680) et Colbert (1683). D'une part, elle met au jour le rôle central des paysans et des artisans pyrénéens dans la résolution des problèmes hydrauliques à grande échelle. Les nommant les « nouveaux romains », bâtisseurs ignorés, voire méprisés, de la « nouvelle Rome » française, C. Mukerji postule une continuité entre les habitants, notamment les femmes, des provinces montagnardes du XVII^e siècle, employés aux travaux du canal, et les Romains s'étant installés dans la région un millénaire et demi plus tôt : la mobilisation de la culture populaire de ces catégories illettrées, détentrices d'un savoir-faire hydraulique hérité de la colonisation romaine, a seule été en mesure d'assurer la réussite de l'entreprise. Écornant le mythe d'un Riquet, acteur unique et génial d'une œuvre démesurée, cette thèse repose sur quelques exemples précis (notamment celui des écluses en escalier de Fonseranes, bâties sous la conduite de deux paysans illettrés), mais elle aurait mérité d'être davantage étayée. Quoi qu'il en soit, l'auteur montre bien comment les aléas et les multiples difficultés techniques du projet n'ont pu être surmontés que par une forme d'intelligence collective qui aurait réussi à fusionner les cultures populaires, l'expérimentation technique et le savoir scientifique.

D'autre part, en parallèle de cette histoire technique, C. Mukerji explicite les relations conflictuelles, au sommet, entre Riquet et Colbert. S'ils ne peuvent se passer l'un de l'autre sans détruire leur projet commun, il n'en reste pas moins que leurs objectifs ont souvent divergé. Quand le premier cherche par tous les moyens à défendre ses intérêts, son image et son nouveau statut, en désobéissant régulièrement au contrôleur général (comme pour le

percement du tunnel de Malpas), le second tente simplement d'achever la construction pour en tirer au plus vite, aux moindres frais, les fruits politiques. D'où la guerre froide entre les deux hommes et les nombreux « espions » (Clerville ou Alexis de La Feuille) que le ministre envoie pour brider les outrances du fermier général. Pourtant, l'un et l'autre ont finalement atteint post-mortem leurs objectifs.

Riquet a su devenir un mythe : celui de l'humble serviteur qui a porté son nom au plus haut par son mérite et son génie. Et Colbert est parvenu à achever le canal, à pacifier le Languedoc, et à en faire le symbole de la puissance royale comme de l'efficacité de la gouvernance administrative (*stewardship*). Ces deux aspects sont notamment développés dans le chapitre 8, où l'auteur décrit comment le canal a été achevé en 1681, complété (notamment par Vauban et Antoine de Niquet), puis mythifié dès la fin du XVII^e siècle. Fondé sur l'analyse de quelques cartes, particulièrement celle d'Antoine François Andreossi de 1681, la gloire de cette réalisation se fonde plus sur la présence au cœur du paysage tourmenté du Languedoc de cette voie d'eau rationnelle et géométrique, que sur son utilité économique qui n'est pensée qu'à partir du XVIII^e siècle. La construction du canal du Midi fut un geste politique auto-créateur d'un pouvoir étatique impersonnel et collectif, plus qu'un aménagement dont on aurait calculé à l'avance les effets. D'ailleurs, dans le dernier chapitre, C. Mukerji théorise la fonction constitutive du canal comme exemplaire du pouvoir impersonnel de l'État. La maîtrise de l'ordre naturel, comme la régulation des eaux, fut un processus immanent de construction du pouvoir et du savoir. Ce ne fut pas parce qu'on mobilisa un savoir préexistant qu'on put achever cette œuvre impossible et en faire le symbole concret du pouvoir de l'État ; mais ce fut dans l'acte lui-même de construction de l'aménagement que les moyens sociaux et techniques s'auto-produisirent.

Particulièrement séduisant, cet essai, fondé principalement sur les archives du canal du Midi, recèle parfois un certain nombre de défauts. Au-delà de quelques anachronismes (Riquet « fonctionnaire » ou parler de Midi-Pyrénées au XVII^e siècle), la méthode consistant

à retracer l'histoire détaillée de la construction du canal et à mener une étude de cas exemplaire d'une problématique de sociologie politique intemporelle aboutit à minimiser le caractère historique et singulier du canal du Midi. Car cette théorie fonctionnelle moins bien pour d'autres canaux. Ainsi, dans la France de la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'ouverture d'une voie d'eau artificielle procède-t-elle d'un fonctionnement étatique bien différent de celui du siècle précédent : la raison patrimoniale à visée symbolique et stratégique de la construction d'un canal a alors laissé la place à la nouvelle raison économique, libérale, où le rôle de l'État n'est plus de s'imposer, mais d'agir en vue de garantir l'exercice libre du jeu naturel entre les intérêts particuliers, au bénéfice de tous. Néanmoins, même si une plus grande diversité des sources aurait apporté peut-être d'autres éclairages (comme par exemple, le tableau de la jonction des deux mers dans la galerie des Glaces, près du salon de la paix), ce travail constitue une étude d'histoire-sociologie des sciences originale, bien menée et stimulante, qui accorde à la nature un rôle à part entière dans la construction du pouvoir étatique.

ÉRIC SZULMAN

Antonio Lazzarini

Boschi et politiche forestali. Venezia e Veneto fra Sette e Ottocento

Milan, FrancoAngeli, 2009, 218 p.

Depuis plusieurs décennies, l'approvisionnement en bois de Venise a fait l'objet de nombreuses recherches qui ont permis de mieux comprendre les rapports complexes entretenus par la ville avec son arrière-pays. L'extension de ses réseaux d'approvisionnement durant la Renaissance et au début de l'époque moderne est désormais bien connue, par exemple par les travaux de Philippe Braunstein, Karl Appuhn, Katia Occhi ou Mauro Agnoletti. Enseignant l'histoire contemporaine à l'université de Padoue, Antonio Lazzarini s'est quant à lui concentré sur la période du XVIII^e et du XIX^e siècles, à un moment où les tensions sur le marché du bois atteignent leur paroxysme.

Dans cet ouvrage, il nous offre cinq des articles qu'il a publiés depuis une dizaine d'années autour du thème de l'approvisionnement en bois et des politiques forestières. Ce type d'ouvrage n'évite naturellement pas les répétitions, mais sa sélection garde une réelle unité, en livrant au public des textes initialement parus dans des publications plus confidentielles.

Le choix de Venise et de son bassin d'approvisionnement s'avère être d'un grand intérêt. À la fin du XVIII^e siècle, Venise est encore une grande métropole, avec environ 150 000 habitants, ce qui justifie des besoins en bois de feu toujours importants, pour la cuisson des aliments et le chauffage. Bâtie sur l'eau, la cité demande beaucoup de bois d'œuvre pour les fondations des édifices, le soutènement des terres ou les défenses contre la mer. Puissance navale toujours reconnue, elle exige une quantité impressionnante de bois de marine, tant pour la construction civile que militaire, en raison notamment du renforcement de la flotte avec la reprise des opérations navales contre les pirates barbaresques. Il faut ajouter enfin de nombreux besoins industriels pour la verrerie de Murano, les ateliers de majolique, les fours à chaux, les briqueteries, ou les forges et fourneaux de la Monnaie et de l'Arsenal...

L'importance des besoins en bois explique la pénétration économique pluriséculaire de Venise sur la « terre ferme » et une pression de plus en plus forte sur les montagnes, loin en amont, le long des rivières du Piave, la Brenta en particulier, mais aussi l'Adige, le Tagliamento et la Livenza, pour aller jusqu'aux territoires impériaux du Trentin et du Tyrol méridional, en s'affranchissant même des frontières politico-administratives. L'auteur montre alors avec précision comment les trafics répondent à la fois à des logiques économiques et géographiques, à la richesse du commerce vénitien et à la conformation physique du pays. Au fil des siècles s'est mis en place un système d'approvisionnement complexe répondant à la diversité de la demande. En raison de leur caractère pondéreux, les bois sont essentiellement acheminés par la voie d'eau, fluviale et maritime. Si les chênes nécessaires à la construction navale sont encore recherchés le long du littoral, jusqu'aux confins illyriques, la majeure partie du bois arrive des montagnes et des col-

lines par les rivières et les torrents, tous les affluents des grands fleuves étant sollicités. La convergence des flux conduit à la mise en place d'un système qui résiste durant presque tout le XIX^e siècle et même en partie au début du XX^e siècle, en dépit de la modernisation des grandes voies de communication transalpines, comme la route d'Allemagne et la voie ferrée, le flottage se terminant seulement avec l'installation des centrales hydroélectriques.

L'auteur montre aussi que l'ampleur des besoins conduit à une pression croissante sur le patrimoine forestier. Au début du XIX^e siècle, les forêts publiques réservées depuis les XV^e et XVI^e siècles pour l'approvisionnement de l'Arsenal (auxquels s'ajoutent quelques forêts en Frioul et dans les Alpes vénitienes) apparaissent désormais fortement dégradées. En forêt de Caiada, les mélèzes et les sapins ont pratiquement disparu, il ne reste que de jeunes peuplements et du hêtre. Dans celle de Somadida, les mélèzes ont été coupés à la fois dans la vallée et dans les zones les plus inaccessibles, le déboisement causant des glissements de terrain, des alluvionnements et des inondations. Dans le Cansiglio, les sapins sont restés intacts dans les secteurs les plus inaccessibles, en raison de l'énorme difficulté d'extraction et de l'absence de route, mais les arbres ont fini par mourir sur pied par manque d'intervention. Comme ailleurs en Europe, cette période est alors marquée par une prise de conscience de la réduction de la ressource en bois, du danger de son épuisement, mais aussi des risques liés au déboisement des montagnes. Cette question prend une ampleur considérable au début du XIX^e siècle. À partir des années 1810, les travaux de Francesco Mengotti, notamment son *Idraulica fisica e sperimentale* (1816), apportent un bilan technique précis sur les relations entre le déboisement des versants et les phénomènes érosifs, la torrentialité montagnarde ou le régime des cours d'eau. À bien des égards, les positions de Mengotti apparaissent comparables à celles d'Alexandre Surell dans son *Étude sur les torrents des Hautes-Alpes* (1841). Comme en France, ce débat conduit à la dénonciation de la propriété communale, des pratiques pastorales et du surpâturage. Mais il débouche aussi sur la critique des méthodes sylvicoles, notamment l'exten-

sion des coupes à blanc dans les hautes futaies, qui engendre un rajeunissement inconsidéré des peuplements, mais aussi des désastres hydrogéologiques. En raison de son ampleur, cette question est mieux prise en compte par l'administration forestière locale dès le milieu du XIX^e siècle.

L'importance des besoins justifie aussi la mise en place d'une structure technico-administrative fortement ancrée sur le territoire, qui assure une tutelle croissante sur les forêts publiques et communales. L'ampleur chronologique de l'analyse permet de constater qu'en dépit des vicissitudes des régimes politiques, la question des bois reste longtemps d'actualité. Dans ses derniers jours, la Sérénissime cherche toujours à intervenir plus efficacement en matière d'approvisionnement, notamment par la réforme forestière de 1792 qui crée pour la première fois une structure forestière unitaire. En 1798, l'Autriche reprend la législation vénitienne sans aucune modification significative, en dépit de projets d'élaboration d'une nouvelle loi sur les forêts. La période napoléonienne conduit quant à elle à l'imposition du système français, avec la loi du 27 mai 1811. Cette législation reste ensuite en vigueur durant toute la période Habsbourg, avec de légères retouches. Celle-ci est aussi marquée par la naissance d'un véritable corps forestier, organisé selon des critères hiérarchiques, distribué selon un mode organique sur le territoire et doté désormais de compétences scientifiques et techniques, puisque formé tour à tour par l'Académie d'agriculture, par l'université de Padoue, puis à l'École forestière de Mariabrunn, près de Vienne.

En croisant des approches historiques, géographiques, économiques, sylvicoles et institutionnelles, cet ouvrage montre bien que la question de l'approvisionnement en bois s'étend à tous les domaines, les dynamiques en jeu dans l'aire vénitienne s'apparentant fortement à celles rencontrées au même moment dans le Bassin parisien ou sur l'axe rhénan. À l'échelle d'un territoire cohérent, il permet de mieux comprendre quelles sont les logiques à l'œuvre dans une question aussi stratégique que celle des ressources naturelles.

JÉRÔME BURIDANT

Christine Rendu

La montagne d'Enveig. Une estive pyrénéenne dans la longue durée

Canet, Trabucaire, 2003, 606 p.

Dix années ont passé depuis la publication de la thèse de doctorat dont est issu cet ouvrage, mais le texte de Christine Rendu n'a perdu en rien de son intérêt et garde au contraire la valeur d'un jalon fondamental dans le domaine de l'archéologie en montagne. Ce travail s'inscrit en effet dans le courant des associations formées en France dans les années 1980-1990 par des archéologues, historiens, géographes et paléoécologues et qui ont débouché sur des travaux renouvelant l'approche de l'archéologie agraire et des paysages, et plus largement celle des problématiques environnementales sur la longue durée. Les programmes interdisciplinaires furent le creuset de cette construction méthodologique et théorique, et le lieu d'une production considérable de nouvelles données.

Le livre de C. Rendu retrace ce cheminement intellectuel qui l'a conduit du projet initial d'une étude classique du patrimoine pastoral à l'élaboration d'une approche archéohistorique, puis paléoenvironnementale, d'objets jusqu'alors très peu étudiés : la cabane pastorale et, d'une façon générale, les vestiges de l'occupation pastorale en haute montagne. En effet, jusqu'aux années 1980, l'archéologie s'était largement désintéressée de cette question. Les fouilles ayant produit des données sur le pastoralisme et l'agriculture dans les hautes vallées des Pyrénées, par exemple, correspondaient à des sites de basse altitude comme l'abri de Dourgne en vallée de l'Aude (700 m) ou la Balma Margineda en Andorre (970 m). L'occupation de l'espace pastoral restait un thème ignoré, car malaisé à aborder, les vestiges en étant considérés *a priori* comme fugaces et sans grand intérêt archéologique.

Confrontée à un champ de recherche pour lequel manquaient les cadres méthodologiques comme les simples informations comparatives, C. Rendu a commencé à pas comptés, se focalisant sur un territoire bien précis : une estive entre 1 600 et 2 400 m d'altitude, laissant de côté les habitats de hameaux et terroirs cultivés.

Elle a entamé une approche monographique, fouillant cabane après cabane, pratiquant une « archéologie du tas de cailloux » pour pouvoir enfin décrypter les modes de construction et la chronologie de l'occupation du site. Dans sa démarche, elle a en fait appliqué le principe d'une micro-histoire régressive, travaillant parallèlement aux fouilles sur une ethnologie des pratiques pastorales contemporaines (en Cerdagne et en Ossau) et sur une analyse des données historiques qui pouvaient éclairer les pratiques des siècles précédents. Cette simple approche a suffi à éclairer une apparente contradiction entre deux évidences. D'une part, l'ancrage très ancien des pratiques dans un territoire : la continuité des gestes et des savoirs, la convivialité étroite avec les lieux et les bêtes, la logique de conduite du troupeau et de la construction des enclos et cabanes. D'autre part, la mobilité des systèmes pastoraux sur la durée de quelques siècles, battant en brèche l'idée d'un pastoralisme traditionnel immuable : les rapides mutations contemporaines, dans un contexte de dépeuplement agricole, les changements considérables du XIX^e et du début du XX^e siècle (irrigations, nouvelles cultures et races de bétail, développement laitier), mais aussi, dès le Moyen Âge, les transformations induites par l'incorporation aux domaines des grandes abbayes cisterciennes.

Les fouilles stratigraphiques et les datations par mobilier ou par le carbone 14 ont très vite offert une plongée inespérée dans la longue durée, révélant une chronologie des habitats et enclos sur une période qui recouvre toute l'histoire agraire de la Cerdagne, du Néolithique au XIX^e siècle, souvent sur les mêmes emplacements. Dans cette longue durée, la chronologie des cabanes, mais aussi leurs formes et l'aménagement général des sites pastoraux, ont montré des alternances de longues phases de stabilité et de mutations rapides ; des typologies ont pu émerger, permettant de corréliser les cabanes et les systèmes pastoraux successifs : élevages laitiers ou non, bovins ou ovins, grandes transhumances ou remues locales... Une nouvelle étape de la compréhension de cette longue durée fut l'association avec les paléoécologues : réalisation de sondages palynologiques dans les tourbières étagées sur le ver-

sant, étude anthracologique des foyers et des vestiges de charbonnières. Au-delà des microsites des cabanes, c'était l'ouverture sur un décryptage des évolutions de l'espace pastoral à l'échelle de l'ensemble du versant, attestant d'une exploitation large dès le Néolithique et des phases de déboisement ou d'exploitation de la forêt pour la métallurgie¹. La convergence interdisciplinaire entre archéologie et géo-histoire de l'environnement a permis une spatialisation des dynamiques et un affinement de la chronologie, montrant la précocité du pastoralisme dès le début du V^e millénaire, puis les phases d'intensification et de reflux, avec une grande phase de structuration à l'âge du Bronze, jusqu'aux pics de croissance médiévale et moderne, quand les estives sont investies par la grande transhumance. C'est aussi un nouveau regard sur les pratiques pastorales dans des espaces largement forestiers dans les premiers temps, puis se construisant par le déboisement en mosaïque, la gestion par le feu qui s'installe dès les origines, la mise en place à partir de la fin du Moyen Âge des modes d'exploitation intensifs et très réglementés qui vont devenir ce qui est considéré au XX^e siècle comme « traditionnel ».

Cet ouvrage tout à fait passionnant est donc un jalon, car les recherches archéo-pastorales ont progressé depuis, notamment dans le cadre de divers programmes collectifs de recherche. Le travail à grande échelle a été approfondi sur ce versant emblématique d'Enveig et la problématique s'est élargie à de nouveaux terrains (Pyrénées centrales et béarnaises, Pays basque)². Le champ interdisciplinaire tracé par les approches anthropo-archéo-pastorales et la géohistoire de l'environnement a profondément renouvelé au cours des deux dernières décennies notre connaissance de la construction anthropique des terroirs montagnards, et en particulier le chaînon qui semblait au début le plus mystérieux : les pâturages. La même dynamique scientifique est à l'œuvre sur le versant sud des Pyrénées, dans les autres montagnes françaises (Alpes, Massif central) ou européennes. C'est un véritable renversement des représentations et connaissances de la montagne qui a été accompli, balayant les images de nature qui pesaient (et continuent

de peser encore) sur la montagne et mettant cet espace au cœur des processus d'anthropisation sur la longue durée.

JEAN-PAUL MÉTAILLIÉ

1 - Bernard DAVASSE, Didier GALOP et Christine RENDU, « Paysages du néolithique à nos jours dans les Pyrénées de l'Est d'après l'écologie historique et l'archéologie pastorale », in J. BURNOUF, J.-P. BRAVARD et G. CHOUQUER (éd.), *La dynamique des paysages protohistoriques, antiques, médiévaux et modernes*, Sophia Antipolis, APDCA, 1997, p. 577-599.

2 - Carine CALASTRENC *et al.*, « Archéologie pastorale en vallée d'Ossau. Problématiques, méthodes et premiers résultats », *Archéologie des Pyrénées occidentales et des Landes*, 25, 2006, p. 11-30 ; Marie-Claude BAL *et al.*, « Paleosol charcoal: Reconstructing vegetation history in relation to agro-pastoral activities since the Neolithic: A case study in the Eastern French Pyrénées », *Journal of Archaeological Science*, 37-8, 2010, p. 1785-1797 ; Florence MAZIER *et al.*, « Multidisciplinary approach to reconstruct pastoral activities using modern analogs: An example from the Pyrenean mountains (Pays Basque) », *The Holocene*, 19-2, 2009, p. 171-188.

Roberta Cevasco

Memoria verde. Nuovi spazi per la geografia
Reggio Emilia, Diabasis, 2007, 318 p.

Mêlant une juste ambition théorique et une solide expérience méthodologique et empirique, ce livre se veut une proposition de renouvellement de la géographie historique à travers l'exploration d'un nouveau champ, l'écologie historique. Spécialiste de géographie et des sciences naturelles, l'auteur synthétise ici le fruit de recherches personnelles et collectives développées depuis une vingtaine d'années en Italie, plus particulièrement dans la région des Apennins ligures et émiiliens, et en Europe (notamment en Norvège, en Angleterre, en Allemagne et en France). Elle structure une réflexion épistémologique approfondie sur les concepts, méthodes et problématiques mobilisés pour décrire l'évolution du milieu naturel et sa gestion par les sociétés locales. Si le propos vise l'énoncé de principes généraux, fondateurs d'un nouveau champ disciplinaire, il prend appui sur de nombreux exemples

d'études de terrains. Par ailleurs, l'ouvrage, inscrit dans une démarche de recherche fondamentale, prétend déboucher sur des enseignements utilisables dans l'aménagement et les projets de développement durable du territoire, ce que confirme Alberto Magnaghi, spécialiste de planification territoriale, dans la préface du livre.

La « mémoire verte » désigne la capacité de la végétation à témoigner des manipulations qu'elle a subies au fil du temps. À travers cette expression s'affiche un double objectif. Il s'agit tout d'abord de sortir de la vision « naturaliste » de la nature, qui a dominé les recherches environnementales, et de réincorporer le rôle de l'homme dans le façonnement du milieu. D'autre part et surtout, l'analyse des caractéristiques de l'environnement doit intégrer l'évolution historique, afin de déchiffrer les dynamiques d'interaction entre le milieu naturel et la société. Ainsi, la présence en un site donné de telle espèce végétale, comme le pied de chat (*Antennaria dioica*), n'apparaît pas, ainsi qu'une vision erronée pourrait le laisser croire, comme une plante témoin d'un état naturel originel (comme une plante sauvage), mais elle est l'indication et la mémoire d'une exploitation antérieure fondée sur une agriculture temporaire utilisant le feu et sur le pacage des ovins. Procédant selon une démarche pluridisciplinaire et régressive qui sera évoquée plus loin, il est donc possible de reconstituer le patrimoine environnemental d'un espace et la manière dont il s'est transmis jusqu'à aujourd'hui.

L'ouvrage consacre un ample développement à l'analyse historiographique des courants de pensée auxquels puise – tout en s'en distinguant – l'écologie historique. Cette étude constitue une mise au point fort informée et stimulante sur les différentes approches mises en œuvre de par le monde depuis une cinquantaine d'années, notamment par le groupe de chercheurs en archéologie, histoire, géographie et botanique qui, dans l'actuel Laboratoire d'archéologie et d'histoire environnementale de l'université de Gênes, ont forgé les bases de l'écologie historique italienne. Celle-ci emprunte beaucoup à l'*historical ecology* britannique développée par Oliver Rackham dans les années 1960 et, dans une moindre mesure,

aux travaux de géographie des écosystèmes mis en œuvre par le géographe Georges Bertrand à l'université de Toulouse. D'autre part, la méthode d'histoire régressive élaborée par Marc Bloch et sa contribution à la structuration du concept de paysage demeurent des références toujours pertinentes. Il s'agit de reconnaître les traces des systèmes de culture du passé à travers l'analyse de la couverture végétale. D'autres approches sont jugées importantes, par les sources ou les méthodes qu'elles mobilisent. Mais l'écologie historique s'en distingue par sa problématique spécifique. Ainsi, si la phytosociologie fournit des connaissances précieuses relatives à la composition floristique à l'échelle topographique, son objectif est l'identification d'espèces caractéristiques d'un milieu et la mise au point d'une typologie des associations végétales. Mais l'écologie historique ne peut se satisfaire des notions de climax, de séries évolutives progressives et régressives qui présupposent un état d'évolution idéal et oblitèrent la réalité complexe de l'évolution historique d'un milieu et des pratiques qui s'y développent. De même, la perspective de l'écologie du paysage ou celle du *cultural landscape*, cette dernière réintroduisant pourtant la dimension historique, sont rejetées en raison de leur appréhension trop généralisante et de la séparation établie entre le patrimoine naturel et le patrimoine culturel.

Forte de ces usages critiques des champs de recherche qui l'ont précédée ou lui sont contemporains, l'écologie historique génoise se développe en affirmant ses propres choix et normes. L'un de ses principes essentiels est la pratique soutenue de l'interdisciplinarité, qui associe géographie, botanique, histoire et archéologie. Sa constitution en champ de recherche original doit beaucoup au séminaire permanent d'histoire locale mis en place par Edoardo Grendi à l'université de Gênes. Appuyée sur la *microstoria* et l'histoire locale avec lesquelles elle entretient des rapports étroits, elle privilégie l'échelle topographique et le concept de site, au sens d'unité spatiale porteuse des traces archéologiques témoignant de l'usage des ressources environnementales. On peut regretter que l'exclusivité de cette échelle dans la méthode de l'écologie historique italienne ne soit pas plus interrogée. Certes,

nous comprenons que le site n'est pas seulement un outil approprié à la collecte et au traitement des sources et qu'entre autres vertus heuristiques, il permet de saisir les dynamiques temporelles de la transmission ou des changements du patrimoine environnemental. Mais la démarche ne contribue-t-elle pas à essentialiser une catégorie d'analyse, aux dépens d'une lecture multiscalaire ? Quelles sont les conséquences de cette verticalité du regard ? Par ailleurs, l'écologie historique met en avant le processus d'activation des ressources comme l'un des principes clés de l'interprétation des évolutions environnementales des sites. Par-delà la fécondité d'un tel instrument d'analyse, qui n'est pas en cause, on peut s'interroger sur la nouveauté de cet « espace » pour une géographie dont il faut se souvenir du paradigme possibiliste tel qu'il a été développé dans le contexte français. Malgré le déficit d'explicitation théorique de celui-ci par la géographie classique, des études ont fait date dans l'illustration de l'exploitation par l'homme des ressources du milieu dans une perspective de durabilité. Sans oublier le legs étonnant d'un auteur comme Patrick Geddes, tel que Massimo Quaini l'exhume avec justesse à la fin du livre, aujourd'hui encore, les études de géographie de l'environnement pactisent volontiers avec l'histoire et l'archéologie pour développer des analyses sur la longue durée de la gestion de l'environnement local. À cet égard, l'ouvrage invite à examiner le lien entre le mode et le contenu des études environnementales et les relations interdisciplinaires dans les différentes traditions nationales. Vue depuis la France où l'histoire et la géographie ont une longue expérience de proximité, l'écologie historique n'apparaît pas comme une avancée aussi significative qu'elle l'est probablement de l'autre côté des Alpes.

En revanche, nous pouvons considérer comme un modèle exemplaire la méthode de croisement des sources formalisée et illustrée par cet ouvrage dans le cadre des zones montagneuses ou humides de l'Apennin ligure et émilien : de la cartographie historique aux diagrammes polliniques, des sources sédimentaires aux fonds textuels classiques, des inventaires toponymiques au recueil de témoignages oraux, les études réunies dans cet ouvrage

dénotent une virtuosité avérée dans la confrontation des données. L'innovation des analyses se mesure également à l'aune de celle des techniques utilisées : stratigraphies archéologiques, systèmes de datation, géoréférencement des données, etc. Ainsi, c'est véritablement une nouvelle géographie historique qui s'affirme à travers cette exploration de la « mémoire verte ».

MARIE-VIC OZOUF-MARIGNIER

Pierre Morlon et François Sigaut

La troublante histoire de la jachère. Pratiques des cultivateurs, concepts de lettrés et enjeux sociaux

Dijon/Versailles, Educagri éditions/
Éditions Quae, 2008, 324 p.

Troublante pour plusieurs raisons que cette histoire écrite par deux agronomes. Pour tout historien, il sera probablement choquant – à la lumière de la complexe reconstruction que les deux auteurs ont réussi à accomplir dans la première partie du livre intitulée « La jachère, histoire d'un contresens » – de voir Marc Bloch et Georges Duby se laisser piéger par une interprétation historique erronée du sens du mot « jachère ». Un terme qui a désigné au cours du temps des notions contradictoires, et que Pierre Morlon et François Sigaut replacent dans une histoire non évolutive des systèmes de culture céréalière en France, mais aussi dans la péninsule Ibérique, les îles Britanniques et les pays limitrophes de langue germanique, offrant des clés pour une nouvelle lecture de la géographie des systèmes céréaliers européens sous l'Ancien Régime.

Parfois synonyme de friche, elle apparaît chez les agronomes et dans les dictionnaires généralistes du XVI^e siècle comme une « terre en repos », puis prend un sens nouveau à la fin du XVIII^e siècle dans des textes qui classeront les sols de la jachère comme incultes, jusqu'à son acception officielle et actuelle de « terrain abandonné » dans les documents administratifs qui suivent le tournant du *set aside* inauguré, à partir de 1992, avec la PAC. Action technique à l'origine ou, plus précisément, ensemble d'actions pratiques visant à préparer les sols pour la culture des blés, le terme « jachère » en

vient à signifier l'exact opposé : une absence totale d'action.

On le sait, cette altération de sens a pour étape fondamentale l'abolition des droits d'usage collectifs « de parcours » par les grands propriétaires dans un contexte général de « lutte contre l'inculte » : à l'époque de Jean Augustin Victor Yvart (1764-1831) et de Louis Augustin Bosc d'Antic (1759-1828), le discours technique des agronomes sur la jachère devient nettement idéologique ; en revanche, on sait moins que, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la majeure partie des cultivateurs français ignore encore complètement le mot « jachère ».

Il ne s'agit donc pas d'une histoire purement lexicale, mais d'une application élégante de cette « technologie historique de l'agriculture » à laquelle F. Sigaut invitait, dès 1975, les historiens, les archéologues (et les géographes, avant leur disparition de la scène historiographique !) avec le volume, inégalé à ce jour, sur *L'agriculture et le feu*. Une proposition qui, depuis lors, semble rencontrer quelques difficultés au sein d'une historiographie toujours plus prompte à étudier les représentations plutôt que les procédés matériels. Ce livre permet, à tout le moins, de suggérer de nouvelles pistes de méthode¹.

La littérature agronomique est utilisée dans une double optique : d'une part, pour observer les discours sur la société locale (plus précisément régionale) et, de l'autre, pour croiser ces discours avec les définitions données par les dictionnaires contemporains. En employant des termes techniques, on tient compte de la diversité spatiale (du pays à la région, jusqu'aux grandes aires linguistiques), de la diversité sociale (les conflits entre cultivateurs, propriétaires terriens, agronomes « gens de la ville ») et de la logique technique des systèmes de culture. Les questions posées sont on ne peut plus pertinentes, et l'on assiste à un exercice suivi d'ethnographie historique : « Lorsqu'un auteur emploie le mot jachère ailleurs que là où les cultivateurs l'utilisaient, de quoi parle-t-il exactement ? Et avec les mots de qui ? » (p. 20).

L'analyse intertextuelle est serrée et fait apparaître trois niveaux, sans cesse présents : le premier est descriptif (par l'analyse du vocabulaire), le deuxième incitatif et le troisième interprétatif ; des niveaux qu'il faut déchiffrer et distinguer dans les textes des divers auteurs.

Cet exercice est recommandé pour qui souhaite lire la riche anthologie qui compose la seconde partie du volume. Les auteurs déclarent d'ailleurs ouvertement et à plusieurs reprises leurs intentions didactiques. Certes, eu égard à la variété des espaces, l'analyse des liens qu'entretiennent les pratiques de jachère avec chaque localité et chaque terroir nécessiterait d'autres sources que les seuls textes agronomiques (des archives publiques et privées, des plans, une observation directe, des expérimentations, etc.); mais les auteurs sont restés fidèles à un choix d'échelle d'observation préliminaire et, surtout, à un choix de sources dont ils reconnaissent les limites : « Le raisonnement technique en acte [...] est une grille de lecture qui permet de s'orienter dans le dédale des pratiques, mais qui ne prétend pas les expliquer » (p. 103). Il s'agit ici d'identifier les pratiques de production des agricultures européennes anciennes : F. Sigaut et P. Morlon s'intéressent ensuite à la structuration des pratiques locales en techniques, et suivent certaines étapes de leur institutionnalisation technique, juridique et administrative.

Aujourd'hui, la méthode de la technologie historique de l'agriculture pour l'identification des pratiques historiques s'est complexifiée et ouvre donc de nouvelles possibilités pour les travaux de recherche, en distinguant notamment entre « externalités » et fonctions des pratiques productives. Les fonctions sont directement et diversement productives (mixtes, céréalières, fourragères, etc.). Les « externalités » – un concept emprunté au vocabulaire économique, et qui devrait passer à la géographie avec le sens précis que les auteurs lui donnent ici – sont considérées comme des effets secondaires reconnaissables dans les sols (par exemple, le stockage des eaux) ou dans la végétation spontanée (par exemple, l'élimination d'adventices, les effets sur le stock des semences). S'il est possible d'en tirer une généralisation (et de la traduire dans le jargon de l'écologie historique), il s'agit d'effets sur l'écologie des ressources environnementales activées par les différentes pratiques de la jachère. Le but de l'analyse historique (mais aussi agronomique, archéologique, etc.) réside désormais dans l'attribution (ou la réattribution) d'une intentionnalité (ou à l'inverse une non-intentionnalité) aux acteurs

de ces effets (les externalités). Les auteurs nous offrent un outil analytique pour « accéder à des raisonnements qui se manifestent plutôt dans ce que [les cultivateurs] font que dans ce qu'ils disent ». C'est bien ce point de vue qui contribue le plus aujourd'hui à l'intérêt nouveau pour la redécouverte des raisonnements techniques locaux : il faut ainsi « revenir non pas aux techniques des aïeux mais à la façon dont ils les raisonnaient » (p. 103).

Le livre offre une grille méthodologique qui permet de nuancer les deux visions, toutes deux trop chargées idéologiquement, qui s'opposent aujourd'hui en histoire de l'agriculture et selon lesquelles les agricultures de l'Ancien Régime sont considérées soit comme « naturelles » (ou « durables »), soit comme un passé fait de famines et de faible productivité. Au contraire, à partir de reconstructions historiques fines des systèmes de production céréalières et de leur agencement avec un espace rural plus étendu (pastoral et forestier), l'on a pu aboutir à divers résultats d'ordre général. Entre autres, est établi de manière définitive que, dans les agricultures européennes du XVI^e au XIX^e siècles, il n'y a jamais eu d'espace laissé à l'abandon. L'occupation agricole des ressources du terroir était totale. Ces résultats rendent également troublantes les questions que le livre pose sur l'avenir de l'agriculture européenne : nous assistons aujourd'hui aux effets d'une distorsion totale de sens – parallèle à celle subie par la jachère – lorsque l'on essaie de comprendre les processus environnementaux qui affectent les espaces cultivés à l'abandon. On a affaire ici à des ressources environnementales qui se trouvent à un stade de post-culture, mais qu'une nouvelle dérive lexicale, non moins responsable que certaines décisions politiques bien précises, continue de nous présenter comme des espaces naturels, en phase de renaturalisation, voire, ce qui est pire encore, comme la « nature » elle-même.

DIEGO MORENO

traduit par GUILLAUME CALAFAT

1 - François SIGAUT, *L'agriculture et le feu. Rôle et place du feu dans les techniques de préparation du champ de l'ancienne agriculture européenne*, Paris/La Haye, EHESS/Mouton, 1975. Pour des exemples

récents, dans un champ historiographique certainement plus complexe, voir les positions de Georges COMET (éd.), *L'outillage agricole médiéval et moderne et son histoire*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2003, et celles d'un géographe tel que Jean-René TROCHET, *Les campagnes en France et en Europe. Outils, techniques et sociétés du Moyen Âge au XX^e siècle*, Paris, PUPS, 2008. On peut toutefois se demander ce que ces ouvrages doivent précisément à la méthodologie de la technologie historique.

Sarah T. Phillips

This land, this nation: Conservation, rural America, and the New Deal

New York, Cambridge University Press, 2007, XI-289 p.

Aux États-Unis, après les années 1910-1920 marquées par une intense activité agricole, l'action combinée de la crise économique, de la désertification et de l'appauvrissement des sols suscita le besoin d'une véritable réhabilitation de ce secteur. Inscrite dans les trois R's (*relief, recovery and reform*) du New Deal, la politique de conservation ne concerne pas seulement l'amélioration des pratiques de culture. Comme le montre Sarah Phillips, elle est d'abord le résultat de la combinaison entre une certaine idée de l'économie nationale et une conscience économique-environnementale incarnée par les institutions créées à cet effet (comme le Natural resources conservation service) ou dans la ré-assignation des rôles d'institutions plus anciennes (comme le Bureau of agricultural economics ou l'United States department of agriculture).

Les nombreux historiens qui se penchèrent sur la *Progressive Era* ont relégué la politique de conservation à la périphérie des débats et des actions du New Deal, préférant lire les événements à travers la grille des modèles économiques ou de l'efficacité des réformes, elles-mêmes souvent abordées d'un point de vue monolithique. L'essai de S. Phillips constitue non seulement une excellente analyse en histoire environnementale et politique, mais il permet aussi de re-situer la conservation parmi les priorités centrales du New Deal. S. Phillips offre une lecture nouvelle des politiques envi-

ronnementales et de la modernisation rurale, considérées à l'intérieur d'un véritable mouvement politique qui promeut « une utilisation durable et équitable des ressources » à travers des réformes concernant « l'occupation du territoire, la réhabilitation des sols et des forêts, le contrôle des productions, l'accès à l'énergie électrique pour les exploitations et les nouvelles industries » (p. 2). Pour les besoins de la démonstration, l'auteure procède à une lecture attentive des débats sociopolitiques présidant aux réformes. Elle situe les fondements de ces programmes dans la conviction générale selon laquelle l'effondrement de l'économie nationale a son origine dans la dépression du secteur agricole, après les années prospères sous les gouvernements de Woodrow Wilson, Warren Harding et Calvin Coolidge. En revanche, l'objectif de l'ouvrage n'est pas de proposer une revue des outils de l'action publique en faveur du contrôle des secteurs ruraux, en particulier ceux soumis aux effets tragiques du *Dust Bowl*¹. La question est plutôt d'analyser les limites, les contradictions et les succès des programmes du New Deal dans leurs efforts pour résoudre les inégalités sociales et économiques structurant le monde rural américain.

La voie empruntée par S. Phillips consiste à identifier un mouvement réformiste qui vit le jour après la Première Guerre mondiale, lorsque des disparités radicales se firent sentir dans le partage des ressources entre zones rurales et zones urbaines, notamment avec le relatif décalage entre l'augmentation des prix des productions agricoles et l'appauvrissement des ruraux. Ce mouvement réformiste, que S. Phillips baptise *New Conservation*, consiste à répondre d'abord aux problèmes économiques des populations rurales (incluant leurs propres disparités raciales, sectorielles, territoriales) en fondant l'action publique sur le principe de la redistribution équitable des ressources naturelles.

Des historiens comme Samuel Hays ou Donald Worster envisagent le mouvement conservationniste certes comme un mouvement réformiste, mais toujours en référence aux actions pratiques menées en faveur d'un bon usage des ressources, essentiellement agricoles². La conservation est alors considérée comme une affaire d'experts de l'environnement, écologues

ou agronomes, employés par les institutions publiques pour assurer un contrôle durable des sols, des forêts, des eaux, etc. *A contrario*, S. Phillips fait directement référence aux principes du New Deal lorsqu'elle définit le *New conservation movement*, c'est-à-dire qu'elle situe le débat dans la sphère de la décision publique. Pour elle, s'il existe un mouvement conservateur, ce n'est pas uniquement parce qu'une batterie d'outils scientifiques et techniques en agronomie et foresterie permettent la réalisation pratique des réformes environnementales. Ce n'est pas non plus parce qu'aux plus hautes fonctions de l'État, des hommes provenant de l'ingénierie et du monde agricole élaborent des stratégies de relance (comme c'est le cas de Henry Wallace, chef de l'USDA). Au contraire, la conservation est d'abord une idéologie, héritée de Théodore Roosevelt, imprégnée de John Muir et de ses références romantiques, inspirée par les mouvements lobbyistes et syndicalistes contre la privatisation de l'électrification rurale, ou par le modèle de management territorial de Gifford Pinchot (qui œuvra sous la gouvernance des deux Roosevelt). Plus tard, cette idéologie se formalisa en plein accord avec les idées réformistes des *New Dealers* et se focalisa essentiellement sur la question de la pauvreté rurale. En dépit des images traditionnelles véhiculées par les historiens des années 1930 (les réfugiés climatiques du *Dust Bowl*, l'économie keynésienne, le renouveau libéral), S. Phillips soutient que la politique environnementale du New Deal est d'abord fondée sur une totale remise en cause du rapport entre l'économie agricole et la nature : « Les *New Conservationists* [néologisme emprunté sur le modèle des *New Dealers*, les réformistes rooseveltiens] pensaient que les ressources de la terre et en eau devaient être protégées et aménagées non seulement pour des raisons d'efficacité, mais aussi pour élever le niveau de vie des habitants. Ils insistaient sur le fait que le Gouvernement fédéral avait l'obligation et la mission d'étendre à la population agricole les opportunités économiques et politiques par le moyen des politiques de conservation » (p. 9).

Mais au-delà de la réflexion sur le rôle de l'État fédéral, S. Phillips démontre parfaitement les limites de l'idéologie. Comment

serait-il possible de produire un modèle idéal du partage équitable des ressources, où certains seraient prêts à limiter leurs propres productions, sans entrer en conflit avec le modèle libéral dominant qui, avec la modernisation industrielle et les déséquilibres du marché, crée justement les inégalités entre exploitants ?

Les chapitres suivants s'organisent en réponse à cette dernière question. Le chapitre 2 démontre avec force comment les programmes de développement territorial lancés à grands renforts budgétaires (électrification rurale, construction de barrages, conservation des sols, irrigation) s'organisèrent pour créer un ensemble d'opportunités économiques : rendre le territoire rural plus attractif, dynamiser les infrastructures sociales, limiter les migrations vers les centres industriels. Le chapitre 3, rédigé comme une étude de cas portant sur la région de Texas Hill (entre Austin et San Antonio), illustre efficacement ces derniers efforts en se concentrant sur les travaux de la rivière Colorado. Quant au chapitre 4, il donne une explication finale à la « transition industrielle » (*industrial transition*), expression par laquelle S. Phillips désigne toutes ces entreprises conservatrices. En effet, la plupart de ces politiques de modernisation agricole prirent fin durant la Seconde Guerre mondiale, alors même que les besoins en ressources furent d'autant plus accentués que la dynamique industrielle entraînait un renouveau de l'intensification des grandes exploitations agricoles. La véritable réponse à la pauvreté rurale ne fut donc pas apportée par la *New Conservation*, mais bien plutôt par l'absorption par l'emploi industriel des populations rurales excédentaires au profit des grandes exploitations.

Lucide, l'ouvrage a le mérite d'avoir su restituer l'articulation entre la relance économique et la recherche d'un équilibre agro-industriel. Désormais, dans l'histoire américaine, les politiques de conservation forment un ensemble de stratégies finement identifiées à l'intérieur des politiques plus larges que constituèrent les réformes économiques du New Deal. En tant que telles, leurs modèles institutionnels et d'action furent exportés durant la période d'après-guerre (le plan Marshall, la Food and agriculture organization) et répondirent eux aussi aux enjeux de la guerre froide.

C'est sur cette proposition en faveur d'un élargissement des recherches historiques sur la dissémination internationale et les diverses ré-appropriations des stratégies de relance américaines que S. Phillips conclut ce brillant essai désormais incontournable pour tous les historiens du New Deal.

CHRISTOPHE MASUTTI

1 - Donald WORSTER, *Dust Bowl: The southern plains in the 1930s*, New York, Oxford University Press, 1979.

2 - Samuel P. HAYS, *Conservation and the gospel of efficiency: The progressive conservation movement, 1890-1920*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1999.

Joy Parr

Sensing changes: Technologies, environments, and the everyday, 1953-2003

Vancouver, University of British Columbia Press, 2010, xxviii-270 p.

Comment rendre compte des conséquences humaines des transformations environnementales occasionnées par la construction de mégaprojets ? Anthropologues, sociologues et historiens ont abordé la déstructuration sociale et identitaire de ces communautés qui, au nom de la raison d'État ou de l'inéluctable progrès, sont décimées, déplacées ou confrontées à des privations économiques et parfois culturelles, après que des technocrates aient décidé de transformer radicalement des sites façonnés à coup de traditions et de manières de vivre pour y installer des infrastructures grandioses. Si l'expérience individuelle est relatée, c'est pour l'inscrire dans les problèmes structurels, les injustices environnementales, les problèmes de santé, ou les phénomènes de marginalisation sociale et économique qui sont le lot de situations conflictuelles entre des autorités politiques et industrielles d'une part et d'autre part une communauté bousculée à laquelle les sciences sociales donnent depuis peu une voix. Joy Parr propose une autre mise en récit en insistant sur la perte des repères sensoriels alimentée par les changements environnementaux qui accompagnent la mise en place de grands projets.

Sensing changes, le titre l'indique, s'inscrit dans l'histoire des sensibilités et du corps, mais son cadre d'analyse emprunte tout aussi bien à l'histoire de la technologie, à l'anthropologie culturelle, aux *sciences studies*, qu'à la géographie. Plutôt que de limiter l'étude des perceptions à leur seul rôle de révélateurs de tensions sociales et de changements environnementaux, J. Parr offre une étude fine des conséquences cognitives, chez l'individu et dans la population, des désordres occasionnés par l'implantation de grands projets. Organisé autour d'études de cas – une base militaire, une centrale nucléaire, la canalisation d'un grand fleuve, le réservoir d'une centrale hydro-électrique, une usine d'eau lourde –, le livre décrit la désorientation des membres des communautés quand s'efface toute familiarité avec un milieu qui, au fil des générations ou d'une vie, a structuré le système cognitif de ses occupants. Le plan d'eau qui a cessé de rythmer les activités et le temps, le lieu de travail ou de loisir infiltré par un danger (radioactif, chimique ou bactériologique) somatiquement indétectable, la communauté individuellement et spatialement dispersée, ces éléments de l'environnement participent à une écologie des perceptions qui façonnent « l'art du quotidien » et nourrissent le sentiment d'appartenance, de sécurité et de bien-être. Or, une fois l'environnement radicalement transformé, les individus déboussolés ne peuvent reconnaître leur milieu de vie – ses espaces et ses temporalités – pour être fonctionnels et assumer leur quotidien.

Les études de cas peuvent être séparées en deux catégories. Un premier cas de figure concerne des populations déplacées qui doivent apprivoiser un nouveau paysage, avec différentes sonorités, profondeurs, distances et régularités saisonnières. Le cas des habitants d'Iroquois, un village piétonnier établi il y a 200 ans sur les rives ontariennes du fleuve Saint-Laurent, puis déplacé en 1958 lors de la construction de la voie maritime canado-américaine, illustre les dérangements provoqués par l'extinction d'un milieu auquel les sens se sont habitués. Installés dans une banlieue expressément construite pour les accueillir, les habitants d'Iroquois se perdent dans un lieu où ils doivent circuler en automobile pour tout déplacement, où l'exposition aux vents provo-

quée par l'absence de grands arbres et l'orientation des voies de circulation contribuent à éloigner davantage les voisins, et où le silence du fleuve – désormais hors d'atteinte – révèle l'obsolescence d'un ensemble d'habiletés acquises pour composer avec le cours d'eau. Comme lors de la création du réservoir de la centrale hydro-électrique dans les Arrow Lakes en Colombie-Britannique ou lors de la construction de la base militaire à Gagetown au Nouveau-Brunswick, la relocalisation d'une communauté et la destruction d'un milieu habité depuis des générations se traduisent à Iroquois par un sentiment de perte de contrôle et des dépressions que les mécanismes compensatoires mis en place par les autorités politiques accentuent en confirmant leur absence de considérations envers les revendications et les préoccupations des populations déplacées.

Le second cas de figure implique le maintien des occupants sur un site où le système perceptuel qui s'est ajusté durablement au milieu, par le comportement individuel mais aussi par l'histoire et le savoir de la population locale, devient désuet. Ce qui change, c'est le défi que posent aux sens l'apparition d'un risque précédemment inexistant ainsi que la remise en question et l'incertitude entourant les compétences et les capacités de vivre dans ce nouvel environnement. Que ce soit pour la mise en opération de centrales nucléaires en Ontario et au Nouveau-Brunswick, la construction d'une usine d'eau lourde sur les bords du lac Huron, ou le dysfonctionnement d'un système d'approvisionnement en eau potable dans une municipalité rurale en Ontario – cette sixième étude de cas s'est ajoutée au fil de l'actualité et de l'écriture de l'ouvrage –, les dispositions culturelles et les connaissances tacites des populations locales s'avèrent inefficaces pour apprécier le risque dans un nouvel environnement. L'insuffisance de leur capacité de détection et l'acuité du risque obligent travailleurs, villégiateurs, fermiers et citoyens à substituer une autorité symbolique – des sirènes d'alarme, des appareils de mesure, des scientifiques – à leur autorité somatique pour sentir le danger.

Cet ouvrage ne forme pas qu'un étalage de conséquences environnementales, sanitaires et sensorielles, mais offre une lecture en crescendo des discontinuités que vivent les habitants

déplacés et isolés et qui affectent leur système perceptuel et leur connaissance tacite des lieux, de leurs usages comme de leurs représentations; la perte de sens ne concerne pas que les sensations olfactives, auditives, visuelles et autres, mais joue dans la plus intime cognition d'êtres qui perdent tout point de référence de leur existence, actuelle et historique, en tant qu'occupants de terres habitées depuis des décennies et des siècles de colonisation. Les individus voient leur mobilité, de même que leur capacité à se projeter dans le futur, atteintes par ces assauts sensoriels qui déstabilisent parallèlement les sentiments de confiance, de compétence et de sécurité que nourrit la familiarité avec un lieu. Pareil déracinement est le produit de la mise en place de méga-projets – ces dérives technocratiques de l'après-guerre qu'encourage la toute puissance alliance de l'État-providence et des technosciences durant les trente glorieuses.

Par le choix de son terrain, le Canada de la seconde moitié du XX^e siècle, J. Parr a pu conduire des entrevues auprès des acteurs des événements – ou de leurs descendants. Couplées à une riche documentation archivistique, elles permettent à l'auteure de surmonter les critiques convenues de l'histoire des sensibilités à laquelle on reproche ses démonstrations elliptiques (et que le suremploi des adjectifs *sensual* et *sensuous* dans ce livre tendrait à conforter). Les difficultés méthodologiques inhérentes à ce champ historiographique, quant aux modes de perception et aux connaissances tacites qui demeurent difficiles d'accès, encouragent d'ailleurs l'auteure à diriger les lecteurs vers le site Megaprojects New Media¹ où des capsules et des mises en scène interactives complètent les expériences perceptuelles relatées dans son livre. Par son appareil conceptuel et ses questionnements, cette étude enrichit néanmoins les pistes et les problématiques d'une histoire des sensibilités en insistant sur la présence de la matérialité du corps et de l'environnement dans la production des sens et de discours.

STÉPHANE CASTONGUAY

1 - <http://megaprojects.uwo.ca>.

Paul Robbins

Political ecology: A critical introduction
Malden, Blackwell, 2004, XXI-242 p.

Paul Robbins

*Lawn people: How grasses, weeds,
and chemicals make us who we are*
Philadelphie, Temple University Press,
2007, XXI-186 p.

Géographe enseignant à l'université d'Arizona, Paul Robbins est l'un des leaders d'un nouveau courant de recherche aux États-Unis associant sciences sociales et sciences naturelles : la *political ecology*. Il ne s'agit pas d'un mouvement social mais d'une discipline à part entière et, comme discipline, son caractère politique ne s'inspire pas de la sociologie critique telle qu'on a pu la pratiquer en France.

Political ecology, qui constitue une introduction à cette discipline naissante, porte sur la question du développement, et en particulier sur les dimensions sociales et naturelles des modes de production. Spécialiste de l'Inde, P. Robbins utilise également de nombreux exemples en Afrique, en particulier dans des régions où l'agriculture ou l'élevage sont un des éléments déterminants de la structure sociale, à l'échelle locale ou tribale, afin d'examiner leurs modes d'exploitation de la nature. L'homme y est vu successivement comme un facteur de destruction de l'équilibre naturel ou comme contributeur à un mode de production de la nature. À travers de nombreux exemples issus de la littérature nord-américaine essentiellement, P. Robbins aborde l'influence du colonialisme, le rôle des communautés locales, le niveau d'exploitation économique que peut soutenir tel ou tel système naturel... Il traite en définitive des réussites et des échecs de la transformation en système capitaliste d'économies socio-naturelles locales, en fonction de circonstances qui ne se réduisent pas à un déterminisme de la nature ou de la structure sociale, mais qu'il faut à chaque fois documenter concrètement. P. Robbins ne vise pas à nier les rapports de production, mais il expose une position empreinte d'une référence à ce qu'il appelle la « hachette » (*hatchet*), et qui consiste à critiquer le capitalisme qui éloigne l'agriculteur de ses produits en les standardisant et en monéti-

sant une relation qui sinon serait restée interpersonnelle. Sa position est également placée sous l'égide de ce qu'il appelle la graine (*the seed*) qui conduit le chercheur en sciences sociales à apporter sa contribution à l'avènement de systèmes ayant pour but l'équité sociale et la soutenabilité d'une certaine exploitation de la nature. Ce qui intéresse P. Robbins c'est la pérennisation des communautés locales ou indigènes et il se situe par là dans la lignée des travaux de James Scott. Ni la mentalité indigène ni un prétendu archaïsme des modes de développement agraire ne suffisent à expliquer le diagnostic posé par le sociologue, le géographe ou l'anthropologue.

Political ecology est construit comme une sorte d'herméneutique de textes qui n'ont jusqu'à présent jamais été considérés ensemble, mais pour laquelle l'auteur ne propose pas de matrice explicative. La « cristallisation » du champ de recherche, pour reprendre le terme de l'auteur, est assez récente, celui-ci se situant à la croisée des études matérialistes héritées du marxisme, des *peasant studies* (p.52), des études féministes et de celles d'histoire environnementale critique. De fait, l'univers de l'écologie politique est assez composite et on peut se demander dans quelle mesure il constitue vraiment une discipline. Le terme d'écologie politique tel qu'envisagé par P. Robbins semble relativement peu utilisé. Au final, il place la recherche dans une posture d'ouverture avec la science écologique plus traditionnelle et une vision, y compris écosystémique par exemple, des échanges entre populations et nature. Il s'agit de maintenir ouverte la relation entre le mode d'exploitation d'une nature transformée en « ressource » et les façons dont se construisent des structures sociales autour de la propriété, de la distribution du pouvoir, etc. De ce point de vue, P. Robbins tente de maintenir le même système d'analyse lorsqu'il passe de l'étude de l'Afrique à celle de la banlieue américaine par exemple.

Lawn people est une mise en pratique de ce programme, l'application de « l'écologie politique » en plein cœur de la modernité occidentale : les banlieues nord-américaines et la question de la pelouse. Comment expliquer que l'usager soit considéré comme l'instance dont le comportement est déterminant pour

entretenir la pelouse, avoir de bonnes relations avec ses voisins, respecter la loi, etc. ? Comment produit-on des « sujets » qui, comme leur nom l'indique, sont « assujettis » et pourtant accomplissent sans sentir de conflits de valeurs particuliers des tâches qui leur sont prescrites ? À cette entrée politique, répond un questionnement récurrent sur les moyens de « dé-penser » (« unthinking », p. 135) les conditions qui font que l'on se comporte de manière contrainte. Pour « dé-penser », il est nécessaire d'une part de parcourir la distance, parfois très grande, des réseaux capitalistes avec lesquels chacun est connecté dans sa vie pratique. Il faut par exemple, pour étudier la pelouse dans les banlieues américaines, reconstituer les flux de produits chimiques et la logique capitaliste de l'industrie de ce domaine. D'autre part, il faut laisser une place aux non-humains, cette fois dans leur matérialité située au point de contact entre l'homme et la nature. Les modes d'entretien de la pelouse font que celle-ci répond ou non à la tonte, à l'eau, aux fertilisants, etc. « Unthinking » modifie le regard sur ce qui va de soi dans nos sociétés modernes, par le détour dans les pays du Sud qui permet la prise de recul par rapport à l'ordinaire de la société occidentale. Il représente une voie parallèle aux études de sociologie des sciences qui cherchent à ouvrir les boîtes noires des connaissances soit par la controverse, soit par l'étude des laboratoires, etc.

On comprend que la question des pelouses dans la banlieue nord-américaine porte sur les obligations que tout un chacun s'impose au quotidien pour entretenir son chez soi. Et effectivement, la question de la pelouse est celle qui permet aux États-Unis de distinguer les personnes aptes, intégrées, bons voisins, des marginaux. Soit on fait sien l'utilisation de pesticides, le souci de la tonte, la plante de graines, etc., et ce faisant, on prend place dans le système capitaliste qui fait de la pelouse un marché et dans le système juridique qui régit les relations de bon voisinage, dans le but notamment de ne pas déprécier la valeur des maisons d'un quartier en contribuant à entretenir un certain paysage urbain. Soit on laisse se développer des parties jaunies faute de tonte, d'eau, d'engrais, etc., et ce faisant, on se prépare à des relations de voisinage tendues. Cet exemple

rejoint l'idée d'une association entre « dégradation et marginalisation » développée dans *Political ecology*. Il s'agit en effet de réévaluer la thèse du « capitalisme global » sans pour autant faire de la dévolution de la gestion locale aux pouvoirs de décision autochtones une panacée. Certes, comme l'énonce P. Robbins, il existe un lien logique entre les processus sociaux de déclin de la richesse et de l'autonomie dans le système de production local avec la dégradation du sol et l'appauvrissement des terrains, mais ce lien logique ne résiste pas toujours à l'épreuve des études empiriques. Ce souci de l'enquête est d'apporter le plus possible de pièces au dossier de telle ou telle étude de cas pour en faire ressortir une évaluation, dans la dimension matérielle de nos rapports locaux à la nature, sans que cela n'empêche de l'aborder sur le mode des représentations ou de ce que l'auteur appelle aussi des imaginaires.

Le travail de la transposition à un cas occidental de la problématique essentiellement issue des études du développement dans les sociétés du Sud n'est alors pas sans rappeler le terrain que se choisirent les agronomes et les ethnologues coloniaux lorsqu'ils revinrent des colonies, à savoir la campagne et le monde rural. Mais ici P. Robbins a choisi un objet, la pelouse urbaine, qui présente l'avantage d'être un objet « vert » (pour ne pas dire naturel, terme trop connoté), compatible avec les analyses du développement dans les pays du Sud, et pourtant localisé dans les zones urbaines. Il construit alors un pont entre les études rurales et urbaines, et notamment avec le courant d'histoire environnementale qui réinvestit les infrastructures matérielles de la vie en ville. Pelouse, tout-à-l'égout, gestion des déchets, etc., résonnent ensemble. On notera en particulier la question du sujet et de l'assujettissement exposée par P. Robbins et la façon dont on pourrait l'étendre à la problématique du « geste tri » et au recyclage des déchets ménagers dans le monde urbain. Dans les deux cas, il s'agit bien de rendre les sciences sociales capables de « dé-penser » les réseaux quasi invisibles qui font que le système urbain tient par un assujettissement et une pédagogie particulière des habitants par rapport à des normes juridiques, morales et marchandes.

Michael Bess

The light-green society: Ecology and technological modernity in France, 1960-2000
Chicago, The University of Chicago
Press, 2003, XIX-369 p.

Cet ouvrage fort original, distingué du prix George Perkins Marsh de l'American society for environmental history, mérite d'être mieux connu en France. Son auteur – professeur d'histoire européenne à l'université Vanderbilt et fin connaisseur de la France – offre un récit captivant des développements ayant conduit à la constitution dans l'Hexagone d'une « société vert clair », alliant à la fois modernité technologique et considérations environnementales. La teinte vert clair évoque « non seulement la modération, les compromis et les demi-mesures, mais aussi l'ambiguïté profonde qui a caractérisé la réception des idées écologiques par les citoyens français » (p. 3). Cette caractérisation peut surprendre. Pourtant, vue du monde anglo-américain, la France apparaît comme une société réfractaire à l'écologie politique. Cette perception est principalement due à la faiblesse du mouvement antinucléaire et des associations de protection de la nature et de l'environnement dans l'Hexagone, à la quasi-absence sur la scène française des tenants de l'écologie profonde ou encore à l'affaire du *Rainbow Warrior* en 1985, qui a donné l'impression au monde entier que la France – soudée derrière son gouvernement – était hostile aux écologistes (Greenpeace France a dû temporairement fermer ses bureaux peu de temps après l'affaire, après avoir reçu de nombreuses lettres de militants mécontents des activités « anti-françaises » de l'organisation !). La modernisation effrénée de la société après 1945 (exode rural massif, croissance exponentielle du réseau autoroutier...) a contribué également à renforcer cette vision stéréotypée. Pourtant, selon l'auteur, la modernisation accélérée de la France a généré une société hybride, soucieuse à la fois de poursuivre son développement et en même temps de plus en plus consciente des contraintes écologiques que fait peser sur elle cette croissance.

À partir des années 1960, deux forces se sont opposées pour produire cette société hybride : d'un côté, un engagement sans relâche des gouvernements successifs (de droite comme

de gauche) pour rattraper le retard du pays, engagement soutenu de manière très nette et constante par l'opinion publique. Michael Bess attribue cette volonté très ferme de modernisation au choc psychologique causé par la défaite de 1940, et la conviction que cette défaite était due au retard technologique du pays (qui restait avant 1945 beaucoup plus rural que l'Allemagne ou le Royaume-Uni par exemple). L'opinion était alors imprégnée par la croyance en une forme de « darwinisme technologique » selon laquelle le pays se devait impérativement de faire au moins jeu égal avec les autres nations, technologiquement et culturellement, ou risquait d'être dominé et absorbé (M. Bess explique ainsi en partie l'anti-américanisme hexagonal et l'obsession française du « rayonnement culturel », qui se traduit notamment à travers la défense de la langue à l'étranger). L'auteur retrace donc dans une première partie les différentes étapes de cet aménagement du territoire et les nombreux grands projets mis en chantier : Concorde, TGV, développement du programme nucléaire français, centrale solaire Thémis, etc. En dépit des exemples choisis, M. Bess, en particulier dans cette partie, tend à minorer l'importance des questions énergétiques. Les chocs pétroliers des années 1970 semblent pourtant une clé explicative aussi convaincante, voire davantage, que le choc psychologique causé par la défaite de 1940, pour expliquer le développement à large échelle de l'énergie nucléaire ou l'échec du Concorde par exemple.

En parallèle à ce développement technologique effréné (dont la spécificité française était qu'il était contrôlé par l'État), M. Bess évoque dans une deuxième partie – sans équivalent dans l'historiographie française – la montée en puissance des idées et des mouvements écologistes, très critiques de cette société technologique. Il rappelle là encore les origines du mouvement et ses développements ultérieurs, ses penseurs, son ancrage dans la contre-culture des années 1960 – même si l'écologiste le plus connu et le plus aimé des Français est longtemps resté Jacques-Yves Cousteau. De la rencontre de ces deux forces opposées est née la société hybride « vert claire », symbole de l'impossibilité de l'une ou l'autre des deux forces de dominer totalement l'autre, et

résultat d'une longue suite de compromis. Le dernier chapitre de cette deuxième partie imagine quant à lui avec humour ce à quoi la France pourrait ressembler dans les années 2020 si le programme des Verts aux élections était appliqué.

La troisième partie a pour but de montrer « comment la modernité technologique et les pratiques écologiques ont été amenées (de manière plutôt surprenante) à cohabiter, produisant péniblement la synthèse que l'on rencontre en France de nos jours » (p. 8). Dans ces chapitres, l'auteur évoque tour à tour quelques symboles, selon lui, de cette hybridité, dont il retrace à chaque fois l'histoire spécifique : la pointe du Raz (entièrement réaménagée en un endroit « naturel », mais où tout a été modelé par la main de l'homme) ; le TGV (un modèle de haute technologie adopté par les écologistes en raison de sa faible empreinte écologique relative) ; la société de consommation (dont les nombreux produits « écologiques » n'ont souvent fait que s'ajouter aux gammes déjà disponibles dans les supermarchés et qui sont à tort perçus comme bénins pour l'environnement). Les idées écologiques ont également fécondé de manière curieuse les différentes strates de gouvernement et l'industrie : alors que les « écolos » étaient, au départ, majoritairement hostiles à l'État et à toutes les formes de pouvoir d'une manière générale (héritage de la contre-culture dont ils étaient souvent issus), ils se sont rapidement rendu compte que l'État était leur meilleur allié pour faire respecter les législations qu'ils préconisaient. Quant aux industriels, dont les écologistes se méfiaient instinctivement, ce sont souvent eux qui, paradoxalement, sont devenus les plus vertueux d'un point de vue écologique, parce que c'était dans leur propre intérêt. M. Bess s'interroge sur ces contradictions et ces paradoxes avec beaucoup de finesse, pour finir par poser une question d'importance : cette société hybride est-elle « durable » (*sustainable*) ? L'auteur livre alors un bilan de l'état de l'environnement en France au cours du ^{XX}^e siècle. Il en conclut que la plupart des indicateurs environnementaux sont clairement dans le rouge, car d'un côté nous prélevons des ressources plus rapidement que celles-ci n'ont le temps de se renouveler et d'un autre côté nous produisons des déchets plus rapidement qu'on ne peut les éliminer. On pourrait objec-

ter que la situation de la France n'est à ce titre en rien exceptionnelle. Comme le rappelle John McNeill¹, de nombreuses sociétés ont eu au cours de leur histoire un développement non durable, et pourtant ces sociétés ont pu survivre en s'adaptant, en changeant successivement leur régime alimentaire, leurs relations commerciales et leurs sources d'énergie – ce qui ne veut certes pas dire qu'il n'y a pas de raisons de s'inquiéter. Quoiqu'il en soit, à la lecture de ce bilan, on pourrait sans doute contester le titre choisi par M. Bess pour son ouvrage, tant il est vrai que la couleur dominante de la société française depuis 1960 semble souvent plus être le « gris clair » (couleur de la pollution) que le « vert pâle ».

La dernière partie du livre dépasse le cadre français pour s'interroger sur le caractère exceptionnel – ou non – du rapport français à l'environnement et sa protection. Pour M. Bess, la plupart des nations démocratiques et modernes dans le monde ont suivi, après 1945, une trajectoire parallèle à celle de la France, les mêmes causes ayant produit les mêmes effets. C'est l'occasion pour lui de retracer l'histoire du mouvement environnemental dans le monde occidental et de proposer une réflexion sur les nouveaux problèmes auxquels nos sociétés doivent faire face. Car l'homme ne modifie pas seulement l'environnement de manière quantitative ; il le modifie également qualitativement, avec l'introduction de nouvelles formes d'hybridités comme les OGM ou les nanotechnologies. L'auteur discute, avec un souci aussi admirable que constant de rester accessible aux lecteurs non spécialistes, la pensée de philosophes de l'écologie (Pierre Teilhard de Chardin, Pierre Lascoume, Bruno Latour, Ludwig Wittgenstein, Hans Jonas...). Il évoque également les débats historiographiques récents aux États-Unis autour des questions de la *wilderness*, débats suscités par la publication en 1989 du livre de Bill McKibben, *The end of nature*, et auquel des historiens comme William Cronon et Donald Worster ont répondu vigoureusement. Cette dernière partie, plus philosophique, apportera beaucoup à ceux qui souhaitent réfléchir plus largement aux rapports entre l'homme et son environnement. Un ouvrage à traduire de toute urgence en français.

1 - John R. McNEILL, *Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement mondial au XX^e siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2010 (voir le compte rendu dans ce numéro par Grégory Quénet).

Florian Charvolin

L'invention de l'environnement en France.

Chroniques anthropologiques d'une institutionnalisation

Paris, La Découverte, 2003, 133 p.

À l'heure où le gouvernement français se félicite du bilan des mesures engagées dans le cadre des lois Grenelle Environnement 1 et 2, suite à la publication du rapport du cabinet de conseil chargé d'évaluer cette politique publique ayant entraîné la fusion des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) avec celles de l'environnement (DIREN) et de l'équipement (DRE) pour constituer les Directions régionales pour l'environnement, l'aménagement et le logement (DREAL) en 2009, un autre grand programme d'actions se rappelle à notre souvenir. Les 100 mesures pour l'environnement qui, de 1969 à 1970, ont préparé le lancement du ministère du même nom. Pour comprendre les enjeux que recouvre la nouvelle organisation, identifier les continuités d'un côté et les innovations de l'autre, sans doute faut-il retourner aux origines de l'administration de l'environnement dans notre pays et relire l'ouvrage de Florian Charvolin, tiré de sa thèse de doctorat. En effet, l'auteur propose un compte rendu très original de la fabrication du ministère à partir des technologies documentaires mises en place à l'époque et qui ont permis de produire une politique environnementale à partir de savoirs, de compétences et d'attributions épars. F. Charvolin fait non seulement œuvre d'historien en se penchant sur les archives, et plus particulièrement la littérature grise, avec une minutie rare, comparant les brouillons successifs qui ont accompagné les négociations entre les différentes parties, mais il donne surtout à voir une autre façon d'appréhender les politiques publiques dans un domaine relativement récent, l'environnement, où les observateurs s'accordent à dire que les moyens sont encore réduits et les lois mal – voire peu – appliquées¹.

Comme en 2007, où furent organisées les négociations dites Grenelle de l'environnement en référence aux dispositions prises pour remédier à la crise sociale de 1968, la reconnaissance institutionnelle de l'environnement et sa prise en charge administrative ont été précédées par une phase de consultation. Cependant, la situation était loin d'être stabilisée. Les grands commis de l'État chargés de définir les missions du futur ministère de l'Environnement se sont heurtés à plusieurs difficultés, la principale étant l'état d'indétermination du terme. F. Charvolin pose la question au début de son livre : comment, dans ces conditions, dire ce qu'il faut faire quand ne préexiste ni dossier ni bureau administratif ou groupe social désigné ? À la relative linéarité de l'analyse classique des politiques publiques ou de celle de la mise sur agenda, qui posent comme préalable à l'action la disponibilité de savoirs et l'identification d'un problème ou d'une demande, l'auteur substitue une autre approche centrée sur la circulation documentaire, la performativité des écrits et des archives mis en série, dans la lignée des travaux menés par Jack Goody. Ainsi nous explique-t-il que pour faire face à l'absence d'éléments ou plutôt à leur très grande hétérogénéité, les acteurs en charge de la constitution du ministère de l'Environnement ont lancé un travail de collecte bibliographique à partir de la littérature scientifique et de vulgarisation. Ils ont cherché à circonscrire le domaine, le qualifiant de façon très large comme « l'ensemble des agents physiques, chimiques et biologiques et des facteurs sociaux susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect, immédiat ou à terme sur les êtres vivants et les activités humaines » (terminologie officielle de 1970). La recherche documentaire a rendu possible l'agrégation de questions auparavant pensées séparément. La constitution d'un corpus de textes de référence a ensuite permis l'assemblage institutionnel du ministère.

F. Charvolin souligne que l'environnement, en tant que totalité et domaine de l'action publique, est une fabrication bureaucratique récente qui a débuté au milieu des années 1960 et qui se donne à voir, sous différents angles, dans l'examen systématique des archives, révélant des efforts d'association des états de nature entre eux, une hybridation des connaissances,

des sciences et de la politique, c'est-à-dire une préfiguration du « parlement des choses » que devait appeler de ses souhaits, quelques années plus tard, Bruno Latour². F. Charvolin identifie plusieurs événements clés ou épreuves à partir desquels il déploie son approche des technologies documentaires. À la suite de la collecte bibliographique qui a constitué un état des lieux en même temps que le domaine auquel il se rapportait, la mise en rapport des problèmes de pollution et de nuisances, la constitution d'archives à propos d'une affaire devenue cause – la défense du parc de la Vanoise –, la définition collective des mesures pour l'environnement précédemment évoquées et, enfin, la constitution d'un organigramme préfigurant les missions attribuées au nouveau ministère de l'Environnement, ont à leur tour donné lieu à une production textuelle significative.

L'auteur s'intéresse ainsi à la mise en récit de l'affaire de la Vanoise et surtout à sa sortie du contexte local, sa capacité à faire cas, et donc précédent, *via* l'accumulation et l'échange de comptes rendus. Il se penche également sur la production des documents qui ont permis de mettre en forme et en œuvre, pas à pas, le fameux programme des 100 mesures pour l'environnement. Alors qu'à l'époque, le domaine de l'environnement était imparfaitement défini, un haut fonctionnaire de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité des territoires ruraux (DATAR) a réuni autour de lui un petit groupe de travail constitué à partir de son réseau de connaissances, principalement des ingénieurs proches des milieux professionnels administrés par les ministères de l'Agriculture, de l'Équipement et du Logement. Une série d'entretiens avec 200 scientifiques identifiés comme des références dans leur domaine fut organisée. Un questionnaire a également été envoyé à 526 associations sous forme de fiches à remplir avec des propositions d'action. Enfin, un sondage a été conduit auprès des services administratifs du ministère de l'Agriculture chargés de la protection de la nature et ceux du ministère de la Culture qui s'occupaient des questions paysagères. Les informations ainsi récoltées ont été dépouillées, sélectionnées et hiérarchisées selon trois principes : le respect du format imposé, le caractère réalisable de

l'action proposée et son coût raisonnable. Leur agrégation s'est faite progressivement, *via* un jeu d'intégration et de reformulation positive des énoncés matérialisé par une succession de brouillons.

F. Charvolin ne s'est toutefois pas contenté d'examiner cette série de textes, il s'est aussi penché sur les variations observables entre différentes versions de l'organigramme du premier ministère de l'Environnement qui allait permettre leur application. Se livrant à une analyse sémiotique, l'auteur montre l'organisation en train de se faire au fur et à mesure des négociations et en fonction du positionnement des acteurs concernés. En effet, le décret ne suffisait pas, il fallait avant tout équiper le nouveau ministère, le doter de moyens majoritairement puisés dans d'autres administrations. Ce qui est illustré par la citation qualifiant l'environnement de « territoire des autres », reprise par l'auteur. L'organigramme final est le fruit d'un accord qui stabilise le ministère dans sa forme et son fonctionnement – même si les modifications ultérieures furent nombreuses –, permettant son institutionnalisation. Il l'habilite aussi, garantissant la « force agissante de la chose créée » par accord (p. 85).

Toute l'originalité du travail de F. Charvolin est là, dans sa proposition de sociologie rétrospective des brouillons de littérature grise qui ont fabriqué le ministère de l'Environnement en tant qu'élément de l'État, permettant la formalisation et la totalisation d'un domaine nouveau de l'action publique (des méthodes semblables pourraient s'appliquer utilement à d'autres organisations et domaines). L'auteur se livre à une véritable enquête destinée à remonter en amont des textes et décrets officiels pour suivre le cheminement collectif de leurs auteurs – de l'agrégation des savoirs jusqu'à la rédaction de propositions – et rendre compte de leurs arrangements et efforts de coordination. La tâche requiert beaucoup de minutie. Reproduire le même travail sur 40 ans demanderait énormément de temps, mais permettrait sans doute de raconter une autre histoire que l'histoire officielle, celle qui s'en tient aux déclarations et événements publics, et peine à rendre compte des réorganisations administratives qui traduisent pourtant des divergences persistantes dans les façons de définir l'environnement et d'organiser son administration.

Notons cependant une limite à cet ouvrage que l'auteur s'est, à l'occasion de travaux plus récents, ensuite enjoint à dépasser : le faible intérêt porté aux associations de naturalistes et d'amateurs qui œuvraient sur le terrain et ont agi comme de véritables entrepreneurs de cause, au sens de la théorie de la mobilisation des ressources. Les pêcheurs, notamment, ont joué dès les années 1950 un grand rôle dans la prise en compte des problèmes de pollution et l'élaboration de la loi sur l'eau de 1964³. Bien que leur action soit sectorielle et n'ait pas permis, à l'époque, d'envisager l'environnement comme totalité, les associations donnent à voir d'autres revendications nous orientant plutôt vers la prise en compte singulière d'environnements particuliers. Parallèlement à la mise en place d'un ministère capable de traiter conjointement les questions de pollution, de nuisances, de conservation et de cadre de vie, on observe en effet un mouvement contraire visant à « dégénérisciser » l'environnement et les entités qui le composent. Un travail systématique sur les archives, la littérature grise des services territoriaux de l'État et des associations présentes sur le terrain, s'inspirant des méthodes préconisées par F. Charvolin sur les brouillons, permettrait certainement d'en rendre compte. C'est en tout cas tout l'enjeu d'une véritable politique de la nature que d'être capable à la fois de proposer un parler des choses unifié et de traiter chacun selon ses propriétés, vulnérabilités et exigences.

CHRISTELLE GRAMAGLIA

1 - Pierre LASCOURMES, *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994. Rappelons que le ministère de l'Environnement, quelle que soit son appellation exacte à différentes époques, a été dépourvu d'un budget propre jusqu'en 1981, qu'il n'avait, jusqu'aux réformes récentes, ni corps de fonctionnaires spécifique ni services extérieurs présents dans les départements pour veiller à l'application de ses décisions, des lois et des décrets gouvernementaux en matière environnementale. Il faudra attendre 1991 pour que soient créées les DIRE (voir Jean-Pierre LE BOURHIS, « DRE, DAE, DIREN, DREA : Éléments pour une histoire de l'administration territoriale de l'environnement en France », *Pour mémoire*, 6, 2009, p. 9-21), auxquelles échapperont pour un temps encore la

régulation des installations classées (exercée par les DRIRE) et la police de l'eau (dévolue en grande partie aux Directions départementales de l'agriculture, DDA).

2 - Bruno LATOUR, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.

3 - Christelle GRAMAGLIA, « La mise en cause environnementale. Casuistique des affaires de pollution de rivières : l'exemple des actions contentieuses de l'Association nationale de protection des eaux et rivières (ANPER-TOS) », thèse de l'École des mines de Paris, 2006.

Claire Lamine

Les intermittents du bio. Pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergents
Paris/Versailles, Éditions de la MSH/Quae, 2008, 340 p.

Comment peut-on, en toute cohérence, choisir de manger bio de façon irrégulière ? Si cette question n'est pas posée en ces termes par Claire Lamine, elle sous-tend néanmoins l'interrogation qui traverse son ouvrage : quels sont les outils (cognitifs, sensoriels, matériels, etc.) qui président aux choix alimentaires et plus particulièrement en situation d'incertitude ? Souhaitant rompre avec les approches classiques en termes de déterminants sociaux des pratiques alimentaires et de perception des risques (savantes vs. profanes), l'auteur vise à mettre en lumière les processus de choix alimentaires et, dans une perspective compréhensive, à rendre compte des significations attribuées par les « mangeurs » à leurs choix. L'enquête porte ainsi sur les personnes qui achètent des produits alimentaires issus de l'agriculture biologique de façon irrégulière, les « intermittents », moins abordés par la sociologie que ne l'ont été les consommateurs bio « puristes ». Intégrés dans l'analyse, ces derniers offrent un contrepoint utile à la compréhension des pratiques des intermittents. La variabilité et l'instabilité des choix alimentaires des « intermittents du bio » en font un objet d'étude certes plus complexe mais également plus fécond. La démarche de l'auteur est très clairement exposée dans un plan en trois parties construit de façon didactique. Fidèle à la sociologie pragmatique, C. Lamine met au cœur de l'enquête

l'analyse des interactions : interactions entre les mangeurs et d'autres personnes qui ont influencé leurs choix (partie 1), interactions entre les mangeurs et leurs aliments (partie 2), puis entre les mangeurs et les systèmes de production alternatifs (partie 3).

La première partie vise à décrire comment les produits issus de l'agriculture biologique intègrent les répertoires alimentaires des mangeurs bio intermittents. Alors que les puristes se situent dans une démarche de conversion totale de leurs consommations au profit des produits bio, il s'agit davantage pour les intermittents d'une inflexion, qui peut prendre des formes variées. Pour certains, le bio se situe dans la continuité de pratiques antérieures et permet de prolonger ou de renouer avec un souci de qualité ; pour d'autres, l'adoption du bio se situe au contraire en rupture et s'inscrit dans une transformation plus large des choix alimentaires. Ces ruptures sont liées à trois types de déclencheurs : « exogènes », qui résultent de rencontres et d'influences de l'entourage, « endogènes », liés à un changement affectant l'intégrité physique du mangeur (problème de santé au sens large), et « processuels », liés à un changement de cycle de vie (par exemple la naissance d'un enfant). Ainsi, à la différence des puristes dont le choix se caractérise par son aspect exclusif et irréversible, le choix des intermittents fonctionne sur un mode pluriel, réversible et qui engage une multiplicité d'alternatives. En particulier, leur recours au bio se modifie en fonction des produits et des situations. Il suppose un ensemble d'adoptions qui s'avèrent irrégulières (d'un mangeur à l'autre et chez un même mangeur) et éclatées, c'est-à-dire ne touchant pas tous les produits, et touchant rarement une catégorie entière de produits.

Centrée sur la notion de « risques », la deuxième partie examine en quoi et comment la consommation bio s'inscrit, pour les intermittents, dans une démarche de réduction de l'incertitude qui n'est pas circonscrite aux seules périodes de crise telles que la vache folle. Tout d'abord, l'incertitude n'est pas uniquement d'ordre sanitaire. Le choix bio résulte de différents « soucis » qui peuvent être d'ordre sanitaire, diététique, gustatif ou encore liés à la recherche du naturel et au respect de l'environnement.

Ensuite, l'inquiétude n'est pas un état permanent, et l'auteur cherche précisément à comprendre les passages de la routine à l'inquiétude. Que se passe-t-il quand les situations alimentaires ordinaires cessent d'être routinières et deviennent problématiques ? Pour jauger leur prise de risque (avoir prise ou non sur certains risques), puristes et intermittents s'outillent différemment. En particulier dans leurs opérations de qualification des aliments (les propriétés que les mangeurs assignent au pain, au vin et à la viande, analysées très finement), les puristes s'appuient davantage sur la dimension experte, liée à leur choix du label AB, là où les intermittents mettent plus fortement en œuvre la dimension sensorielle. Les « basculements » d'une situation alimentaire routinière, c'est-à-dire ne posant pas question, à une situation problématique peuvent ainsi s'entendre comme un déplacement dans la hiérarchie des propriétés des aliments. Par exemple la viande de bœuf, source de plaisir pour certains, se charge d'une propriété nouvelle à la suite de la crise de l'ESB : elle devient potentiellement dangereuse. Les « basculements » correspondent ainsi à des déséquilibres puis à des rééquilibrages de la prise que les mangeurs ont sur leurs aliments.

La dernière partie aborde les filières de production et/ou de commercialisation des produits. L'auteur examine comment ces filières aident à guider la « déproblématisation » des situations alimentaires et à établir la confiance. À l'appui de l'observation de huit systèmes alternatifs de production et de distribution des produits alimentaires, C. Lamine met une nouvelle fois en évidence les différences entre puristes et intermittents. Aux premiers correspond une démarche de « délégation ». Ils vouent une totale confiance et délèguent complètement leurs choix au label. Aux seconds correspond une démarche d'« implication ». Ils ne confient pas leurs choix aux seuls dispositifs production/distribution liés au bio et opèrent des délégations partielles et multiples. De cette façon, les intermittents accroissent leurs capacités à affronter des basculements et à sortir des tensions. Cette dernière partie tend ensuite à se focaliser sur le système des paniers/abonnements du type AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne). Elle débouche

sur une réflexion évaluant la contribution de ces systèmes alternatifs à une agriculture et une consommation plus durables. À ce titre, on pourrait regretter que l'auteur n'ait pas davantage pris en compte la dimension militante du choix du bio par les intermittents, qui aurait certainement bien complété cette analyse déjà extrêmement féconde.

L'ouvrage ouvre en effet la voie à une analyse renouvelée de la perception des risques et des pratiques alimentaires. Nous soulignerons notamment l'efficacité de la variation des outils et des échelles d'analyse, de l'observation des choix en pratique à l'analyse quasi lexicographique des entretiens, ainsi que les différentes temporalités prises en compte. Au total, au-delà de la consommation bio, l'ouvrage de C. Lamine propose un cadre théorique et méthodologique stimulant pour l'étude de la complexité et de la variabilité des pratiques et des choix alimentaires contemporains.

ANNE LHUISSIER

Christophe Bonneuil et Frédéric Thomas

Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM

Versailles/Lausanne, Éd. Quac/Fondation pour le progrès de l'homme, 2009, 619 p.

Quinze ans de controverses et polémiques autour des OGM ont durablement fait des semences et de leur régime de propriété intellectuelle un enjeu politique majeur à l'échelle internationale. L'indépendance des paysans, la souveraineté et la sécurité alimentaire, les objectifs donnés à l'agriculture sont des objets aujourd'hui débattus de manière déconfinée et non plus seulement dans un système cogestionnaire entre le ministère de l'Agriculture et la profession agricole. Si d'importants travaux sociologiques, économiques et juridiques ont traité de ces sujets sur la période contemporaine, le riche ouvrage de Christophe Bonneuil et Frédéric Thomas nous propose un détour décrivant une histoire de moyenne durée de la sélection génétique, des premières tentatives de la fin du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui.

Comme l'indique le titre de leur ouvrage, ils centrent leur histoire sur trois piliers. Premièrement, il s'agit d'une histoire des savoirs, des sciences et des techniques de la sélection des plantes, et en particulier des céréales, allant des premiers « phytogénéticiens » jusqu'à la génomique en passant par la construction des variétés hybrides. Deuxièmement, c'est une histoire de la recherche publique, marquée par la montée en puissance d'institutions dédiées à la création variétale, de la première station d'essais des semences du ministère de l'Agriculture jusqu'à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) comme planificateur du progrès génétique, avant de laisser une large place aux firmes. Troisièmement, c'est une histoire de l'encadrement réglementaire du produit de ces recherches, bien sûr à des fins de protection de l'innovation et donc de propriété intellectuelle, mais aussi de délimitation du marché par la mise en œuvre d'outils spécifiques, notamment le certificat d'obtention végétale (COV) adopté en 1961 à l'échelle internationale suite à une initiative française.

Même s'ils commencent par retracer la protohistoire de la sélection des plantes, dominée par un régime de production des savoirs très largement « domestique », les auteurs traitent véritablement en profondeur la période 1940-2005 en montrant en détail comment on passe d'un régime de progrès génétique planifié au régime de la valeur ajoutée génétique mondialisée. Cette présentation de deux régimes successifs et le vocabulaire foucauldien et kuhnien qu'ils utilisent ne doivent pas laisser penser que les auteurs considèrent ces régimes comme homogènes ou qu'ils pointent un événement fondateur qui provoqua le basculement d'un régime à l'autre. Au contraire, ils utilisent différents appareils notionnels (cités, modes, paradigmes) pour rendre compte de manière fine de transformations progressives, non nécessairement organisées ou mécaniquement liées. Se situant dans une tradition d'études sur la science dominée dans la période contemporaine par des études plutôt microsociologiques, l'enjeu pour eux est clairement de bénéficier de leurs apports tout en produisant une compréhension macrosociologique et historique, dans la lignée des travaux de Dominique Pestre.

Les éléments constitutifs du premier régime sont minutieusement décrits dans les chapitres 2 et 3. Le rôle du régime de Vichy est essentiel

dans la mise en place d'un dirigisme public sur la production de semences, par la création de deux organismes : le Groupement national des industries semencières (GNIS), forçant les maisons privées à agir de concert, et le Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées (CTPS), qui supervise le premier et agit comme le bras armé de l'État en la matière. Ces structures mettent en œuvre une vision de la variété « pure » développée par l'agronome Jean Bustarret, vision qui permet tout à la fois de satisfaire le chercheur qui dispose d'un matériel stable pour des expériences agronomiques, de promettre au semencier la protection intellectuelle qu'il cherchait, et d'assurer à l'agriculteur la stabilité et la rentabilité de sa production. Le chapitre 4 développe longuement l'exemple des maïs hybrides F1 – croisement de deux lignées pures – comme prototype du régime de progrès génétique modifié où la recherche publique incarnée par l'INRA joue le rôle central de développement scientifique et de production des bonnes variétés, et installe les coopératives comme lieu central de diffusion de ses innovations, au détriment des maisons privées, mais aussi de la paysannerie. Cet outil technique au service d'une politique de modernisation de l'agriculture a en effet pour conséquence de profondes transformations : le paysan qui a adopté les hybrides ne peut plus ressemer les grains qu'il a obtenus, il doit utiliser beaucoup plus d'intrants pour atteindre l'optimum de leur rendement et s'équiper en nouveau matériel agricole. C'est donc une véritable sélection sociale, éventuellement approuvée par les sciences sociales appelées en renfort, qui se joue.

Après avoir synthétisé les éléments constituant ce régime du progrès planifié dans le chapitre 5, les auteurs analysent les transformations l'affaiblissant dans les chapitres 6 à 8. Ils commencent par décrire les évolutions de trois filières (maïs, colza, blé) et mettent en évidence des différences, comme le caractère rentable des activités de sélection, très important pour le maïs avec la généralisation des hybrides F1 que les agriculteurs doivent racheter chaque année, et plus faible dans les deux autres cas. Ils soulignent également des éléments communs comme la montée en puissance de coopératives, acteurs clés de la cogestion, devenues de véritables semenciers industriels s'alliant avec

des firmes agrochimiques, et le recul des normes publiques par rapport à des standards privés de jugement sur les variétés. Cette évolution a des effets sur la recherche publique elle-même avec l'abandon progressif de la production des variétés, de la mutualisation des données et des matériaux biologiques, puis la redéfinition de l'INRA comme entité au service de ces acteurs économiques. L'alternance de 1981, en dépit d'une volonté initiale de désintensification de l'agriculture, renforce plutôt la mainmise du GNIS sur le CTPS, au nom d'une politique industrielle de champions nationaux. La résistance interne à l'INRA, particulièrement manifeste lors de la tentative de transformation de l'EPST en EPIC, conduit à un basculement vers une recherche plus fondamentale, d'abord par le développement des cultures *in vitro*, puis par l'embauche massive de biologistes moléculaires.

Ces transformations achevées amènent aux caractéristiques centrales du régime de la valeur ajoutée génétique mondialisée, qui sont traitées dans les chapitres 9 et 10. L'INRA se lance dans la course aux OGM au milieu des années 1980, ce qui suscite rapidement des débats internes dont les auteurs montrent les fondements épistémologiques dans des cultures différentes de la biologie moléculaire (cytogénétique, biologie des populations...). À cette première phase, succèdent à partir de 1996 les controverses publiques sur les OGM et la mise en cause de l'INRA. La critique des OGM est aussi une critique générale du régime contemporain de production des semences (marchandisation des ressources, dépossession des agriculteurs, appauvrissement génétique). En effet, le COV a laissé place au brevet comme forme centrale de protection, brevets possédés très majoritairement par des firmes privées (Monsanto, Pioneer). La réponse de l'INRA est double : d'une part, l'abandon du développement de variétés en transgénèse, achevant le retrait de la recherche publique sur cette activité ; d'autre part, la construction de partenariats avec d'autres organismes de recherche et des firmes privées françaises. S'il s'agit bien de produire des innovations potentiellement brevetables pour ces dernières, le tournant fondamental est également important puisqu'il ne s'agit plus de travailler sur des plantes réellement cultivées, mais sur l'*Arabidopsis* comme plante modèle de laboratoire.

Le chapitre 11 nous montre les à-côtés de ce nouveau régime, en décrivant les voies de traverse qu'ont bâties des acteurs minoritaires au sein de leurs institutions ou professions. Ce sont quelques chercheurs de l'INRA qui défendent, quasiment dans la clandestinité, des variétés de blé dites rustiques, certes au rendement moindre, mais beaucoup plus résistantes aux maladies et nécessitant donc beaucoup moins d'intrants. C'est un petit groupe d'agriculteurs qui cherchent à faire reconnaître par des dispositifs de valorisation économique du terroir (l'Appellation d'origine protégée ou l'Indication géographique protégée) l'existence de variétés spécifiques de haricots tarbais sous la contrainte du cadre réglementaire très strict. Ce sont des maraîchers ou céréaliers qui reprennent en main la création variétale déléguée aux sélectionneurs, au risque de condamnation pour contrefaçon, ce qui les conduit à fonder le Réseau semences paysannes, soutenu par les syndicats agricoles minoritaires et des organisations d'agriculture biologique.

Dans un monde dominé par l'innovation intégrée contrôlée par des firmes, et où des acteurs marginaux tentent de valoriser économiquement des formes de sélection participatives, quelle place reste-t-il pour la recherche publique, hors la course aux publications de nouveaux gènes ou même de protéomes ? L'histoire de la sélection génétique décrite dans cet ouvrage nous montre combien la production de savoir et les régimes de propriété sont intimement liés. Aussi le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, durable et socialement responsable, mots d'ordre contemporains pour la recherche agronomique, devra-t-il aborder simultanément ces deux questions.

DIDIER TORNY

Jean Foyer

Il était une fois la bio-révolution. Nature et savoirs dans la modernité globale
Paris, Presses universitaires de France/
Le Monde, 2010, 227 p.

Le livre de Jean Foyer aborde la question nature/culture à partir d'un cas – une faible présence de transgènes dans une région du

Mexique où l'on ne les attendait pas – qui permet de « voir » ce monde global où vont s'affronter scientifiques mexicains et américains et leurs réseaux de soutien, une commission *ad hoc* et des gouvernements, la revue *Nature* et une obscure association mexicaine de bioprospection, de petits paysans indigènes et Monsanto, le génie génétique et le centre d'origine du maïs, les OGM et la diversité biologique. Avance-t-on pour autant sur le terrain du rapport nature/savoirs comme J. Foyer cherche à le démontrer en se situant dans le cadre conceptuel de Bruno Latour ? On peut avoir quelques réserves sur ce point.

Le premier chapitre porte sur l'histoire déjà bien connue des biotechnologies d'un point de vue scientifique et politico-économico-juridique. La part juridique, pourtant importante, s'appuie avec quelque légèreté sur les écrits militants de Jeremy Rifkin, Vandana Shiva ou de l'organisation Worldwatch, tendance malheureuse de nombreux jeunes chercheurs, abusés par un savoir réel mais amputé, voire asservi. Cela conduit à des erreurs de fait et de perspective, comme de réduire le droit des brevets à un instrument d'appropriation privative, oubliant qu'il est aussi créateur de domaine public. Le chapitre sert surtout à illustrer l'hypermodernité latourienne. Oui, les biotechnologies, et que dire de la biologie de synthèse, créent un double mouvement de renforcement de la technonature de Philippe Roqueplo (non cité) et de naturalisation de la technique. Oui, l'ancienne distinction nature/culture paraît dépassée, ce dépassement n'étant qu'illusion, tant le projet prométhéen en sort vivifié. Mais peut-on croire avec l'auteur que cela résulte de « l'asymétrie dans les capacités d'utilisation de la technique », celle-ci étant réservée à l'homme ? La capacité humaine d'intervention fait effectivement disparaître une à une les images connues de la nature, mais celle-ci ne perd en rien sa capacité de réaction selon ses propres lois, car l'artefact contribuera à une nouvelle image de la nature. C'est avec les dysfonctionnements que le phénomène peut être le plus facilement perçu. Le changement climatique est un réarrangement opéré par la nature à la suite des émissions humaines. L'envahissement de certains champs américains par des amarantes géantes devenues résis-

tantes au *Round up* est un phénomène naturel attribuable aux flux – naturels – de gènes artificiels brevetés, allant des plantes cultivées vers les plantes sauvages. Ce n'est donc pas une asymétrie mais une double asymétrie qui perpétue la rupture nature/culture, l'homme recréant une technonature dont la part naturelle lui renverra ses inventions revisitées à l'aune de ses propres lois, que ce soit sous forme d'objets désirables ou de limites et d'inconvénients. Si donc la fin du « sauvagement » doit effectivement être actée (p. 118), il n'en va de même, ni de la nature, ni de la relation nature/culture que la dialectique des actions et rétroactions perpétue.

Le deuxième chapitre aborde l'histoire, également assez bien connue, de l'idée de biodiversité. Ici encore des approximations, souvent dues à la survalorisation de la doctrine anglophone, avec son cortège d'expressions impropres – intangible au lieu d'immatériel –, la sous-estimation du rôle pionnier de la Food and agriculture organization (FAO) à propos du conflit sur le régime juridique des ressources génétiques végétales et l'oubli du rôle de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui rédigea pourtant la première version de la convention sur la diversité biologique. La manière dont l'ancienne liberté de bio-prospection devint intolérable est rattachée par l'auteur à des groupes de biologistes libéraux américains, alors qu'elle fut bien au contraire portée par des diplomates du tiers-monde formés au droit minier. De même, en considérant la convention de Rio comme un simple « bricolage diplomatique et juridique », l'auteur ne prend pas la mesure de l'intérêt de cette technique d'écriture des conventions – cadres qui reposent volontairement sur de simples principes généraux, notions polymorphes et lacunes entretenues, pour permettre à chacun de signer, les lacunes étant progressivement comblées par des protocoles. L'approche souverainiste de la convention de Rio, la liberté qu'elle laisse aux États de reconnaître ou non les communautés locales qui n'ont donc pas de droits directs, n'est pas destinée à « faire reconnaître les droits de propriété intellectuelle » sur les gènes (ils existaient déjà depuis la fin des années 1970), mais à permettre la réalisation d'un système multilatéral accep-

table par les pays en voie de développement et donc à donner enfin un contenu juridique aux notions de diversité biologique ou d'écosystème.

Le récit permet à l'auteur de tracer un portrait rapide de ces « experts-militants » pas toujours bien connus, qui vont détourner l'approche conservationniste originaire de l'instrument pour en faire un outil de lutte contre les biotechnologies mais aussi, par voie de conséquence, un instrument de marché, les gènes *in situ* devenant commercialisables. Le plan choisi en trois chapitres à l'inconvénient de séparer l'histoire des biotechnologies de celle de la biodiversité, empêchant le lecteur non averti de comprendre qu'elles se construisent en considération l'une de l'autre, voire en réaction l'une contre l'autre. Le droit des biotechnologies, réduit dans les années 1970 au droit des brevets, permet d'abord l'appropriation privative. Mais gagnant rapidement en extension, il affirme des souverainetés propres à réguler l'accès aux ressources et la mise hors commerce de certaines espèces et habitats, les mécanismes de précaution, de droit de la responsabilité, etc. On passe de la puissance d'une science originairement étrangère au droit à un ensemble technoscientifique en cours d'intégration à de multiples mécanismes politiques et juridiques qui témoignent de nombreuses tensions internes : nouvelle réification de la nature, mais aussi « élan vers la complexité socio-naturelle » (p. 120).

Le troisième chapitre, très novateur, est issu de longues enquêtes au Mexique dont J. Foyer maîtrise le contexte économique et culturel. Il éclaire avec précision une dispute planétaire dont on ne connaissait que des fragments et des rumeurs. Le Mexique a un intérêt particulier en tant que « centre d'origine » de l'espèce maïs, c'est-à-dire lieu où la plante a été domestiquée et où se trouve le plus grand déploiement de sa diversité sur le plan biologique. Cela explique pourquoi les paysans mexicains se disent « hommes de maïs » (p. 125 *sq.*), liant ainsi la nature, la technique et la culture. Il est intéressant en second lieu par sa qualité de membre de l'ALENA, qui lui impose de nombreuses contraintes économiques dictées par les USA. De nombreux Mexicains voyagent entre leur pays et les États-Unis, comme Ignacio Chapela, héros de l'histoire.

La scène originaire est l'État d'Oaxaca, plateau central où pousse une grande diversité de maïs que les paysans conservent en les sélectionnant et en les échangeant en permanence, et où aucune importation de maïs OGM n'a jamais eu lieu. Pourtant, I. Chapela et un collègue, David Quist, y trouveront une faible contamination en 2000 (invisible quelques années plus tard, puis confirmée). Cela fera l'objet d'une étude scientifique qui sera publiée en 2001 par la revue *Nature* après de multiples difficultés précisément expliquées. Va se développer de concert une controverse où des scientifiques *mainstream* vont se déchaîner contre D. Quist et I. Chapela, porteurs d'une vision encore hétérodoxe du fonctionnement du génome, fluide au lieu de linéaire, susceptible de fragiliser le discours de maîtrise technique de la biotechnologie industrielle. Ils iront jusqu'à tenter de casser la carrière d'I. Chapela à l'université de Berkeley. Leur découverte renforce l'idée du caractère inéluctable de la contamination de l'ensemble des territoires, même protégés, fragilisant le discours sur la maîtrise, agronomique cette fois, des flux de gènes. Ces controverses ont pour conséquence d'obliger le gouvernement mexicain à construire un système juridique qui, après une période de moratoire, va s'aligner sur les positions américaines, qui en aurait douté ? Des institutions (sans grands moyens) seront créées, ainsi qu'un système d'autorisation de mise sur le marché permettant de partager le territoire entre des zones à OGM pour la grande culture et des zones de conservation et culture des variétés sans OGM, pour tenter de protéger une certaine biodiversité agricole du maïs. L'auteur montre finement comment quelques ONG vont convaincre de nombreux paysans et indigènes de s'opposer au principe même des OGM à la suite de longues délibérations débouchant sur des pétitions, et comment la contestation va conduire le gouvernement à créer une instance de réflexion composée de représentants des milieux académiques, du milieu industriel et des ONG et même d'une représentante indigène. Ce groupe ayant décidé d'élargir la problématique scientifique aux questions socio-culturelles, l'auteur constate un « échec fracassant » de cet exercice typique de forum hybride (p. 165) au regard des objec-

tifs de consensus, ce qui se marquera par l'organisation d'un contre-forum qui offrira une tribune aux paysans indigènes. Constatant le caractère irréconciliable des manières de voir, les uns scientifiques, les autres socio-culturelles, le groupe officiel recommande au gouvernement d'en tenir compte et donne des avis prudents qui marquent une rupture entre les analyses scientifiques et les conclusions plus politiques. Cet avis ne sera pas suivi par le gouvernement qui s'alignera sur les réactions furieuses du gouvernement américain, élaborant une loi aussitôt appelée loi Monsanto. Il est donc intéressant de constater que la commission spéciale confrontée à un travail au long cours où paysans et indigènes se font entendre prend des positions ignorées par le gouvernement et le Parlement. On est loin ici des interrogations sur nature et culture, mais au cœur des expérimentations sur les nouveaux modes de gouvernement des choses.

MARIE-ANGÈLE HERMITTE

Fabien Locher

Le savant et la tempête. Étudier l'atmosphère et prévoir le temps au XIX^e siècle

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 221 p. et XVI p. de pl.

Jusqu'à la fin de la période moderne, la perception d'un monde sublunaire où règnent la labilité et l'inconstance des météores domine : « le temps qu'il fait » demeure un lieu de spéculations nourries par le sens commun. L'objet de l'ouvrage de Fabien Locher, issu de sa thèse de doctorat, est de montrer comment, au cours du XIX^e siècle, un objet de science légitime se constitue, transformant ce qui relevait du domaine de la « prédiction » en « prévision » du temps. Par ce dossier, il nous convie habilement à explorer la manière dont l'atmosphère devient un nouveau territoire pour la science.

La première thématique de l'enquête s'inscrit dans une histoire renouvelée des institutions scientifiques, dans la lignée des *science studies*. Elle envisage comment, depuis un ensemble de pratiques éparpillées, on assiste à l'émergence d'une nouvelle science empirique.

Celle-ci se consolide progressivement au travers des tensions institutionnelles qui naissent des pratiques différenciées (entre l'« hydrographe de cabinet » et le « marin en mer », p. 192), mais aussi par la reformulation permanente de l'autorité savante à travers une série de controverses, tant au sein de l'Académie des sciences que dans le débat public. L'observatoire de Paris semble tout d'abord en marge du mouvement qui prend corps dans les années 1830 en s'appuyant sur un réseau international autour d'Adolphe Quételet et l'observatoire de Bruxelles ; la configuration change avec l'implication d'Urbain Le Verrier, directeur de l'observatoire entre 1854 et 1870. Mais les stratégies de ce dernier vont peser sur la concurrence avec les instances militaires et maritimes. Néanmoins, c'est au sein de l'observatoire que se met en place un bureau de prévision météorologique en 1863. Le travail d'Hypolite Marié-Davy sera ici d'importance et on suit avec intérêt l'identification de la « bourrasque » – qualifiée ensuite de « dépression » –, qui permet d'établir les premières prévisions synoptiques du temps par l'étude de la déformation des lignes isobares. Enfin, ces savoirs sont complétés par les apports développés par la Marine et le travail de Léon Brault, élaborant des cartes des vents réputées à partir des années 1870. La possibilité de produire une alerte, de planifier et modifier une trajectoire, notamment pour la sécurité maritime (tant marchande que militaire), fait rentrer la météorologie dans le domaine de l'action politique et de la gestion des risques.

Une autre thématique souligne la part cruciale jouée par la technologie dans le développement de l'étude atmosphérique. Le rôle du télégraphe à partir de 1845 s'avère déterminant, car il permet de transmettre immédiatement et simultanément des mesures effectuées à des points géographiquement éloignés. L'objectivation des données s'opère progressivement par différentes opérations, mathématisation, usage statistique, formalisation graphique. La collecte dépend donc du développement de réseaux de communication mais aussi de la fiabilité des instruments de mesure utilisés. On reconsidère alors le rôle des auxiliaires locaux dont les relevés d'observation sont valorisés moins pour leur singularité que pour leur

accumulation ; ainsi, la construction en réseau consolide la place de ceux qui centralisent et interprètent les données collectées et pose la question majeure de la réduction de la part d'erreur dans l'observation. Afin de tendre à une « objectivité mécanique », l'on assiste à diverses tentatives pour discipliner les pratiques des observateurs. Ce processus d'encadrement, loin de se limiter aux amateurs, s'opère également au sein de l'observatoire où Le Verrier impose une segmentation des tâches accrue, comme dans les pratiques de computation imposées par les dépouillements systématiques de Louis Brault, même si *in fine* on soulignera la persistance dans certains cas du recours à l'interprétation et au jugement individuel.

Cette problématique ouvre sur un dernier et passionnant aspect de l'étude, celui de la place de l'amateur et, au-delà, de la démocratisation de la science. La volonté continuelle d'organiser les modes de production de l'observation, de mécaniser les gestes et de contrôler l'usage instrumental se manifeste notamment par le choix des réseaux d'observateurs. Par exemple, dans les années 1865, l'observatoire cherche à contourner la participation d'amateurs éclairés (officiers retraités, médecins...) par le recours aux écoles normales d'instituteurs. Cependant, cet endiguement des amateurs est régulièrement battu en brèche, comme en témoigne le succès de l'alternative radicale proposée par Philippe-Antoine Mathieu de la Drôme en 1857 et sa théorie des mouvements de la Lune. Le débat fragilise la position hégémonique, voire « oligarchique » de l'Académie des sciences, selon les termes de l'ancien député républicain ; il contribue à l'inscription polémique de la prédiction du temps dans le débat public, tout autant qu'à la diffusion de son *Almanach*. Les débats sont en effet amplifiés par l'essor du journalisme et des modes éditoriaux nouveaux (feuilletons et collections) par le truchement desquels s'élabore une science pour tous, où le savant populaire édifierait l'opinion publique, et où le « temps » devient un objet éminemment politique, susceptible d'exposer les limites de la science.

L'intérêt de l'ouvrage est de maintenir ces différents niveaux d'analyse et de rendre compte de la variété des milieux et des arènes où le domaine s'est constitué, par l'usage des

archives des institutions, des associations et des sources imprimées. On aurait pu envisager peut-être un meilleur ancrage avec la fin du siècle précédent puisque, dès le dernier quart du XVIII^e siècle, l'atmosphère devient un véritable objet d'investigation expérimentale : connaissances des fluides aériens, pratiques du voyage notamment des sommets, mesures altimétriques et calcul de la pression atmosphérique, explorations aérostatiques... Il est fait peu mention de ces expériences dont l'héritage s'opère de manière variable, comme en témoigne l'usage des vols en ballon. On saura gré à F. Locher de rappeler ici à quel point le vol libre scientifique, mené entre autres par Camille Flammarion et réinvesti d'une dimension héroïque à partir de la fin des années 1860, va contribuer à l'émanciper du domaine forain, en proposant une approche sensible de l'atmosphère aux antipodes de l'observatoire-usine.

L'articulation avec le XVIII^e siècle permettrait d'intégrer davantage les topos déjà constitués qui président à l'élaboration des nouveaux récits de vols, ou encore inciterait à atténuer l'opposition un peu schématique des pratiques amateurs d'un siècle à l'autre. Par ailleurs, la dimension internationale, intelligemment mise en lumière au premier chapitre, s'efface ensuite devant la compréhension de logiques principalement françaises, sous le Second Empire essentiellement. Mais ces remarques n'ont pour objet que de souligner la richesse des pistes ouvertes. Ainsi, on soulignera l'intégration possible à une histoire transversale des disciplines : notamment autour de la statistique, évoquée à plusieurs reprises et qui constitue l'outil central dans le domaine de la modélisation du sensible. On découvre avec grand intérêt la figure de Quételet météorologue, lui dont on connaît le rôle majeur dans l'organisation des congrès internationaux de statistique et la mise en place d'une internationalité des sciences. Incidemment, l'ouvrage offre des éléments pour réfléchir au rapport entre l'élaboration des sciences de la nature et les sciences morales et politiques : la recherche de régularités dans l'observation des phénomènes naturels locaux et l'interprétation en système des données collectées. Enfin, le livre propose des éléments essentiels pour comprendre l'émergence d'un changement d'échelle dans l'appré-

hension du monde naturel. La globalisation des échanges et des réseaux de communication s'élabore conjointement à la compréhension de la circulation des courants atmosphériques. Entre le modèle de la carte qui donne à voir des mouvements de l'atmosphère et les récits de vols en ballon qui participent d'une approche empirique de cette dimension, se consolide progressivement la perception de la Terre et de son atmosphère comme une entité propre.

MARIE THÉBAUD-SORGER

Emmanuel Garnier

Les dérangements du temps. 500 ans de chaud et de froid en Europe

Paris, Plon, 2010, 244 p. et 24 p. de pl.

Domaine encore peu étudié par les historiens, l'histoire du climat représente un défi même pour les spécialistes de l'environnement. Doyen des historiens de l'environnement allemands, Joachim Radkau, considère ainsi que le climat reste une « inconnue louche », dont on ne peut estimer les résultats. Ceci est dû au développement rapide de la climatologie historique, cette néo-discipline située entre l'histoire de l'environnement et la climatologie. Aussi la plupart des résultats sont-ils publiés dans des revues scientifiques difficilement accessibles et compréhensibles pour les non-initiés. Version retouchée de son habilitation soutenue en 2009, l'ouvrage d'Emmanuel Garnier promet une synthèse de la climatologie historique de l'Europe.

Malgré l'œuvre pionnière d'Emmanuel Le Roy Ladurie, la climatologie historique, jadis décriée comme une « fausse science », n'a jamais pris pied dans l'historiographie française. Elle portait le stigmate du déterminisme, quoique E. Le Roy Ladurie ait consciemment évité toute allusion à d'éventuels rapports entre l'histoire du climat et celle des hommes dans son œuvre. Dans les années 1990, l'épouvantail déterministe était toujours en vigueur, à en conclure de l'absence de toute évocation du climat dans l'histoire économique, agraire, démographique et culturelle.

E. Garnier introduit son ouvrage par des remarques sur les relations entre l'histoire du climat et celle des hommes sans s'inscrire dans

un cadre théorique. Il dresse ensuite un tableau des sources et des méthodes en climatologie historique qui, en omettant les écrits des spécialistes du champ, ne permet pas de se faire une idée plus approfondie de l'approche historico-climatique. Dans un deuxième chapitre, l'auteur survole le développement du climat, il s'intéresse surtout aux températures du Moyen Âge à l'époque moderne. Cependant, son résumé ne contient pas de reconstruction des températures selon la méthode historico-climatique, y compris pour la France. E. Garnier n'évoque pas non plus les avancées importantes réalisées dans d'autres pays, notamment en République tchèque (l'école de Rudolf Brázdil à Brno) et en Suisse (Jürg Luterbacher). Le troisième chapitre, intitulé « Les événements climatiques extrêmes », présente des séries chronologiques des fléaux majeurs qui ont frappé la France depuis 1500 : ouragans, inondations et sécheresses. Cependant, E. Garnier omet de mentionner d'autres travaux importants en ce domaine, notamment ceux issus de l'école de René Favier à Grenoble¹ et les livres récents d'E. Le Roy Ladurie. Le quatrième chapitre sur les sociétés à l'épreuve du climat tourne autour des discours d'autrefois sur le « changement climatique », qui sont plus proches des nôtres que l'on pourrait s'y attendre. E. Garnier ne remet pas en question le principe du réchauffement de nature anthropique, mais il le relativise en soulignant le caractère permanent du sentiment de « changement ». Sous l'angle de l'histoire culturelle, il faut retenir les processions organisées contre les fléaux météorologiques dans la péninsule Ibérique à l'époque moderne, étudiées par Mariano Barriendos. E. Garnier démontre de même qu'à Paris, la plupart des processions se rapportaient à des extrêmes météorologiques, surtout aux inondations. Il semble que le roi, et sa capacité de généreux donateur le lendemain des catastrophes « naturelles », jouait un rôle dans la « sécularisation de la météorologie », surtout vers la fin du XVIII^e siècle. Un autre volet abordé dans ce chapitre concerne la chasse aux sorcières, qui devint un phénomène de masse à partir du refroidissement majeur vers la fin du XVI^e siècle. Pour les historiens français prisonniers de la phobie du déterminisme, le rapport entre ces deux phénomènes était jusqu'à présent tabou.

La dimension européenne de l'ouvrage se limite à trois études de cas. La première concerne le Grand Hiver de 1709, le plus sévère depuis 1364. La deuxième étude de cas nous rappelle à quel point la France fut durement frappée par l'ouragan Lothar le 26 décembre 1999, qui fit dire à E. Le Roy Ladurie qu'il n'y avait jamais eu une telle catastrophe en France au cours des derniers siècles. Cependant, d'après les dégâts importants causés par les vents du 14 au 18 janvier 1739, la série des ouragans nommée « Hilaire-Prisca » possédait une force comparable². E. Garnier démontre ainsi que les catastrophes dites « naturelles » n'étaient pas nécessairement moins nombreuses autrefois. La troisième étude de cas se rapporte à la débâcle de mars 1784 qui a ravagé une grande partie de l'Europe, de la France septentrionale jusqu'en Hongrie³. Dans la dernière partie, E. Garnier aborde le thème classique des crises de subsistance lancé par Jean Meuvret et récemment repris par E. Le Roy Ladurie⁴.

Il est dommage que l'auteur et l'éditeur n'aient pas pris plus de soin à l'élaboration de l'ouvrage. En effet, le livre ne présente aucun appareil critique, l'ensemble des figures sont regroupées dans un cahier central sans contextualisation, et un tableau des abréviations utilisées aurait été le bienvenu. D'ailleurs, l'auteur ne discute pas des théories de l'« Optimum médiéval » et du petit âge glaciaire, ou des concepts clés comme la vulnérabilité. Enfin, E. Garnier prétend avoir utilisé la méthode standard de la climatologie historique, mais il ne présente aucune série d'indices de température et de précipitation. Surtout, à la fin du livre, est publiée une liste intitulée « Les grandes dates climatiques de l'Europe », établie par un membre du projet de recherche européen « Millénium » et dont la publication n'avait jamais été envisagée.

En conclusion, E. Garnier est loin de fournir une synthèse de la climatologie historique ou une reconstruction du chaud et du froid en Europe, ni même en France. Il a reçu pourtant, à peine deux mois après sa publication, le « Prix Risques ». Malgré tout, la partie concernant les hommes face au climat contient des passages intéressants sous un angle culturel.

1 - René FAVIER et Anne-Marie GRANET-ABISSET (dir.), *Histoire et mémoire des risques naturels*, Grenoble, Publications de la MSH-Alpes, 2000; René FAVIER et Christian PFISTER (dir.), *Solidarité et assurance. Les sociétés européennes face aux catastrophes, 17^e-21^e s.*, Grenoble, Publications de la MSH-Alpes, 2008.

2 - Christian PFISTER *et al.*, « The meteorological framework and the cultural memory of three severe winter-storms in early eighteenth-century Europe », *Climatic Change*, 101-1, 2010, p. 281-310.

3 - Rudolf BRÁZDIL *et al.*, « European floods during the winter 1783/1784: Scenarios of an extreme event during the 'Little Ice Age' », *Theoretical and Applied Climatology*, 100-1/2, 2009, p. 163-189.

4 - Emmanuel LE ROY LADURIE, *Histoire humaine et comparée du climat*, 3 vol., Paris, Fayard, 2004-2009.

Emmanuel Le Roy Ladurie

Histoire humaine et comparée du climat.

3, *Le réchauffement de 1860 à nos jours*
Paris, Fayard, 2009, 460 p.

Dans le dernier volume de sa trilogie historico-climatique¹, Emmanuel Le Roy Ladurie livre au lecteur une coulée historique comprise, *grosso modo*, entre la fin du petit âge glaciaire (PAG) et le fameux *global warming* dénoncé depuis maintenant une trentaine d'années par les climatologues.

Traiter d'un tel sujet dénote un courage indéniable tant la période couverte (plus particulièrement celle comprise entre 1980 et 2008), marquée comme nous le savons par une tendance lourde à l'élévation des températures moyennes, fait l'objet de vives polémiques entre « sceptiques » et « carbocentristes ». Rappelons que les premiers contestent ou nuancent la part anthropique du réchauffement tandis que les seconds soulignent au contraire la responsabilité de l'homme dans l'envolée thermique des dernières années. Quant à ses convictions en la matière, l'historien *ès* climat n'en a jamais fait mystère et le suspense est levé sans ambiguïté dans la conclusion quand il déclare qu'à « l'heure où le réchauffement pénètre désormais parmi tous les pores du social [...] celle-ci [la croissance des températures] [est] inséparable,

qu'on le veuille ou non, de la croissance économique mondiale productrice de CO₂ en quantité sans cesse accrue, elle aussi, malgré les objurgations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), pourtant légitimes » (p. 361-362). Second défi de taille relevé par l'auteur : produire une « histoire immédiate » ou une « histoire du temps présent » du climat, avec tous les risques d'interprétation à « chaud » et les controverses qu'elle peut susciter quelques mois seulement après la conférence sur le climat de Copenhague et, plus encore, après l'affaire du *Climategate* qui aura vu ferrailer la fine fleur de la recherche française dans la presse ou à l'Académie des sciences.

Nonobstant, plus qu'« immédiate », l'histoire présentée dans ce volume demeure intrinsèquement « médiata » puisqu'elle procède d'une enquête inscrite dans la durée auprès des meilleurs gisements de l'information climatique nationale et internationale, d'une réflexion forgée au contact des sources et des multiples expériences transdisciplinaires qu'E. Le Roy Ladurie a menées au cours de sa carrière.

Preuves en sont les multiples graphiques et tableaux, nettement plus fréquents que dans les précédents volumes dont on percevait parfois mal l'approche statistique pourtant régulièrement convoquée. Consulter la table des figures est précieux ; elle permet au lecteur de comprendre quels matériaux ont alimenté le propos d'E. Le Roy Ladurie. Au-delà, elle révèle, si cela était encore nécessaire, la dimension pionnière de l'œuvre ladurienne depuis la publication de son *Histoire du climat depuis l'an mil*². Grâce à ses liens historiques avec les meilleurs glaciologues mondiaux du Commissariat à l'énergie atomique (Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement) et de Suisse, il ausculte les oscillations des glaciers alpins d'Aletsch, de Ried et de Grindenwald entre 1500 av. J.-C. et le second millénaire, avant de s'intéresser à la signature climatique conservée dans les cernes d'arbres. En effet, la dendrochronologie, la science consistant à dater les pièces de bois et à lire leur passé climatique en analysant la morphologie des anneaux de croissance des arbres, est devenue un des outils privilégiés des spécia-

listes pour reconstruire les climats d'antan. En nous soumettant des courbes de températures « homogénéisées », « décennalisées » ou encore des constructions graphiques sous la forme d'écart à la moyenne, l'auteur rappelle également la dette qu'il a contractée auprès des météorologistes, notamment ceux de Météo-France avec lesquels il collabore de très longue date, mais également auprès de ses maîtres quantitativistes de l'École des *Annales*. E. Le Roy Ladurie n'oublie pas pour autant de fonder son jugement sur une source purement historique, fondatrice de son œuvre climato-historique : la phénologie. Discipline mesurant l'influence des facteurs météorologiques sur la croissance des végétaux, elle se résume majoritairement dans ce livre à ce qu'il appelle la « vendémiologie », entendons les bords de vendanges dont notre pays conserve la mémoire depuis le XIV^e siècle dans le cas de la Bourgogne. Il recourt également, mais dans une moindre mesure, à l'étude de la qualité et du volume des récoltes ainsi qu'à celle des productions maraîchères (dates de floraison des fruitiers). Dans une perspective plus spécifiquement historique, le propos et les illustrations quantitatives de l'historien renouent avec une histoire passablement marginalisée, l'histoire sérielle. Car, selon lui, l'histoire du climat demeure intimement liée à une histoire structurale inscrite dans la longue durée braudélienne et à l'histoire événementielle telle que préconisée par Charles Seignobos.

Le plan retenu ne déroge pas aux ouvrages antérieurs en adoptant une structuration strictement chronologique qui distingue successivement la phase 1861-1910, le *take-off* de 1911-1950 ou premier réchauffement, le rafraîchissement de 1951-1980, pour aboutir enfin à notre actuel réchauffement. Dans ce plan, l'originalité majeure, sinon la source d'étonnement potentielle pour le lecteur, réside dans sa subdivision en forme de millefeuille décennal correspondant aux cycles solaires considérés comme plus pertinents pour reconstruire les climats des 150 dernières années. Pour chaque épisode émergent des fenêtres météorologiques, ou plutôt des amers historiques comme la canicule nationale de 1893, la grande inondation de janvier 1910 commémorée en grande pompe depuis un an dans notre pays ou

encore la sécheresse de 1976. Toutes illustrent alternativement de grandes ou de minifluctuations reconnues par l'auteur au fil de ses recherches. Au passage, ces stances contradictoires soulignent un phénomène climatique aujourd'hui encore mal compris ou accepté par nos contemporains : la variabilité du climat à l'échelle de l'Europe qui veut qu'une canicule en Russie puisse coïncider avec une vague de fraîcheur estivale en Grande-Bretagne. Ces fluctuations météorologiques permanentes au cours d'un peu plus d'un siècle et demi, avec lesquelles l'historien doit composer, rendent ardue toute vision globale et linéaire, à l'exception notable cependant de la hausse des températures au tournant des années 1980.

Au terme de cette saga climatique, le lecteur saisira toute l'importance de cette période de basculement qui, vers 1860, inaugure une nouvelle tendance lourde, celle du réchauffement tant débattu aujourd'hui à tous les niveaux de la société avec, là aussi, des interprétations fluctuantes et contradictoires.

EMMANUEL GARNIER

1 - Emmanuel LE ROY LADURIE, *Histoire humaine et comparée du climat*. 1, *Canicules et glaciers, XIII^e-XVIII^e siècles*. 2, *Disettes et révolutions, 1740-1860*, Paris, Fayard, 2004 et 2006.

2 - Emmanuel LE ROY LADURIE, *L'histoire du climat depuis l'an mil*, Paris, Flammarion, 1967, trad. anglaise en 1972.

Spencer R. Weart

The discovery of global warming
Cambridge, Harvard University Press,
[2003] 2008, x-230 p.

Wolfgang Behringer

A cultural history of climate
Cambridge, Polity Press, [2007] 2010,
xv-295 p.

La menace du changement climatique global (CCG) a suscité depuis une dizaine d'années un regain d'intérêt de la communauté historique pour la question du climat. Ceci s'est traduit par une importante production éditoriale, structurée autour de quatre grands

types d'approches. Non exclusives, elles visent à décrire l'émergence du questionnement contemporain sur le CCG, en remontant jusqu'au XIX^e siècle et aux « précurseurs » de la théorie de l'effet de serre; à reconstituer les climats du passé et leurs évolutions naturelles (climatologie historique); à analyser les réponses des groupes humains aux transformations climatiques et/ou à réévaluer le rôle du « facteur climat » dans de grandes dynamiques historiques comme la formation du tiers-monde ou la crise européenne du XVII^e siècle; enfin, à aborder le « climat » comme une catégorie de pensée et d'action historiquement située, portée par les acteurs, et à analyser le rôle qu'elle joue dans l'histoire des pratiques et des discours politiques, savants, économiques ou médicaux. Les ouvrages analysés ici relèvent respectivement du premier et du troisième de ces grands types d'approches.

L'ouvrage de Spencer Weart est cité massivement par ceux qui, historiens, sociologues, spécialistes des sciences « dures » ou journalistes, sont aujourd'hui amenés à s'intéresser à la question du CCG. Historien des sciences, au départ spécialiste de l'histoire de la physique, S. Weart a mené une recherche de longue haleine sur l'émergence de l'expertise scientifique du changement climatique. Sa démarche a d'abord consisté à remonter, de rapports en articles de recherche, le long des chaînes de citation de la littérature savante. Le résultat est une histoire centrée sur l'évolution des théories du climat, avec ses avancées, ses retours en arrière, ses controverses, toutes lues en fonction de ce que cherche à décrire S. Weart, c'est-à-dire la « découverte » progressive du CCG au fil d'un siècle et demi de travaux et de débats scientifiques¹.

L'exposé est rigoureux, parfois trop linéaire, mais il évite de se transformer en un récit caricatural de la marche vers la vérité tout en assumant son cadrage rétrospectif. S. Weart a aussi le mérite de ne pas s'en tenir à une histoire des concepts. Il porte en effet une attention soutenue à l'évolution des méthodes d'observation et de simulation – qui ont conditionné la possibilité même du diagnostic sur le CCG : techniques de reconstruction paléoclimatique par le carottage glaciaire et l'analyse de sédiments, modèles numériques de climat, réseaux d'observation terrestres et satellitaires.

L'ouvrage pointe par ailleurs l'importance cruciale de la question des « grandes glaciations » dans l'émergence de la climatologie contemporaine. Des années 1860 aux années 1970, c'est essentiellement autour de cette thématique que se sont développées la paléoclimatologie et les recherches théoriques sur les interactions entre atmosphère, globe terrestre et rayonnement solaire. Les flux et reflux des périodes glaciaires ont joué le rôle d'« expériences naturelles » dont l'analyse a permis d'affiner peu à peu la compréhension des mécanismes du climat. Ces recherches – informées des apports théoriques issus de la cybernétique et de la physique – ont amené la rupture avec le paradigme uniformitariste issu du XIX^e siècle, qui postulait une stabilité ou une évolution graduelle des phénomènes. Les climatologues raisonnent aujourd'hui en termes de trajectoires, d'instabilités et de transitions susceptibles d'intervenir à l'échelle d'une vie humaine – c'est-à-dire presque instantanément à l'aune du temps géologique.

S. Weart montre aussi à quel point l'émergence de l'expertise sur le CCG s'enracine dans la mobilisation scientifique suscitée, aux États-Unis, par la Seconde Guerre mondiale puis par la guerre froide. Le globe tout entier, des pôles aux profondeurs océaniques, devient un champ de bataille et l'océanographie, la géophysique, la climatologie des secteurs stratégiques bénéficient d'une débauche de moyens et de financements. Les recherches sur les effets des explosions atomiques (retombées radioactives, « hiver nucléaire » global) suscitent un vaste effort de modélisation des mécanismes atmosphériques et climatiques planétaires. L'ouvrage souligne aussi le rôle joué, pendant et après la guerre froide, par les institutions de coopération internationale et notamment par l'Organisation météorologique mondiale (une agence de l'ONU à l'origine, avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, de la création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC).

En lisant S. Weart, on réalise à quel point le diagnostic du CCG est le produit d'une lente décantation, d'une histoire au long cours qui s'est concrétisée, dès la fin des années 1970, par des mises en garde publiques issues des milieux scientifiques puis relayées par de grands

médias. Cette contextualisation historique offre une mise en perspective salutaire à l'heure où certains parlent encore d'effet de mode à propos du CCG.

La grande faiblesse du livre réside dans ses derniers chapitres. L'auteur cherche à y dépasser son interrogation initiale sur le diagnostic du CCG pour analyser les mécanismes qui, au cours des trois dernières décennies, ont contribué (ou non) à son appropriation par les États, les médias, les acteurs économiques. Mais ses outils d'analyse du social restent rudimentaires, et son point de vue trop américano-centré : on ne trouvera ici rien de très concluant sur le GIEC, le climatosepticisme ou la médiatisation de la menace. L'ouvrage n'en reste pas moins une synthèse précieuse pour qui s'intéresse à l'histoire des savoirs du changement climatique.

Wolfgang Behringer aborde la question des interactions climat/société sous un tout autre angle. Historien spécialiste de l'époque moderne, l'auteur nous livre ici une synthèse portant conjointement sur l'histoire « physique » des climats terrestres et sur les effets de leur évolution « naturelle » sur les groupes humains, depuis l'émergence des premiers hominidés.

C'est toutefois la question du CCG qui fournit l'horizon problématique de l'entreprise. La préface souligne ainsi qu'une connaissance approfondie des « réactions culturelles » aux transformations climatiques du passé – et notamment au petit âge glaciaire (PAG), qui est au cœur de l'interrogation de W. Behringer – peut informer utilement les réflexions sur l'adaptation au réchauffement climatique. La (brève) introduction pointe quant à elle l'importance de la climatologie historique dans le diagnostic même du CCG.

L'ouvrage est ensuite structuré en cinq chapitres et un épilogue. Le premier chapitre débute par un exposé des méthodes de la climatologie historique : méthodes d'analyse matérielle (carottage, analyse des pollens...), méthodes de l'historien du climat aux prises avec les archives (observations anciennes, *proxy data* comme les dates de vendanges ou le prix des céréales). Puis W. Behringer s'attache à décrire les mécanismes de la « machine climatique » terrestre et les grandes lignes de son évolution, de la formation de la Terre à l'émer-

gence de l'*homo erectus*. Le propos est lucide, informé, et cette mise en perspective à l'échelle des temps géologiques, stimulante.

Le deuxième chapitre s'ouvre sur l'émergence de l'*homo sapiens*, dont W. Behringer décrit les déplacements à la surface du globe sous l'effet des grandes transformations climatiques. Il analyse le rôle que l'entrée dans l'Holocène – la période inter-glaciaire dans laquelle nous vivons encore aujourd'hui – aurait joué dans la « Révolution néolithique » puis dans l'essor (ou le déclin) des sociétés anciennes (l'Égypte ou Mycènes). Le propos rappelle ici les écrits de Jared Diamond², avec une volonté totalisatrice qui produit à la fois des effets de perspective intéressants et des développements caricaturaux. Ce dernier aspect prend le dessus dans la seconde moitié du chapitre, où W. Behringer nous livre une sorte d'histoire universelle qui nous amène de l'Empire romain au début du XIV^e siècle. La narration fonctionne en mettant en parallèle évolutions climatiques et grandes dynamiques historiques. Le propos frappe par son systématisme dans l'imposition d'une chaîne de causalité qui passe par le climat, tout en n'approfondissant que rarement l'analyse des médiations concrètes actives aux interfaces environnements/sociétés (les spécificités des différents systèmes agricoles, par exemple).

Dans le troisième chapitre, W. Behringer en vient à ce qui fait le cœur de son interrogation, à savoir les « réactions » des sociétés européennes au PAG (~XIV^e siècle~1850). Son propos se concentre sur les XVI^e et XVII^e siècles, dont il est spécialiste. Il s'attache à décrire les conséquences du PAG en termes d'inondations, d'épidémies, de déplacements des limites de culture, d'abandons de villages. Ce qui frappe, c'est la faiblesse des analyses sur les stratégies d'adaptation aux contraintes environnementales et, une nouvelle fois, le systématisme avec lequel le facteur climatique est rendu responsable des phénomènes historiques les plus divers. S'y ajoute un psychologisme rétrospectif lorsque l'auteur nous décrit les « dépressions saisonnières » qui saisissent les hommes soumis aux ciels de plomb du PAG (p. 115-120).

Le chapitre suivant approfondit le propos sur le PAG en s'intéressant plus avant aux dimensions religieuses, morales et culturelles.

L'auteur y formule l'une des thèses les plus marquantes du livre : le lien entre la multiplication des procès en sorcellerie et la rigueur des conditions climatiques des années 1560-1660. Les sorcières serviraient de boucs émissaires en réponse à la multiplication des désastres météorologiques. W. Behringer défend cet argument en soulignant d'une part une corrélation entre le rythme des persécutions et les courbes d'évolution climatique et, d'autre part, la référence fréquente aux événements météorologiques dans les procès en sorcellerie. Il complète son propos en insistant sur le fait que ces derniers sont suscités par des dynamiques « from below » (p. 132) et renvoient donc à des phénomènes d'exaspération sociale attribuables à la rigueur climatique. On a le droit de rester dubitatif face à cette argumentation qui finit par faire de la rudesse des temps et de son expression *via* une « économie des péchés » sommairement esquissée le *primum mobile* de phénomènes sociaux complexes comme les procès en sorcellerie.

Avec le dernier chapitre, la tonalité change et l'auteur nous propose un panorama raisonné des grandes mutations économiques, sociales et culturelles à l'origine de la trajectoire environnementale contemporaine : « révolution agricole », « révolution industrielle », usage massif des combustibles fossiles, maîtrise technique de l'environnement. Puis il décrit avec pertinence, en s'appuyant notamment sur l'ouvrage de S. Weart, l'émergence du diagnostic du CCG et la dynamique actuelle des négociations internationales sur le climat.

L'ouvrage se conclut sur un bref développement visant, comme l'annonçait la préface, à analyser la crise climatique contemporaine à l'aune des ressources réflexives fournies par l'investigation historique. Hélas, le faible pouvoir analytique des outils mobilisés ne paraît pas à la hauteur de la complexité – et de l'importance – des enjeux. C'est finalement un sentiment de regret qui domine car le propos est ambitieux, structuré et informé par une vaste bibliographie issue des sciences physiques et historiques. Mais le livre est traversé par de très importants problèmes de méthode qui, en dépit des précautions rhétoriques de l'auteur, se traduisent par des raisonnements platement déterministes et des conclusions caricaturales.

Éviter cet écueil aurait supposé une analyse bien plus fine des médiations sociales, économiques, culturelles historiquement situées qui organisent les assemblages climat/société et leurs transformations dans le temps.

Soulignons pour finir le choix peu judicieux du titre : le terme « *Kulturgeschichte* » ayant dans le contexte historiographique allemand une signification très large, sa traduction littérale est trompeuse car les outils de l'histoire culturelle ne sont ici mobilisés qu'à la marge.

FABIEN LOCHER

1 - Le livre se double d'un complément hyper-texte qui propose des analyses et des bibliographies complémentaires : <http://www.aip.org/history/climate/index.htm>.

2 - Jared DIAMOND, *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 2000.

François Walter

Catastrophes. Une histoire culturelle, XVI^e-XXI^e siècle

Paris, Le Seuil, 2008, 380 p.

Les ambitions du dernier ouvrage de François Walter sont extrêmement vastes, traiter en 342 pages des catastrophes, naturelles et non naturelles, du XVI^e au XXI^e siècle, dans toute l'Europe, sans s'interdire des échappées plus lointaines. À ce compte, le lecteur comprendra très vite qu'il ne s'agit pas d'un ouvrage issu de recherches de première main, mais d'un livre de synthèse manipulant une vaste bibliographie. Un des premiers mérites de l'ouvrage est donc de donner accès au dernier état de la recherche, en particulier de langue allemande (Manfred Jakobowski-Tiessen). Deux lacunes frappent cependant : tout un pan de la sociologie des risques française autour de Claude Gilbert et la bibliographie américaine, à qui nous devons pourtant certaines des meilleures études publiées ces dernières années.

La question du format n'est pas sans importance car il engage un certain degré de généralité et de complexité. La première partie du livre, « Les sociétés anciennes ne sont pas des sociétés de la catastrophe (XVI^e-XVIII^e siècles) »,

développe des analyses fines et contrastées sur les différences entre pays européens, entre catholiques et protestants. La deuxième partie, « Aléas naturels et menaces sociales (du milieu du XVIII^e siècle à la Première Guerre mondiale) », s'appuie sur plusieurs études de cas : le tremblement de terre de Lisbonne de 1755, le choléra de 1831-1832, la catastrophe industrielle, la Première Guerre mondiale. La dernière partie, « La société du risque et de l'incertain (de 1918 à nos jours) », tient plus de l'essai historique, croisant Auschwitz, Hiroshima, le DDT, la vache folle, le réchauffement climatique, le cinéma hollywoodien, le terrorisme, etc.

Un fil directeur unit ces différents chapitres et leur donne leur cohérence, « l'hypothèse du religieux et du symbolique comme schéma d'explication globale de longue durée », du XVI^e au XX^e siècle (p. 12). F. Walter récusé donc l'opposition couramment admise entre des sociétés traditionnelles, marquées par les interprétations religieuses et la superstition, et une forme de modernité issue de la révolution scientifique et des Lumières, capable de gérer les risques grâce à la technique et à des approches rationnelles. Cette histoire se veut donc résolument culturelle, affirmant qu'il existe déjà une vaste littérature sur la gestion des risques et des catastrophes, et que l'important réside plutôt dans le sens donné à la catastrophe. Abordant cette figure du côté de la signification et non de l'aléa producteur, F. Walter peut donc embrasser d'un même élan les désastres naturels, la guerre, la Shoah, le terrorisme. Le lecteur aurait cependant aimé que l'analyse aille jusqu'à expliquer comment chaque époque a pensé les rapports entre mal physique et mal humain, et décidé à partir des Lumières de séparer les deux, offrant des lectures alternatives à celle menée ici.

Portés par cette grille de lecture, les différents chapitres démontrent dans un premier temps que les sociétés anciennes antérieures aux années 1750 ne sont pas des sociétés de la catastrophe. La catastrophe est une construction anachronique qui ne rend pas compte d'un monde où le sacré et le profane ne sont pas séparés, et où la religion fournit des modes d'intelligibilité rationnels du monde et de ses phénomènes. Cette première partie contient de très bons passages sur la sorcellerie, les pays

réformés, l'évolution du christianisme, réutilisant les travaux les plus récents des historiens du religieux, souvent mal connus des historiens des catastrophes. La deuxième partie montre l'émergence de la notion d'aléa naturel à partir du tremblement de terre de Lisbonne, qui engage un nouveau régime d'historicité. Ce désenchantement du monde se traduit au XIX^e siècle par un certain nombre de déplacements, de recompositions des liens entre le sacré et le profane : le mal moral devient mal social (le choléra), l'essor de la presse concurrence la médiation religieuse, la science s'empare de la figure catastrophiste et entretient les peurs, alimentant l'esthétique de la catastrophe. La Première Guerre mondiale condense ces lectures en montrant que le répertoire de la catastrophe est plus présent que jamais, défaisant les illusions d'une approche en termes exclusifs de risques. La dernière partie, de 1918 à nos jours, défend une thèse en résonance avec celle d'Ulrich Beck : la société du risque contemporaine est une société de la catastrophe. Le transfert du religieux au politique fait passer du péché individuel à la faute collective, inventant de nouvelles formes de culpabilisation et nourrissant des figures médiatiques crépusculaires, animées par des hommes passifs et résignés. Les nouvelles cultures du risque, qui ont perdu le caractère rassurant de la menace naturelle extérieure, sont donc caractérisées par le brouillage des notions, les pathologies de l'hyper-organisation et la montée de l'alarmisme.

Plusieurs critiques peuvent être avancées à l'encontre de cette thèse. La première tient à la décision d'écarter toute forme d'action. À plusieurs moments du texte, l'articulation affleure pourtant, en particulier car les interprétations religieuses sont une forme de gestion de la catastrophe, réinstallant de l'ordre sur le désordre. Ensuite, le projet d'une histoire strictement culturelle de la catastrophe semble en contradiction avec la conclusion qui montre, d'une part, que la crise contemporaine est la crise d'une certaine gestion des dangers en termes de risques, d'autre part qu'il faut mener une histoire des représentations sociales en les inscrivant dans des contextes investis par des acteurs. Or l'ensemble du livre ne suit pas ces méthodes, n'analysant ni système

d'acteurs ni répertoire d'actions dans lesquels des catégories sont manipulées par ces acteurs. Certains passages tiennent plus du collage de citations et de références, avec une richesse de citation parfois étourdissante. Enfin, si la thèse générale est forte, comment ne pas avoir le sentiment par moment qu'elle tombe dans un travers dénoncé par Lucien Febvre, la tentation de reconstruire l'histoire à travers le sentiment de sécurité ou la peur des catastrophes¹.

Loin de diminuer la valeur de ce livre, ces critiques soulignent d'autres interprétations possibles, signe d'un champ d'étude – l'histoire des catastrophes et des risques – parvenu à une certaine maturité.

GRÉGORY QUENET

1 - Lucien FEBVRE, « Pour l'histoire d'un sentiment: le besoin de sécurité », *Annales ESC*, 11-2, 1956, p. 244-247.

Isabelle Parmentier

Histoire de l'environnement en Pays de Charleroi (1730-1830). Pollution et nuisances dans un paysage en voie d'industrialisation
Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2007, 410 p.

L'histoire de l'environnement prend depuis une quinzaine d'années un véritable essor dans les pays francophones, avec quelque retard sur leurs homologues anglo-saxons ou germaniques. Il manquait à la Belgique l'équivalent des travaux d'André Guillaume ou de Geneviève Massard-Guilbaud pour la France¹: il est donc regrettable qu'il ait fallu attendre cinq ans pour disposer de ce remarquable ouvrage, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2002, qui marque une étape importante dans les études sur la pollution en Belgique.

Dès l'abord, l'ouvrage frappe par son excellence formelle qui sert admirablement une étude solide, à la méthodologie sans faille: la critique constante des sources mène à des remarques particulièrement intéressantes, comme lorsque l'auteur souligne que les règlements de police des villes se copient souvent les uns les autres, et ne donnent donc pas toujours une image précise des réalités locales qui

leur sont propres. Les annexes (cartes, tableaux, figures) nombreuses et fouillées confortent la démonstration sans l'alourdir, à l'image de la bibliographie et des sources, rigoureusement détaillées.

L'analyse porte sur le pays de Charleroi, un espace sans unité administrative mais cohérent d'un point de vue socio-économique, mêlant terres rurales et villes en développement. Cette région connaît d'importantes mutations entre les années 1730, période de décollage économique, et 1830, début de l'indépendance belge. L'étude se déroule en deux temps: d'abord une présentation des pollutions identifiables dans la région, puis l'analyse de leurs perceptions et des modalités de leur contrôle.

La « Topographie des pollutions et nuisances » de la première partie dresse un panorama complet de toutes les atteintes à l'environnement du pays de Charleroi: déchets, d'origine professionnelle, animale ou domestique, mais aussi, dans un souci d'exhaustivité, nuisances sonores et esthétiques. Il était important en effet d'envisager ce dernier point, souvent lié aux dénonciations de l'industrie et de l'urbanisation, même si, comme on pouvait s'y attendre, les populations de la région en ont peu parlé. La pollution sonore constitue un apport original et souvent peu étudié de la question: on peut toutefois s'interroger sur la pertinence à y intégrer les sonneries régulières des cloches... Le tableau qui en ressort est assez effrayant: dans une région en pleine industrialisation, les pollutions de tous ordres s'accroissent, salissant l'eau – celle de la Sambre notamment, réceptacle de tous les rejets –, la terre – terrils et tas d'ordures par exemple – ou l'air – souvent pestilentiel. Malgré ce développement économique et la croissance démographique, nulle sectorisation ne s'établit entre habitations et industries; au contraire, une forte promiscuité prévaut entre les déchets et les hommes, potentiellement néfaste pour ces derniers.

Pourtant, comme le montre la seconde partie de l'ouvrage sur les attitudes face à ces pollutions et nuisances, celles-ci ont suscité des réactions relativement limitées. Les autorités, nationales, régionales ou locales, sont fortement influencées par l'esprit industrialiste et font tout pour favoriser le développement économique des localités concernées. L'étude

détaillée des trois règlements de police principaux de la période – l'édit de 1693, le projet de 1769-1779 qui ne voit pas le jour, et le règlement de 1825-1826 – témoigne de certaines préoccupations nouvelles ou renforcées, notamment en matière d'urbanisme, de vandalisme ou de salubrité publique. Mais des pans entiers sont encore ignorés, comme les nuisances industrielles (fumées, déchets, nuisances sonores) ou la saleté des cours d'eau. Les quelques mesures législatives importantes – l'édit de 1810 par exemple – sont peu ou mal appliquées et les contrôles sont souvent faibles ou inexistantes. Si, à Charleroi, l'adduction d'eau demeure nettement insuffisante, des infrastructures existent pour l'évacuation des déchets, par des égouts ou des services de voirie – l'auteur montre bien comment le passage d'une gestion privée à une gestion en régie de ces derniers, qui pèse sur les finances publiques, peut être le signe de l'émergence d'un premier « service public ». Cet intérêt grandissant pour la propreté des villes trouve son pendant dans la constitution progressive et l'entretien d'espaces verts au sein des villes à partir de la fin du XVIII^e siècle. Mais ce qui fait défaut à la région, c'est un personnel compétent, tant pour appliquer les mesures prises que pour veiller à leur respect.

Il est rare, en effet, que la population manifeste directement, du moins dans les sources disponibles, son opposition à certaines pollutions. Les médecins et savants qui protestent contre l'insalubrité de la ville de Charleroi sont souvent extérieurs à la ville : la région semble avoir une vie intellectuelle plutôt morne, et aucune personnalité d'envergure ne s'en détache qui souhaite traiter des problèmes liés aux différentes pollutions. Il existe peu de traces en général des éventuelles oppositions du peuple. Quant aux notables, dont beaucoup sont des industriels qui contrôlent également le pouvoir politique, ils ne voient de problème à l'installation d'usines que lorsque celles-ci peuvent nuire à leurs propres affaires – mais les enquêtes *commodo et incommodo* qui témoignent de ces oppositions rejettent systématiquement ce type d'argument.

Au final, Isabelle Parmentier livre un panorama complet et nuancé sur la pollution en pays de Charleroi. Son approche essentiellement thématique et synchronique a le défaut de

ses qualités : malgré une chronologie soigneusement rétablie dans chaque chapitre et des conclusions alertes qui visent à redonner une vision globale et diachronique des phénomènes, on aimerait quelquefois mieux mesurer les évolutions à l'œuvre sur cette période qualifiée de transition. Faute de sources sans doute, on perçoit parfois mal tant l'unité de la région dans son attitude vis-à-vis des nuisances que les mouvements de fond – s'il y en eut – traversant ce siècle de bouleversements industriels et urbains. Néanmoins, même si cette dynamique peut de temps en temps nous échapper, I. Parmentier propose un tableau précieux de la situation environnementale autour de Charleroi, qui fera référence.

CHARLES-FRANÇOIS MATHIS

1 - André GUILLERME, *Les temps de l'eau. La cité, l'eau et les techniques, Nord de la France, fin III^e-début XIX^e siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 1983 ; Geneviève MASSARD-GUILBAUD, *Histoire sociale de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2010.

Geneviève Massard-Guilbaud

Histoire de la pollution industrielle.

France, 1789-1914

Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 403 p.

Dans le sillage d'une historiographie renouvelée sur la question de la pollution industrielle et de l'environnement urbain durant la période contemporaine, le livre de Geneviève Massard-Guilbaud est destiné à devenir une œuvre de référence. Pour la première fois, ce travail prend pour objet, de façon systématique et sur plus d'un siècle, la législation française sur les établissements qui répandent une odeur insalubre et incommode en explorant, sous l'angle de l'interdisciplinarité, ses multiples enjeux. « L'écriture de l'histoire de la pollution – écrit à juste titre l'auteure – fournit une nouvelle occasion d'explorer ces relations complexes entre les villes et leurs industries, que ce soit du point de vue de l'hygiène publique, de l'usage de l'espace, des relations entre couches sociales aux goûts et aux intérêts divergents » (p. 11). L'organisation de l'espace urbain, le développement industriel, les appareils tech-

niques et administratifs de l'État, l'histoire de la science (en particulier de la chimie), les conflits de voisinage, le problème de la santé publique comptent parmi les principaux thèmes abordés. Une abondante recherche dans les archives, la mise en valeur de quelques cas exemplaires, l'analyse d'expériences dans des villes de province en constituent autant de points forts.

Cette histoire a pour point de départ « obligé » le décret du 15 octobre 1810 qui, pour la première fois, tout en donnant naissance à un véritable « modèle français », discipline de manière organique le phénomène des établissements « polluants ». Là encore, c'est une intervention normative de la période napoléonienne qui pose les fondements – il s'agit presque d'une constante de l'histoire française contemporaine – d'une architecture institutionnelle vouée à régir les destins de l'industrie française durant un siècle. Ce décret fut précédé par un imposant travail de préparation bien visible dans deux rapports « techniques » de l'Institut et orchestré par le *deus ex machina* de toute l'affaire : Jean-Antoine Chaptal. L'histoire de la pollution en France va de pair, par de nombreux aspects, avec l'histoire du développement de la chimie qui accède, entre le XVIII^e et le XIX^e siècle, au rang de moteur d'une recherche appliquée destinée à connaître un franc succès. Chaptal, éminent chimiste, industriel riche et entreprenant, membre de l'Académie des sciences et ministre de l'Intérieur, résume, dans son propre itinéraire biographique, un parcours voué à marquer le décret de 1810 et l'histoire du développement industriel français durant tout le XIX^e siècle. La législation de 1810 confirme la construction du mythe napoléonien de la rationalité et de l'uniformité régulatrice qui chasse l'arbitraire de l'Ancien Régime et le développement anarchique des appareils révolutionnaires. Il s'agit d'une législation – augmentée par la suite et adaptée aux évolutions du siècle tout entier – qui a pour objectif de protéger l'industrie naissante en la plaçant sous l'aile protectrice d'une administration qui, sans être totalement insensible aux inquiétudes du voisinage, se prévaut d'un appareil d'expertise qui préfère les ingénieurs et sous-évalue les médecins. C'est l'odeur insalubre et incommode qui fonde le

statut de la nocivité et non pas un concept plus large de santé publique. L'isolement, l'éloignement *extra muros* des activités considérées comme « polluantes » servent de critère principal dans la gestion de ce phénomène, laissant les autres catégories d'activités au cœur de la ville, après une « procédementalisation » méticuleuse (qui va de l'enquête, ancienne, *de commodo et incommodo* aux différents types d'autorisation préalable) qui tente de soustraire la propriété industrielle à d'éventuels obstacles bureaucratiques de la part des tribunaux civils.

Les critiques d'individus tels que le vicomte de Cormenin ne se feront pas attendre envers un décret qui usurpe les attributions du pouvoir législatif. De même, Jules Simon en dénonce la qualité arbitraire. Mais il ne fait pas de doute que le libéralisme « par l'État » est étroitement lié à l'idéologie industrialiste prédominante que les ingénieurs d'État reconnaissent comme adéquate à une idée indéfinie du progrès technique.

Si la législation protège l'industrie chimique naissante, les protestations du voisinage – que l'auteur reconstitue efficacement à travers des enquêtes et des pétitions – nous révèlent avant tout des pans de conflits entre groupes sociaux en matière de gestion de l'espace urbain. La vision qui prévaut est l'héritière d'un individualisme possessif qui n'a que bien peu de liens avec d'improbables sentiments environnementalistes ou avec une conception arcadienne (bien au contraire, la campagne isolée est le lieu « naturel » d'installation des industries polluantes). Leur paradis « perdu » coïncide avec des intérêts de mise en valeur de l'espace urbain et donc d'autres types de propriété. On est en mesure de le comprendre grâce à l'admirable reconstruction d'un cas qui a pour cadre Clermont-Ferrand et comme principaux acteurs les industries Faure et Kessler ainsi que les habitants-propriétaires du quartier.

Si l'action des conseils en matière d'hygiène, qui œuvrent selon des temporalités et des modalités variables au sein de la ville, apparaît moins limitée que ce que l'on a cru par le passé, ce sont toutefois les ingénieurs polytechniciens (des Mines avant tout, et des Ponts et Chaussées) qui occupent le devant de la scène : légitimés

par la force de l'administration, ils sont également l'instrument d'une science faite « pouvoir » quoique, à l'épreuve des faits, inapte à définir la nature des émissions nocives, à analyser la composition des déchets, ou à mettre en route les procédures d'épuration, de filtrage ou de stockage des rebuts industriels. Il n'est pas étonnant que tout au long du siècle se développe une vaste littérature sur la « science de la salubrité », sur l'« hygiène industrielle », sur l'assainissement urbain qui, dans le livre de G. Massard-Guilbaud, est décrite aussi bien dans ses aspects génériques qu'au moyen de l'analyse d'œuvres comme celles de Jean-Baptiste Montfalcon et Augustin de la Polinière (1846), Charles de Freycinet (1870) ou Alexandre Layet (1898). Le travail de classification des établissements polluants se révèle décisif. C'est tout particulièrement à ce niveau « central » que se joue la vraie partie. L'auteur en suit les dynamiques, les mises à jour, le rapport entre développement technique et conséquences législatives. Un autre acteur privilégié émerge surtout à partir de l'époque orléaniste, le comité consultatif des Arts et Métiers, un comité du ministère du Commerce composé d'ingénieurs, d'industriels, d'hommes de sciences, de juristes, dominé durant une cinquantaine d'années par le scientifique-chimiste Eugène Chevreul.

Si le système de régulation introduit en 1810, puis développé durant tout le siècle, ne pouvait pas ne pas représenter les intérêts conjoints des industriels et d'une politique « protectionniste » adoptée par l'État, le bilan n'est pas dénué d'éléments d'ouverture intéressants. « Vers 1900, personne ne contestait plus publiquement l'idée que la pollution, lorsqu'elle posait un problème de santé publique, ne pouvait être tolérée, et que l'État était le garant de son principe. Sa reconnaissance universelle – quels qu'aient été les échecs de son application sur le terrain – était une première victoire, ne serait-ce que parce qu'elle conditionnait les étapes suivantes » (p. 345).

Dans ce livre, deux aspects auraient sans doute mérité d'être davantage pris en compte, même si l'on comprend tout à fait la logique cohérente que l'auteur a choisi de privilégier. Il est en effet intéressant, pour la France de la première moitié du siècle, d'étudier la construction du discours idéologique « industrialiste »

qui démarre avec le saint-simonisme et pénètre ensuite profondément l'économie politique, le droit, jusqu'à la formation des ingénieurs. C'est justement le thème de la propriété et de ses diverses formes (entre propriétés « statiques » et propriétés « dynamiques ») qui apparaît au premier plan. Le second aspect, lié au premier, concerne le débat sur les troubles de voisinage dans le cas où le propriétaire peut disposer librement de son bien mais ne doit pas « nuire à autrui ». C'est bien la théorie juridique des émissions – que le choix de la protection administrative tentait de contrer – qui constitue un terrain révélateur. Il suffit de lire l'essai de Jean-Baptiste Duvergier sur les droits des propriétaires des établissements polluants en rapport avec les propriétaires voisins (1843) pour comprendre comment la jurisprudence des *dommages et intérêts* – surtout à la suite de certaines interventions de la Cour de cassation – menaçait l'idéologie industrialiste qui considérait les décisions de la plupart des tribunaux civils comme « une défense indirecte et détournée ».

LUIGI LACCHÈ
traduit par GIULIA PUMA

Peter Thorsheim

Inventing pollution: Coal, smoke, and culture in Britain since 1800

Athens, Ohio University Press, 2006,
xii-307 p.

Inventing pollution propose une histoire très riche des rapports entre la société anglaise, le charbon et la pollution atmosphérique, centrée sur les années 1850-1950 qui seraient selon l'auteur le moment historique « d'invention de la pollution ». Conformément au titre, Peter Thorsheim commence par une approche culturaliste. Dans la première moitié du XIX^e siècle, la société anglaise ne se préoccuperait que peu ou pas des nuisances industrielles. Les fumées de charbon, par les oxydes de soufre qu'elles contenaient, étaient même considérées comme un moyen de contenir les dangers venant de la putréfaction, une manière de purifier l'atmosphère de ses miasmes.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle cette vision est renversée : la nature est pensée comme pure et salubre, et la ville et les techniques industrielles comme sales et menaçantes. À partir des années 1880, de nombreux facteurs font que la pollution atmosphérique devient un problème public majeur. Scientifiques tout d'abord. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la théorie des germes, en remplaçant le paradigme environnemental de l'hygiène publique, n'a absolument pas empêché les médecins de se préoccuper d'environnement. La pollution atmosphérique pouvait ainsi être incriminée dans un cadre médical pasteurien. Par exemple, l'ozone était conçu comme un puissant désinfectant atmosphérique naturel, or, les *smogs*, en réduisant la luminosité, empêchaient la production d'ozone et donc la destruction des germes. Dès 1873, la revue *Lancet* corrèle l'augmentation de la mortalité londonienne aux phénomènes de *smogs*. De même, la prise en compte des cycles chimiques et du rôle de la végétation dans la circulation du carbone et de l'oxygène (Justus von Liebig) encourage une vision pessimiste de l'agglomération londonienne comme un être contre-nature. Suivant la vision providentialiste d'un ordre naturel, la Society for promoting christian knowledge montre que Londres, par la combustion de charbon et sa consommation d'oxygène, équivaldrait à 100 millions d'humains. C'est bien l'idée d'une rupture des cycles naturels reliant la végétation aux animaux qui est alors mise en avant.

La critique de la pollution s'inscrirait également dans le mouvement culturel qui, après la dépression économique de 1876, s'interroge sur la crise de la science, la fin du progrès et la dégénérescence. La fumée devient l'emblème d'une anxiété culturelle plus large. Dans quelques pages très intéressantes, P. Thorsheim décrit le débat entre les eugénistes qui envisagent la dégénérescence comme un processus héréditaire (*racial degeneration*) et les activistes de la lutte contre la fumée qui parlent plutôt de *physical degeneration* et relie ce phénomène à la détérioration de l'environnement urbain.

Si ces six premiers chapitres apportent une masse d'informations fascinantes, leur caractère un peu monolithique peut également laisser

sceptique. Quand l'auteur explique que « la société anglaise » ne se préoccupait pas de pollution dans la première moitié du XIX^e siècle, il passe outre l'existence d'innombrables conflits suscités par les nuisances dès les débuts de la révolution industrielle et même bien avant. Pour le cas français, le cadre médical néohippocratique faisant des « choses environnantes » les déterminants de la santé fournit au début de la révolution industrielle de puissants arguments pour critiquer la pollution des manufactures. Au XVIII^e siècle, il structurait même le travail policier de régulation environnementale¹. Les pollutions industrielles étaient mises sur le même plan d'existence que les pollutions organiques, comme une atteinte au bon air de la ville. Bref, dans ces affaires très conflictuelles, mieux vaut éviter de penser la société anglaise et ses représentations comme un bloc et dire plutôt qu'une bonne partie du discours médical, dans la première moitié du XIX^e siècle, justifiait la pollution contre les plaintes des citadins.

Dans la suite de l'ouvrage, l'auteur adopte heureusement une vision beaucoup plus politique de la pollution, prenant soin d'étudier les conflits et les controverses quant à sa définition. Un chapitre décrit la multiplication d'associations qui à partir des années 1860 se préoccupent de près ou de loin de pollution et d'environnement : Commons preservation society (protection du bocage), Society for the preservation of ancient buildings, Metropolitan public gardens association, Manchester field naturalists' society, Scapa society (contre l'affichage commercial), National trust, National smoke abatement institution, Coal smoke abatement society, Smoke abatement league of Great Britain. Considéré d'un point de vue français, c'est l'implication de la société civile (en fait des classes moyennes et supérieures) dans l'activisme environnemental qui surprend. Mais l'auteur montre également l'impuissance de ces associations qui ne souhaitaient pas affronter les industriels et qui se souciaient davantage d'éducation environnementale à l'endroit des classes populaires.

Le chapitre suivant décrit l'inefficacité des lois contre les fumées de 1866 et de 1891 : elles excluaient les activités jugées stratégiques (la sidérurgie par exemple), elles ne prenaient pas

en compte les fumées domestiques, ou bien encore, en n'interdisant que les « fumées noires », elles ouvraient la porte à mille manœuvres dilatoires. Leur problème principal résidait dans leur caractère local : lorsqu'un inspecteur posait trop de problème, les industriels menaçaient les conseils municipaux de quitter la ville. Dans les villes industrielles, les principaux pollueurs étaient souvent membres des conseils et décidaient donc du recrutement et du salaire des inspecteurs. Enfin, la faiblesse des amendes rendait la pollution plus rentable.

Comment expliquer alors qu'à la fin du XIX^e siècle, le ciel de Londres se soit éclairci. C'est sur ce point que P. Thorsheim écrit son chapitre le plus fort. En étudiant l'industrie du gaz, il montre que celle-ci, à partir des années 1870, a constamment instrumentalisé les associations contre les fumées pour faire sa promotion. Or si la production de gaz réduisait effectivement les fumées domestiques, il déplaçait et concentrait en fait les risques sur les ouvriers et sur certains quartiers populaires.

Les derniers chapitres sont consacrés au *smog* londonien du 5 décembre 1952 et à ses conséquences. Le 1^{er} décembre, le gouvernement lève le rationnement sur le *nutty slack*, le charbon le plus fumant. Quelques jours après, Londres est complètement bloquée par le *smog*. Si la mortalité fit l'objet de controverses, on peut l'estimer à près de 8000 morts, un chiffre comparable aux dernières épidémies de choléra dans la capitale. Ce phénomène exceptionnel masquait aussi la mortalité considérable liée à la pollution normale : 62 morts de bronchites sur 100 000 décès en Angleterre contre seulement 4,5 en France. Le travail du comité présidé par Hugh Beaver aboutit au Clean air act de 1956 qui, par rapport aux lois précédentes, avait la particularité d'inclure les fumées domestiques et de donner aux communes le pouvoir d'interdire toute fumée. D'autres sources d'énergie – gaz, électricité et *smokeless fuels* – permirent le succès de cette loi qui fut par contre très conciliante avec ces industries.

L'histoire de la lutte contre la pollution au charbon en Angleterre montre combien ce processus fut lent : parce que les activistes et les lois s'inscrivaient dans le paradigme du laisser-faire et qu'ils pensaient que les industriels sou-

mis aux bonnes incitations dépollueraient, il fallut attendre près d'un siècle pour voir Londres véritablement débarrassée de son épais manteau de fumée noire. Ce livre est donc important si l'on veut mettre à profit le recul historique pour considérer la question du changement global.

JEAN-BAPTISTE FRESSOZ

1 - Jean-Baptiste FRESSOZ, « Circonvenir les *circumfusa*. La chimie, l'hygiénisme et la libéralisation des 'choses environnantes' : France, 1750-1850 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4, 2009, p. 39-76 ; Geneviève MASSARD-GUILBAUD, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éd. de l'EHÉSS, 2010 ; Thomas LE ROUX, *Nuisances et pollutions industrielles. Paris, laboratoire de leur légitimation, 1770-1830*, Paris, Albin Michel, à paraître en 2011.

Frank Uekoetter

The age of smoke: Environmental policy in Germany and the United States, 1880-1970
Pittsburgh, University of Pittsburgh
Press, [2003] 2009, VIII-350 p.

L'âge des fumées est révolu dans les villes occidentales et a cédé la place à celui des pollutions automobiles, moins directement perceptibles par les sens. Le pétrole, l'énergie nucléaire et les énergies « renouvelables » ont remplacé le charbon comme source d'énergie. Cependant, jusqu'aux années 1960, dans la plupart des nations industrialisées au XIX^e siècle, à commencer par la Grande-Bretagne, la combustion du charbon par les industries comme par les foyers domestiques a constitué l'une des principales nuisances de la vie urbaine¹. À travers une comparaison entre les États-Unis et l'Allemagne, appuyée sur un dépouillement de sources d'une variété impressionnante et menée sur près d'un siècle, cet ouvrage retrace l'inscription de la pollution atmosphérique à l'agenda des autorités publiques de diverses échelles territoriales. Inspirée par la science politique, la problématique de l'ouvrage est centrée sur les modes de gestion, concertée ou non, de la pollution de l'air et sur les systèmes de coopération qui ont pu exister dans ce domaine entre autorités locales et industrie.

Publié en anglais après une première parution en allemand, *The age of smoke* commence par réhabiliter les États-Unis, que les débats internationaux sur les gaz à effet de serre ont souvent fait percevoir comme un pays « en retard » en matière de politique environnementale. En effet, au tournant du XX^e siècle, durant l'« ère progressiste » qui régnait dans la plupart des villes états-uniennes, le discours alors dominant en Europe, qui assimile la fumée au progrès et à la prospérité, fut battu en brèche par de nombreuses associations civiques, parfois féminines, qui n'hésitaient pas à affronter les industries polluantes à coup de procédures judiciaires. Une stratégie plus conciliante et promise à un meilleur avenir fut inaugurée à Chicago en 1906 : il s'agit de la persuasion. Des *smoke inspectors* donneraient des conseils aux industriels qui en profiteraient pour économiser du combustible : en somme, une stratégie « gagnant-gagnant » et adaptée au désir de l'époque de rechercher l'*efficiency*. Du côté germanique, le cadre réglementaire fut d'emblée bureaucratique, mais l'administration resta isolée, sans guère de soutien de l'opinion publique ni de réaction de la communauté des industriels. Avant 1914, une forme de concertation existait donc aux États-Unis mais pas en Allemagne.

À la fin de l'entre-deux-guerres, malgré un déclin progressif du système hérité de l'ère progressiste (ligues civiques et inspection municipale des fumées), on constate une réduction des fumées industrielles dans les villes américaines. Le principal coupable de l'obscurcissement des atmosphères urbaines change alors de visage et prend l'apparence des foyers domestiques. Les campagnes menées par les autorités locales dans les années 1940 à Saint-Louis et Pittsburgh deviennent des modèles du genre. Elles impliquent un changement de combustible, mais ne peuvent recueillir une adhésion populaire car le charbon à plus faible teneur en soufre est plus coûteux. En Allemagne, les ingénieurs fondent des associations et des groupes d'experts où s'échange un savoir sur les techniques de réduction des poussières.

L'intérêt du public pour les questions de pollution de l'air fut croissant dans les deux pays durant l'après-guerre (années 1950-1960), même si les traditions de régulation conti-

naient à être bien différentes : aux États-Unis dominait ce que l'auteur appelle un « pseudo-corporatisme », où les ingénieurs du secteur privé avaient pris le pouvoir dans la régulation locale et où l'opinion publique pesait moins sur les autorités municipales que lors de l'ère progressiste. L'industrie propageait elle-même les mesures de contrôle de la pollution atmosphérique afin d'éviter que la législation ne change trop souvent et pour faire en sorte que l'attitude de l'administration soit prévisible. Dans un contexte où les mesures scientifiques montraient une diminution de la pollution dans certaines villes, pouvoirs locaux et industriels étaient satisfaits. Dans l'Allemagne de l'Ouest d'après-guerre, l'opinion commença à se montrer mécontente de la qualité de l'air, poussée en cela par certains reportages de la presse écrite. La Rhénanie du Nord-Westphalie prit la tête de la réforme : le territoire d'action efficace était plus le *Land* et son relais fédéral que la ville, soumise au mauvais vouloir de certains industriels et victime du décalage entre les discours des associations patronales et la réalité du terrain. Un urbaniste de la Ruhr proposa sans succès de créer des coopératives de contrôle de la pollution de l'air.

En effet, l'échelon municipal s'avérait dépassé, surtout aux États-Unis, où la suburbanisation et l'étalement disséminaient les nuisances hors des limites des villes où existait une régulation ; de plus, des salaires peu attractifs pour une tâche exigeante ne permettaient pas aux municipalités de conserver des ingénieurs compétents dans leurs services d'inspection des fumées. La situation en 1961 était donc une véritable mosaïque, de nombreux États ne s'étant pas emparés de la question. Autre facteur d'obsolescence du système hérité : son attention exclusive aux fumées, alors que la pollution d'origine automobile devenait un sujet croissant d'inquiétude (Frank Uekoetter étudie remarquablement le cas de Los Angeles).

Enfin, le problème des normes ou des seuils de gêne ou de danger n'était pas résolu. L'époque de l'avènement de l'urbanisation et de la société de consommation de masse fut celle de la formalisation législative au niveau national, mais également de la prise de pouvoir de structures parfois corporatistes, comme l'Association des ingénieurs allemands, qui

jouèrent le rôle d'experts reconnus des pouvoirs publics. Aux États-Unis, la population, écartée de la régulation par le « pseudocorporatisme », fit un retour en force dans les années 1960, dans le contexte de la montée des préoccupations écologistes. Les arguments sanitaires étaient opposés aux préoccupations techniques et économiques des acteurs du système établi. L'industrie, qui avait exclu les critiques au lieu de les intégrer dans le système de régulation, fut désignée coupable et dut subir l'établissement d'une législation fédérale.

Au final, ce livre s'avère extrêmement riche en informations sur un problème encore largement absent de l'historiographie française du XX^e siècle² et vient accroître les connaissances sur la lutte effective contre la pollution avant le tournant environnemental de 1970. Il offre une vision nuancée et renouvelée du rôle des industriels, pas forcément hostiles à la lutte contre la pollution de l'air lorsqu'ils pouvaient en tirer profit. La diversité des acteurs étudiés mérite d'être soulignée; les différences géographiques sont également très intéressantes et quelques cartes auraient probablement été utiles au lecteur. Le découpage des chapitres selon une trame globalement chronologique (qui n'évite pas certains recoupements) restitue bien l'évolution du problème, même si on peut regretter une structure trop binaire (États-Unis/Allemagne) et des passages parfois touffus, trop riches en exemples ou en citations. L'essor économique et industriel des années 1880-1970 n'est donc pas seulement « parti en fumée »; il a suscité de nombreux documents sur le revers environnemental de la médaille du « progrès » et de la « croissance » qui demandent encore à être exploités...

STÉPHANE FRIoux

1 - Peter THORSHEIM, *Inventing pollution: Coal, smoke, and culture in Britain since 1800*, Athens, Ohio University Press, 2006; Stephen MOSLEY, *The chimney of the world: A history of smoke pollution in Victorian and Edwardian Manchester*, Londres, Routledge, [2001] 2008.

2 - Sur la France, voir Geneviève MASSARD-GULBAUD, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2010.

Benjamin Ross et Steven Amter

The polluters: The making of our chemically altered environment

Oxford, Oxford University Press, 2010, VIII-223 p.

Consultants en pollution industrielle et spécialistes de la contamination des eaux souterraines par les substances toxiques, Benjamin Ross et Steven Amter décrivent dans cet ouvrage au titre explicite comment l'industrie chimique a réussi à imposer ses produits nocifs et ses propres normes de sécurité aux États-Unis, au XX^e siècle. Pour expliquer le processus d'altération de l'environnement réalisé de façon consciente par les industriels, ils mobilisent une historiographie abondante et la complètent d'archives moins connues, notamment les rapports internes des entreprises chimiques sur la toxicité de leurs produits. L'analyse se focalise principalement sur les décennies qui séparent la Première Guerre mondiale de la parution de *Silent spring* de Rachel Carson en 1962, soit de la naissance des pollutions chimiques à grande échelle à celle d'une prise de conscience nationale. En faisant des deux guerres mondiales les pivots du développement inconsideré des pollutions chimiques (et de leurs contestations), l'ouvrage offre un regard renouvelé sur les préoccupations environnementales du siècle, dont on oublie trop souvent les racines profondes. Par ailleurs, il mêle les maladies professionnelles et les pollutions environnementales. Ce qui pourrait apparaître au premier abord comme un problème méthodologique aboutit en réalité à une cohérence d'ensemble. Il ne s'agit pas ici de rappeler les implications légales ou juridiques des pollutions ou pathologies professionnelles, mais de mettre en lumière les mécanismes para-institutionnels qui éclairent la relation entre le monde économique et l'action des autorités locales ou de l'État fédéral.

L'investigation empirique des auteurs est efficace. Malgré le manque de données macro-économiques, la sélection des principales affaires permet de reconstituer les logiques entrepreneuriales en œuvre pour protéger l'industrie chimique de toute réglementation. À l'appui de cette démonstration sont convoqués plusieurs pollutions ayant eu des répercussions nationales (fumées toxiques de Donora,

Pennsylvanie, en 1948; *smog* de Los Angeles entre 1941 et 1945; contaminations des sols et des eaux, etc.), une gamme de produits chimiques extrêmement variée, allant de l'essence au plomb au DDT, enfin quelques grands noms de la chimie industrielle américaine, parmi lesquels émergent DuPont, Dow Chemical, et Hooker Electrochemical. La reconstitution de la mobilisation d'acteurs individuels et de leur parcours professionnel est ici de grand intérêt. Dans le rôle du scientifique frayant avec les intérêts économiques, on trouve l'universitaire Robert Kehoe, dont le prestigieux *Kettering laboratory*, financé par l'industrie chimique, parvient à marginaliser les autres laboratoires indépendants ou publics. Les très influents experts Royd Sayers et Anthony Lanza incarnent, eux, les figures des fonctionnaires du Public health service (PHS) dont les compétences ont été mises au service des entreprises, soit par la commande de rapports privés, soit par leur rôle de consultants de l'industrie lors de procès. À l'opposé, le savant Wilhelm Hueper symbolise l'obstiné pourfendeur de nombreux produits chimiques, dont il met régulièrement en évidence l'incidence sur le développement des cancers. Certaines de ces personnalités sont ambiguës, notamment celles qui, dans le secteur de l'industrie, ont une réelle conscience des problèmes, par exemple Lamot du Pont, qui tente en vain d'insuffler une gouvernance plus environnementale au sein de son entreprise, mais qui est *in fine* soumis à la logique du profit.

À un niveau plus structurel, les stratégies des entreprises sur le long terme possèdent un caractère récurrent remarquable. Elles ne se sont pas lancées inconsciemment dans la production de produits toxiques, et l'un des grands intérêts du livre est de montrer que la connaissance des risques et pollutions existe bien lors de la mise sur le marché des produits. Face au doute ou à la critique externe, les entreprises mettent généralement en place des laboratoires d'analyse supposés apporter un argumentaire scientifique. L'expertise interne se double de préconisations sur l'emploi des produits fabriqués, à travers par exemple la publication de manuels d'utilisation, façon habile de se prémunir de toute question de responsabilité pour l'avenir. Par ailleurs, les entreprises lancent des

campagnes de communication dont l'objectif est de rassurer l'opinion publique, et cherchent à marginaliser les expertises divergentes. Cela passe par le noyautage des services étatiques, ou encore par le recrutement d'anciens fonctionnaires ou de professeurs d'université ayant les moyens de développer leurs propres expériences. Face à l'événement (nuages toxiques, accidents, etc.), les entreprises s'attachent à minimiser l'influence de leurs activités et à réclamer des preuves irréfutables. Dans cette grande fabrique de l'incertitude, leurs demandes d'études scientifiques complémentaires jouent un grand rôle : elles permettent de proposer des fausses pistes, de diluer les facteurs d'explication, de discuter (à l'infini) des seuils de toxicité, surtout de gagner du temps afin de quitter la temporalité de la crise et de tester d'autres produits supposés moins toxiques au cas où la loi réprimerait les anciens. Dans tous les cas, l'arrière-fond idéologique du laisser-faire commande leur comportement, afin d'aboutir à une autorégulation, sans intervention des États et encore moins celle de l'État fédéral. Finalement, elles arrivent à convaincre de la confiance absolue en leur technologie pour résoudre les problèmes de manière plus efficace qu'une réglementation publique. Pivot de leur action, la *Manufacturing chemists'* association excelle dans son travail de lobbying et de fabrication de l'opinion publique.

Face à ces stratégies industrielles, l'État fédéral apparaît moins assuré dans sa doctrine. Selon les auteurs, son action est avant tout dictée par la survenue des catastrophes ou en réaction à la pression populaire. Toutefois, la conjoncture politique pèse fortement sur l'action gouvernementale. Les présidents Roosevelt sont ainsi présentés comme ayant réussi à imposer une certaine forme de régulation des pollutions. Aux années du New Deal, particulièrement défavorables aux offensives de l'industrie chimique, les auteurs opposent les années 1950, durant lesquelles les lois fédérales n'ont fait que garantir aux industriels la possibilité d'organiser leur production, et dont les faibles contrôles n'ont pu réussir à préserver l'environnement et la santé des travailleurs. Autre conjoncture importante, celle des guerres mondiales. Chacune d'entre elles est à l'origine d'un développement sans précédent de

la production chimique aux États-Unis, dans un contexte où la régulation des pollutions passe au second plan des préoccupations. Il en résulte, au retour de la paix, une structure productive gigantesque qui ne pense qu'à écouler ses produits. L'usage des pesticides dans l'agriculture est ainsi directement lié aux recherches sur les armes bactériologiques de la Première Guerre mondiale, tandis que le développement du DDT découle directement de son usage comme insecticide dans les zones de combat du Pacifique. Dans les deux cas, le modèle est le même : des circonstances exceptionnelles finissent par imposer de façon pérenne des normes et usages qui n'auraient jamais pu être développés et acceptés en temps de paix. Enfin, la conjoncture des années 1960-1970 est présentée comme beaucoup plus favorable que l'ensemble des décennies précédentes pour la protection de l'environnement. Car, finalement, l'autorégulation industrielle échoue à prévenir les pollutions majeures. Après la parution de *Silent spring*, puis la survenue de plusieurs catastrophes en 1969, la mécanique législative fédérale se met en place. En 1970, l'Environmental protection agency remplace la PHS et en quelques années l'ensemble des lois fédérales portant sur la protection de l'environnement est réformé, avec la mise en place de contrôles plus stricts.

La principale frustration du lecteur vient de l'absence de perspectives historiques comparatives avec l'Europe et le XIX^e siècle (de nombreuses similitudes auraient pu être mises en évidence dans les stratégies industrielles), et surtout de l'occultation des trois dernières décennies. Certes, l'ouvrage a été rédigé avant l'accident de la plate-forme pétrolière de BP, mais l'investigation aurait pu être poussée, au moins en perspective, jusqu'aux années dérégulatrices de l'ère Reagan et aux collusions d'intérêt entre l'industrie pétrochimique et l'administration Bush père et fils. En clôturant le récit sur la mobilisation citoyenne des années 1970, les auteurs laissent à penser qu'il s'agit d'un aboutissement salvateur qui engage l'avenir. Or, du réchauffement climatique en passant par les OGM développés par Monsanto, une des plus importantes entreprises chimiques américaines, sans même parler des catastrophes technologiques plus récentes, force est de

constater que les stratégies (et les réussites) du lobby de l'industrie chimique sont encore d'actualité. Parmi celles-ci, la technique du chantage à la délocalisation, plusieurs fois pointée dans l'ouvrage à propos de projets d'usines à construire dans un État moins exigeant en matière environnementale, n'aurait-elle pas pu être discutée à un niveau planétaire ? Certainement, dans les nouveaux partages productifs induits par la mondialisation, la délocalisation internationale du risque a au moins autant agi pour la protection de l'environnement américain que les lois fédérales. À titre d'exemple, le gigantesque accident de Bhopal en Inde survenu en 1984, dans une usine d'Union Carbide, autre entreprise chimique américaine, n'est même pas évoqué. Ces réserves n'entachent toutefois en rien la force de la démonstration empirique des auteurs. Indéniablement, dans les réflexions et les débats en cours sur la gouvernabilité environnementale de la planète, ce livre apporte un éclairage historique constructif et utile.

THOMAS LE ROUX

Sabine Barles

L'invention des déchets urbains.

France, 1790-1970

Seyssel, Champ Vallon, 2005, 297 p.

Cet ouvrage aborde une question fondamentale : comment gérer et penser les cycles de matières reliant la ville à l'environnement ? En retraçant la généalogie des concepts de déchet et d'eau usée, Sabine Barles montre que ces catégories sont apparues à la toute fin du XIX^e siècle seulement. Cette invention lexicale témoigne en fait d'une transformation historique du métabolisme urbain : au XIX^e siècle, les résidus étaient recyclés et les vidanges recueillant les excréments transformées en engrais. La ville était pensée par les industriels, les agronomes, les ingénieurs, les agriculteurs mais aussi par ses habitants non pas seulement comme consommatrice de matière aux dépens des campagnes, mais comme un gisement de ressources. À partir de la fin du XIX^e siècle et surtout durant l'entre-deux-guerres, le métabolisme complexe reliant ville et campagne se rompt. C'est après

cette transformation historique que les écologues tels Eugene Odum purent conceptualiser la ville comme un parasite.

La démonstration suit deux étapes. Dans la première partie, S. Barles réalise une description fascinante de l'économie du recyclage à Paris. Celle-ci n'est pas un vestige de pratiques artisanales préindustrielles (on pense bien sûr au salpêtre et à la transformation des chiffons en papier), mais au contraire un élément indissociable de la révolution industrielle. L'apport historiographique est considérable. Le chiffonnier devient un acteur central de l'économie. Au moment de son âge d'or, dans les années 1860, le chiffonnage occuperait en France entre 70 000 et 100 000 personnes et représenterait, à Paris seulement, un chiffre d'affaires de trois millions. Tout ou presque était objet de récupération : les chiffons pour le papier bien entendu, mais aussi l'os utilisé pour la tabletterie, la boutonnerie, le charbon animal, le phosphore, les sels ammoniacaux, la gélatine. Au-delà de ces exemples connus, l'auteure en donne d'autres qui pourraient sembler anecdotiques (bouts de cigares, bouchons de liège, coquilles d'huître pour amender les terres), mais qui témoignent en fait de l'existence d'une économie générale du recyclage au milieu du XIX^e siècle.

À mesure que la France s'urbanise (13 % de la population habite des villes de plus de 3 000 habitants en 1810 et 25 % en 1880), la question de l'engrais humain devient cruciale pour la fertilité des terres¹. D'où la volonté constante d'exploiter et de valoriser « ces matières dont les villes doivent compte à la terre » (Jean-Baptiste Dumas, p. 70). L'augmentation des loyers de la voirie parisienne (concedée à des entrepreneurs privés) témoigne de l'importance économique de « la chasse à l'engrais ». Ce recyclage s'inscrit en outre dans une entreprise sanitaire qui vise à préserver la Seine des matières organiques. Si au milieu du XIX^e siècle, Paris est une usine à engrais, les difficultés techniques s'accumulent, liées à l'augmentation de l'utilisation en eau qui dilue les matières fécales : bains à domicile, toilettes à l'anglaise, puis adduction d'eau. Mais l'essentiel demeure : il existait au XIX^e siècle un projet fondamental partagé par les hygiénistes, les industriels et les agronomes de boucler les cycles, ou comme le dit un ingénieur de « rendre

au torrent de la circulation vitale les débris organiques que la vie vient à peine d'abandonner » (p. 123).

La seconde partie du livre est consacrée à la séparation matérielle entre la ville et la campagne. Premièrement, S. Barles énumère les raisons du tarissement des débouchés des *excreta* urbains : l'utilisation de matières végétales pour la production de papier par exemple à partir des années 1860, la découverte de gisements de phosphates naturels et bien sûr la production chimique d'engrais azotés (Fritz Haber) qui rendent les os et les vidanges beaucoup moins indispensables à l'agriculture. Les engrais minéraux fondent une vision beaucoup plus dominatrice de la nature : la croissance de la population humaine n'apparaît plus comme directement limitée à la production d'engrais. Dans les exemples donnés, l'Algérie, par ses mines de phosphate ou la récolte de l'alfa qui permettait de produire du papier, semble jouer un rôle important. L'auteure aurait d'ailleurs pu proposer une réflexion sur la fin de l'économie du recyclage en regard avec la colonisation et la globalisation des ressources. Enfin, l'étalement urbain (600 000 pavillons construits dans l'entre-deux-guerres) a joué un rôle dans la rupture des liens organiques entre ville et campagne en rendant plus difficile la récolte et la circulation des matières. S. Barles décrit ensuite la « résistance » des municipalités qui entre 1880 et 1920 tentèrent de valoriser leurs *excreta* malgré le tarissement des débouchés : exportation des engrais parisiens en train jusqu'à 150 km (pour éviter les critiques sur la puanteur des champs d'épandage), ou bien, à Marseille, projet de fertilisation de la plaine de la Crau. Le dernier chapitre, qui traite la période 1920-1970, explique pourquoi les communes finirent par abandonner le recyclage. Le problème des résidus est reconfiguré comme un problème étroitement sanitaire (comment se débarrasser des matières organiques ?) et non plus comme un problème industriel et agricole. Les stations d'épuration et les décharges qui sont les grandes innovations urbaines de l'entre-deux-guerres² (avec une course sans cesse perdue entre les capacités d'épuration et la production des eaux usées) symbolisent surtout l'aboutissement d'un processus de « désurbanisation des ressources » (p. 135).

La grande force de ce livre est de proposer une histoire matérialiste de l'environnement. Loin des travaux culturalistes inspirés de Mary Douglas qui tendent à relativiser la notion de pollution, simple « matière au mauvais endroit », ou des sociologues qui décrivent la société contemporaine comme enfin sensible aux enjeux environnementaux, le livre de S. Barles, en traquant ce qui est abandonné aujourd'hui et qui ne l'était pas autrefois, nous rappelle à une modestie nécessaire : c'est au XIX^e siècle que le recyclage a connu son âge d'or et, par comparaison à l'économie du chiffonnage, les 8 % d'ordures ménagères recyclées en France en 2000 font piètre figure.

Deux remarques pour finir. L'économie du recyclage n'était pas sans poser problème. Par exemple, les eaux de chaux servant à purifier le gaz d'éclairage étaient certes vendues comme fertilisants, mais par le cyanure, le mercure et les métaux lourds qu'elles contenaient elles contaminaient, et contaminent encore, les terres agricoles. Deuxièmement, la présentation d'un premier XIX^e siècle recyclant massivement mériterait aussi d'être nuancée. Les industries de la soude et du gaz d'éclairage qui apparaissent dans les années 1810 et 1820 prélèvent des ressources (sel et charbon) et rejettent des déchets dans des quantités immenses. L'idée des chimistes selon laquelle le bon procédé transforme toute la matière et que donc la perte de matière, la pollution, est aussi une perte financière se heurte aux pratiques industrielles : vouloir maximiser le rendement conduit à ralentir la production et donc réduit le taux de rentabilité du capital. En un sens, et sans nier l'importance du recyclage urbain dans la première moitié du XIX^e siècle, on peut se demander si l'industrialisation, dès les années 1810, n'obéissait pas à des logiques plus prédatrices que celles décrites par l'auteure. Le thème du recyclage était aussi un discours libéral (mieux vaut laisser faire l'entrepreneur qui a intérêt à valoriser ses déchets) à destination des citoyens se plaignant des nuisances industrielles. Une sorte de *green washing* avant la lettre donc.

JEAN-BAPTISTE FRESSOZ

1 - Sur ce sujet voir aussi Nathalie JAS, *Au carrefour de la chimie et de l'agriculture. Les sciences agrono-*

miques en France et en Allemagne, 1840-1914, Paris, Éd. des Archives contemporaines, 2001.

2 - Stéphanie FRIoux, « Les réseaux de la modernité. Amélioration de l'environnement et diffusion de l'innovation dans la France urbaine (fin XIX^e siècle-années 1950) », thèse de doctorat, Université Lyon II, 2009.

Yannick Barthe

Le pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires

Paris, Economica, 2006, VIII-239 p.

Dans cet ouvrage, Yannick Barthe s'intéresse à la mise en politique des déchets nucléaires, et plus spécifiquement à la gestion des déchets HA-VL (de haute activité et à vie longue), pour lesquels une solution technique unique a été élaborée par la « communauté de l'atome » à la fin des années 1980 : le stockage en couches géologiques profondes. C'est au moment de la mise en œuvre de ce projet que le dossier entre véritablement en politique.

La question centrale de l'ouvrage est dès lors la suivante : comment un problème resté pendant près de quarante ans confiné dans le cercle des scientifiques peut-il devenir un objet dont s'emparent le politique et le législateur (deux lois ont été promulguées), alors même qu'il semble qu'il n'y a plus rien à décider ? Pour répondre à cette énigme, Y. Barthe nous invite à « suivre au plus près la trajectoire du problème des déchets nucléaires » des années 1950 à nos jours (p. 3). Cette approche plonge le lecteur dans le détail du dossier et lui fait saisir ainsi toutes les contingences d'une trajectoire qui paraîtrait très linéaire à un observateur non averti.

Dans une première partie, l'auteur décrit comment un processus d'irréversibilisation a permis de passer peu à peu de diverses voies de recherche au début des années 1960 à une solution unique à la fin des années 1980. Le moteur de ce processus d'irréversibilisation est la problématisation technique effectuée par la « communauté de l'atome ». La problématisation technique est ici entendue comme une activité de traduction, au sens de la sociologie des innovations, c'est-à-dire l'ensemble des opérations « permettant de constituer les différentes dimensions d'un problème, qu'elles

soient formulées dans des termes moraux, économiques ou politiques, en autant de défis techniques que les ingénieurs et scientifiques pourront s'employer à relever » (p. 14). Au terme de ce processus, la solution préconisée apparaît comme une irréversibilité technique, « c'est-à-dire comme le produit de choix antérieurs sur lesquels il paraît impossible de revenir » (p. 5).

Avant d'en arriver là, il a fallu au préalable constituer les déchets en problème. En France, les quelques chercheurs intéressés à la question font référence à une demande sociale pour asseoir leur légitimité au sein de la communauté des spécialistes de l'atome. Cette sensibilité du public joue d'ailleurs un rôle dans l'élaboration d'une solution technique de référence : la mobilisation des élus locaux, relayés par la presse nationale, a par exemple conduit à abandonner les programmes d'immersion des déchets radioactifs dès la fin des années 1960 en France. Ce moment constitue ainsi une première bifurcation dans la trajectoire du dossier. Une seconde bifurcation a lieu avec la stabilisation du concept de multi-barrière : une barrière technologique, assurée par la vitrification des déchets ; un confinement géologique au-delà du millénaire, de sorte à s'affranchir de la surveillance des stockages. À la fin des années 1970, le concept de stockage en couches géologiques profondes s'est ainsi imposé comme la solution de référence pour la « communauté de l'atome ».

Le dossier passe alors dans une phase de verrouillage, c'est-à-dire un moment d'accroissement de la part d'irréversible des choix déjà effectués, empêchant ainsi l'émergence d'autres possibles. Les expertises pluralistes participent de ce verrouillage, mais c'est surtout l'affirmation du rôle de l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (ANDRA) en 1979 qui accélère l'irréversibilisation. L'ANDRA, née au sein du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), entre peu à peu en concurrence avec celui-ci et construit sa légitimité sur le projet de stockage, qu'elle fait passer du statut de projet de recherche à celui de projet industriel. Mais ce durcissement prive « la technique de sa capacité d'absorption des nouveaux problèmes » (p. 66). En 1987, les prospections pour trouver un site susceptible d'accueillir un laboratoire

souterrain se heurtent à l'opposition virulente des acteurs locaux. La fermeture des choix techniques a ainsi pour effet de redéfinir le dossier comme un problème d'acceptabilité sociale. Jusque-là, la question de l'acceptabilité sociale était dérivée du problème principal, à savoir trouver une solution technique pour maîtriser la dangerosité des déchets. La solution technique ayant été élaborée, la persistance des craintes du public, rétif à la problématisation technique, devient un problème autonome. Ce découplage entre acceptabilité sociale et étude des solutions techniques est accentué par les experts des sciences humaines et sociales. En effet, ces derniers n'interrogent jamais les choix technologiques, qui restent à l'état de boîte noire dans leurs études, et expliquent les oppositions du public par un malentendu cognitif (l'atome fait peur) ou par le contexte social.

On trouve là l'argument central de la thèse de Y. Barthe : « non seulement le traitement politique du problème des déchets nucléaires s'impose quand il n'y a plus rien à décider sur le plan des orientations techniques mais, d'une certaine manière, il s'impose parce qu'il n'y a plus rien à décider » (p. 95). L'intervention du politique marque alors le début d'un processus de « réversibilisation de l'irréversible » (p. 99), analysé non pas comme une rupture dans la trajectoire du dossier mais au contraire comme un effet endogène du processus d'irréversibilisation qui a précédé. La description de ce processus de réversibilisation constitue la seconde partie de l'ouvrage.

Dans un premier temps, ce sont les auditions de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) et sa posture arbitrale qui vont effectuer un travail « de mise en contingence » permettant de rendre discutable le caractère inéluctable du stockage en profondeur (p. 113). Le travail de réversibilisation conduit alors à ouvrir des pistes de recherche sur d'autres procédés de traitement : « c'est à ce prix, et à ce prix seulement semble-t-il, que l'étude du stockage géologique peut être rendue acceptable politiquement » (p. 122). Les laboratoires souterrains s'inscrivent désormais « dans le cadre d'un processus de *préparation* d'une décision définitive et non plus d'un processus de *mise en œuvre* de cette décision » (p. 124).

La possibilité d'emprunter un chemin différent est traduite dans la loi Bataille du 30 décembre 1991, qui reconstruit un espace de choix politique en proposant trois voies de recherche à étudier pour le traitement des déchets. La loi affirme ainsi qu'il y a encore matière à décider. Pour Y. Barthe, elle peut être comprise comme une prise d'indécision qui permet au politique de rendre décidable le problème. Il ne s'agit pas d'une non-décision, mais d'un « méta-choix qui s'exerce sur le contexte de choix lui-même » (p. 138). En ouvrant un espace des possibles, la prise d'indécision rend le choix du mode de traitement indécis et redonne des prises au politique sur la trajectoire du dossier.

La mise en politique du dossier est encore vérifiée lors de la campagne de médiations sur le choix des sites susceptibles d'accueillir un laboratoire. La procédure inverse alors la hiérarchie des critères en établissant « la carte du politiquement acceptable avant même de prendre en considération celle du géologiquement souhaitable » (p. 159). Ce déplacement de la légitimité du choix sur des critères procéduraux conduit à l'émergence d'une critique qui porte à la fois sur la définition de la concertation et sur l'effectivité de la diversité des recherches entreprises : les trois voies de recherche sont-elles réellement explorées ?

Dans son analyse, Y. Barthe prend au sérieux le processus de réversibilisation enclenché par la mise en politique du problème, et évite une posture critique fréquente consistant à montrer que la reprise en main par le politique est en fait illusoire, les phénomènes d'inertie dus au cadrage technique de l'objet étant trop prégnants.

Alors que le dossier semble approcher de son terme (sauf surprise, une loi fixant les conditions de la réversibilité du stockage devrait être votée en 2015 ou 2016 avant le passage en enquête publique), il serait intéressant aujourd'hui de réinterroger « la mise en politique des déchets nucléaires » décrite par Y. Barthe, notamment quant à ses effets sur la trajectoire du dossier. La loi Bataille a certes ouvert un temps de réflexion avant de décider du mode de stockage définitif. Cependant, au terme du parcours (à quelques variations près il est vrai, comme l'introduction d'un principe de réversibilité), c'est bien la solution technique de référence élaborée il y a trente ans par la « communauté de l'atome » qui devrait être mise en œuvre. Plutôt qu'une réouverture de l'espace des possibles, la mise en politique du traitement des déchets radioactifs n'a-t-elle pas simplement ralenti le processus de décision sans dévier le dossier de sa trajectoire ?

PIERRICK CÉZANNE-BERT